

UFR de Géographie Paris IV

**MEMOIRE DE DEA GEOGRAPHIE TROPICALE
Année Universitaire 2001-2002**

**LES CULTURES ILLICITES EN COLOMBIE :
Les enjeux du développement alternatif
dans une société en crise**

Présenté par
Joseph Pouzoullic

Directeur du mémoire
Olivier Sevin

AVANT-PROPOS

" Les racines de la violence contemporaine sont beaucoup plus profondes que le boom actuel de la drogue ; elles proviennent de conflits sociaux incrustés depuis longtemps, en particulier à la campagne, et dont la solution a été repoussée durant des décennies. Le narcotrafic a probablement augmenté et accéléré la violence, mais ne l'a pas créée <http://www.mamacoca.org/feb2002/-fn18>"

Marc Chernick

Remerciements

Merci à Jacques et à toute la famille Bonnet pour leur accueil chaleureux à Bogota pendant ces deux mois de stage. La pertinence des remarques et l'exigence de Jacques m'ont beaucoup aidé pour la rédaction de ce mémoire de DEA.

Je n'oublie pas les membres du service économique de l'ambassade, particulièrement Fabien, Liliam, Luc, Henri et Mario, dont les méthodes de travail me sont très utiles. Muchas gracias para la despedida.

Je ne sais comment remercier Sabri pour son accompagnement et ses conseils avisés (les femmes ont vraiment toujours raison). Qu'elle trouve dans ces quelques lignes un témoignage de mon infinie reconnaissance.

Un remerciement tout particulier à Monsieur Sevin, directeur de ce mémoire, pour avoir accepté et soutenu par ses conseils ce travail de recherche sur la Colombie.

SOMMAIRE

Avant propos	p 2
Sommaire	p 3
Résumé	p 5
Carte de présentation (Carte 1 : Les départements colombiens)	p 6
Introduction	p 7
I. La production de drogue en Colombie : entre mythe et réalité	p 12
A. Etat des lieux sur l'étendue des cultures illicites en Colombie	p 13
1. <i>Définition des cultures illicites</i>	p 13
2. <i>Quelles surfaces de production de drogues en Colombie ?</i>	p 15
3. <i>Comprendre la localisation des cultures illicites</i>	p 18
B. Un système de production fortement basé sur la petite paysannerie	p 23
1. <i>Les cultures illicites : une synthèse de deux structures productives</i>	p 23
2. <i>La coca et le pavot comme cultures de subsistance</i>	p 25
3. <i>Le succès de la culture : rentabilité commerciale de la coca et du pavot</i>	p 26
C. Une progression spectaculaire des cultures de drogues en Colombie depuis 20 ans	p 28
1. <i>Une grande souplesse de la production comme élément d'extension des cultures illicites</i>	p 28
2. <i>Un système productif en vase communicant entre trois pays : Pérou, Bolivie, Colombie</i>	p 30
3. <i>Le maillon colombien : une situation géostratégique incontestable dans les réseaux de la drogue</i>	p 31
II. Un ensemble de facteurs complexes dans l'apparition et l'extension des cultures illicites	p 35
A. Un tissu social fragilisé par des inégalités foncières	p 35
1. <i>La colonisation agricole et la non-réforme foncière</i>	p 35
2. <i>La violencia : période de troubles politiques</i>	p 38
3. <i>L'apparition des cultures illicites dans le contexte politique et foncier</i>	p 39
B. Café et coca : une balance indicative des difficultés économiques	p 40
1. <i>La crise agricole</i>	p 40
2. <i>La cocalisation de l'agriculture traditionnelle</i>	p 42
C. De la narco-agriculture aux conflits politiques	p 43
1. <i>Les guérillas : de la résistance paysanne au trafic de drogues</i>	p 43
2. <i>La présence des groupes subversifs dans l'économie de la drogue</i>	p 46
3. <i>Impacts des groupes armés sur les sociétés rurales</i>	p 49

III. Quelles alternatives aux cultures illicites : répression et substitution	p 51
A. Justification et enjeux de l'intervention contre le marché de la drogue	p 51
B. Les programmes d'intervention pour éradiquer les cultures illicites	p 53
1. <i>Cadre légal et méthode d'intervention : les programmes de lutte contre la drogue</i>	p 54
2. <i>La politique répressive sur les grands producteurs de coca : la fumigation</i>	p 60
3. <i>L'éradication manuelle et la substitution de culture comme alternative aux petites structures de production</i>	p 63
C. Les cultures de substitution comme développement alternatif à la drogue	p 65
1. <i>Des projets de substitution de différentes portées : les cultures à vocation alimentaire</i>	p 65
2. <i>Le problème de la commercialisation des cultures de substitution</i>	p 67
3. <i>Les produits à rentabilités sur le long terme</i>	p 70
D. Les succès et échecs des programmes, indicateurs de problèmes structurels	p 71
1. <i>Bilan des échecs des programmes de substitution.</i>	p 72
2. <i>Bilan des facteurs de réussite de la substitution</i>	p 75
IV. Dans une situation conflictuelle paralysante, quelles perspectives d'évolution ?	p 78
A. Une situation conflictuelle qui réduit les perspectives d'évolution	p 78
1. <i>Analyse de la dérive du conflit politique</i>	p 78
2. <i>Entre l'Etat et les guérillas : une territorialisation des conflits</i>	p 79
3. <i>La situation actuelle, point culminant de la tension politique</i>	p 81
B. Néanmoins, des alternatives au conflit, tiraillées entre négociations et répression	p 81
1. <i>Analyse des cycles de négociations avec les guérillas</i>	p 82
2. <i>Vers une politique de répression</i>	p 83
C. Les perspectives d'évolution à différentes échelles et les enjeux stratégiques	p 84
1. <i>Quelles solutions à l'échelle locale : le développement économique des zones de conflits... ou celui des régions "saines" à l'échelle régionale</i>	p 85
2. <i>La politique nationale et l'emprise internationale</i>	p 86
D. Et les petits paysans ?	p 87
1. <i>Le paysan producteur : un bouc émissaire ?</i>	p 87
2. <i>Un acteur pourtant essentiel dans l'évolution de la situation</i>	p 88
Conclusion	p 90
Projet de thèse	p 94
Bibliographie	p 97
Annexes	p 100
Index des cartes, tableaux et photos	p 104

RESUME

En moins de 20 ans, la Colombie est passée d'une culture sporadique de coca et de pavot, au statut, reconnu internationalement de premier producteur et transformateur de coca dans le monde. L'extension spectaculaire des surfaces de cultures illicites, au détriment des cultures vivrières, repose sur un ensemble de facteurs complexes, qui constituent un contexte favorable à ce développement.

En premier lieu, les migrations engendrées par les conflits politiques des années 1950, se sont traduites par la création de fronts de colonisation agricoles particulièrement fragiles, du fait de leur isolement géographique, économique et social.

En second lieu, l'apparition des premières variétés commerciales de coca permet leur développement rapide en raison de la haute valeur financière dégagée, aussi bien par les grandes, que les petites exploitations artisanales. Ce développement spectaculaire de la production de drogue provoque des profondes modifications dans les structures agricoles traditionnelles, que l'on peut résumer par le phénomène de "cocalisation de l'agriculture".

Enfin, l'apparition des guérillas dans la vie rurale, puis leur engagement dans les réseaux de la drogue, marquent un tournant dans la situation politique du pays. La lutte entre les différents groupes armés pour le contrôle des zones de cultures illicites devient rapidement un enjeu politique et stratégique à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Pour tenter de résoudre les phénomènes interdépendants de production de drogues et de conflits politiques, le gouvernement appuyé par plusieurs instances internationales, mènent une politique de double front : répression et développement alternatif. Ces deux politiques complémentaires, révèlent les divergences dans les enjeux d'intervention, ce qui conduit à s'interroger sur l'avenir des territoires de la coca et de leur reconversion agricole.

Mots clés : Cultures illicites, économie de subsistance, conflits politiques, répression armée, développement alternatif, cultures de substitution

Carte 1

INTRODUCTION

La Colombie jouit d'une renommée internationale en raison de deux phénomènes qui lui sont caractéristiques et qui semblent exister depuis toujours : les cultures illicites et la violence politique. Ces deux éléments sont éminemment présents dans les structures économiques, sociales et politiques du pays, car la production et la commercialisation des cultures de coca et de pavot entretiennent une certaine situation de violence. La violence que connaît le pays alimente un mythe, partiellement fondé, de la Colombie en tant que puissance narco-financière. En effet, la production de stupéfiants et ses impacts sur les structures économiques et politiques expliquent la situation de quasi-guerre civile qu'entretient le pays depuis plusieurs décennies. Cette vision largement répandue et éminemment réductrice, témoigne néanmoins d'une forte méconnaissance de la Colombie et de ses rapports complexes avec la violence et les productions illicites. Il convient donc en premier lieu de présenter les éléments essentiels de la production de drogues dans le pays.

S'il est vrai que la Colombie est le premier producteur de coca au monde, l'image véhiculée sur ce pays est souvent désuète et excessivement négative. La Colombie connaît une situation de conflits relativement violents, fortement liés à la production de cultures illicites et qui, de surcroît, touchent une grande partie du territoire. Cependant, la forte production de cultures illicites (coca et pavot) n'est plus aux mains des cartels de la drogue, puissantes organisations mafieuses des années 1980, qui contrôlaient alors l'ensemble du marché, et dont le plus fameux représentant, Pablo Escobar, pouvait se vanter d'une réputation internationale. Le marché de la drogue est aujourd'hui fortement impliqué dans la vie politique, (de sorte que l'on parle de narco-démocratie, Labrousse, Koutouzis, 1996) et la production relève d'un vaste et divers réseau de producteurs.

Comme en témoigne l'évolution des structures de commercialisation, la culture de produits illicites et la commercialisation de stupéfiants ne sont pas des phénomènes statiques. Bien au contraire, les réseaux de production et de commercialisation sont d'une remarquable souplesse sociale et géographique qui ont permis au pays d'affirmer sa situation de grand pays producteur / trafiquant face à la concurrence internationale.

Depuis quelques années, la Colombie est ainsi devenue le premier producteur mondial de coca et a surtout affirmé son rôle de transformateur des substances primaires en drogues consommables. Ce "succès" commercial est la conséquence de nombreux facteurs complexes (historiques, commerciaux, politiques...), dont la situation de conflits politiques perpétuels, que connaît la Colombie depuis de nombreuses années, constitue le terreau de ce développement.

L'aspect le plus spectaculaire de la production de drogue en Colombie est l'extension par 16 des surfaces de coca cultivées, en moins de 20 ans. Un tel développement des cultures engendre de profonds changements dans les structures économiques et politiques du pays. D'une production sporadique et intégrée dans les années 1960, les cultures de coca et de pavot sont devenues aujourd'hui des productions essentielles pour l'économie agricole du pays et font l'objet de conflits politiques pour leur contrôle stratégique par les groupes armés.

L'extension des cultures illicites dans le pays, s'est donc accompagnée d'une aggravation de la violence, qui a conduit à une prise de conscience, par ailleurs relativement tardive, de la part du gouvernement colombien. Ainsi, aujourd'hui le thème des cultures illicites en Colombie est une des préoccupations majeures du gouvernement colombien, mais aussi de la part d'autres instances internationales qui s'investissent de plus en plus dans la lutte contre les cultures illicites et la mise en œuvre de solutions alternatives. Depuis 1994, date de la création

d'un programme gouvernemental de développement alternatif soutenu par le gouvernement américain et les Nations Unies, la Colombie tente de développer la substitution des cultures illicites par des cultures vivrières et commerciales. Néanmoins, les cultures de substitution ne sont qu'un aspect des programmes de développement qui visent à répondre à un profond malaise socio-économique, et dont la conséquence est l'extension spectaculaire des cultures illicites en Colombie.

Justification du sujet :

Avant de détailler les étapes de la réflexion, il semble important de définir les éléments qui ont conduit à choisir un tel sujet de recherche, alors que la Colombie apparaît comme un pays difficile à étudier, précisément en raison de sa situation politique.

Bien que le mémoire de maîtrise réalisé en 2000-2001, sur les logiques paysannes et la protection du couvert forestier dans le Sud-Ouest de Madagascar, semble éloigné du présent mémoire de DEA, il relève néanmoins de la même démarche de travail. En effet, le mémoire de maîtrise portait sur l'étude d'un phénomène agricole (l'agriculture du maïs sur brûlis forestier), dans un environnement de saturation proche (la disparition rapide et irrémédiable des massifs forestiers). Dans ce contexte, l'étude portait un intérêt particulier aux solutions alternatives à ce mode de culture non reproductible et aux enjeux de développement alternatif inspirés par cette situation.

L'idée d'étudier une pratique agricole, dans une situation complexe, et qui évolue vers une situation de saturation, s'est progressivement portée sur les milieux politiques conflictuels en Amérique du Sud. La Colombie est alors apparue comme le pays le plus symptomatique d'une situation complexe et conflictuelle. La culture de coca et de pavot dans ce pays, témoignent de nombreuses similitudes avec la situation précédemment évoquée, du fait de la saturation proche du phénomène de production, et de l'environnement conflictuel qui l'entoure. Ainsi, le développement alternatif aux cultures illicites représente des enjeux stratégiques essentiels pour l'avenir de la petite agriculture en Colombie.

Afin d'appréhender le problème des cultures illicites et les enjeux de développement alternatif dans une société en situation de crise généralisée, une démarche d'analyse globale, à l'échelle nationale, est essentielle. D'autre part, le choix de l'échelle d'étude relève de plusieurs contraintes et intérêts :

- La réalisation d'une étude englobante du sujet trouve tout son sens lorsqu'elle est perçue comme la démarche préliminaire d'un travail plus abouti, que représente la thèse. Travailler, selon une vision générale de l'ensemble du marché de production et de commercialisation de drogues dans le pays permet, dans un premier temps, de comprendre les enjeux de ce phénomène sur les productions locales et particulièrement sur la petite paysannerie. Cette première étape aboutit sur un travail plus précis, qui s'appuie sur une bonne connaissance du sujet et surtout, sur un réseau d'organismes ressources indispensable en Colombie pour mener un travail de thèse.
- Le choix de l'échelle d'étude relève enfin d'une contrainte, celle de ne pas pouvoir effectuer de travaux de terrain, les zones rurales productrices de coca et pavot représentant un réel danger de sécurité. Par conséquent, la recherche devait nécessairement se concentrer sur un travail de recherche bibliographique et de rencontres avec les principaux organismes ressources.

Cadre institutionnel de recherche :

Pour mener à bien un travail de recherche dans un pays comme la Colombie, il est indispensable de faire partie d'une institution officielle d'envergure nationale, voire internationale. Cet aspect a conduit à la recherche d'un stage pour permettre un travail de terrain efficace, qui s'est concrétisée par la réalisation d'un stage au service économique de l'Ambassade de France en Colombie entre mars et mai 2002. Nous avons donc convenu d'un travail d'intérêt commun, centré sur : "les programmes de substitution aux cultures illicites en Colombie : bilan et perspectives économiques et commerciales".

Ce stage a été d'une aide très précieuse pour la mise en relation avec de nombreuses institutions travaillant sur le problème des cultures illicites. Du reste, ce travail sur les cultures de substitution a permis une approche plus spécifique et précise sur les productions alternatives aux cultures illicites.

Bibliographie critique :

Dans le cadre de la recherche universitaire, un tel sujet de mémoire trouve sa justification aux vues des travaux déjà réalisés dans ce domaine.

La Colombie est un pays assez peu étudié au regard d'autres pays de la zone latino Américaine tels que le Mexique, l'Equateur... La particularité de la Colombie pour les travaux de recherche est que les travaux de terrains sont quasi-inexistants à partir de la période d'aggravation des conflits armés. Dès les années 1980, les recherches sur les systèmes agraires paysans et la cocalisation de l'économie paysanne sont essentiellement le résultat de travaux réalisés par des Colombiens, d'où le nombre de références en espagnol qui apparaissent dans la bibliographie. Les travaux en langue française ou anglaise sont le plus souvent des réflexions d'ordre plus général et à une échelle géographique plus large.

Concernant le thème des cultures illicites, on distingue quatre grandes approches bibliographiques qui se distinguent à la fois par la thématique et par la période de parution des travaux.

I. Structures traditionnelles de l'agriculture colombienne et prémices d'une agro-industrie

Avant les années 1995, on trouve un ensemble d'ouvrages et de littérature grise sur le thème des structures traditionnelles de l'agriculture colombienne et sur les prémices d'une agro-industrie. Parmi ces ouvrages, de nombreuses études monographiques de régions rendent compte de la diversité des systèmes productifs agricoles en Colombie, dont voici quelques ouvrages caractéristiques :

ALVAREZ, J. (1994)*

DIEZ, E. et **ANA, I.** (1988)

DOCUMENTATION FRANCAISE (1980)

II. Cultures illicites et conflits politiques

A partir de la fin des années 1980, une vaste série d'ouvrages et d'articles apparaissent sur le thème des cultures illicites (principalement coca et pavot) et des violences politique et sociale qu'elles engendrent. Les travaux réalisés sur ce thème sont très nombreux et précis.

* Tous les ouvrages présentés dans l'introduction ont leurs références bibliographiques complètes page 97

Contrairement à la période précédente (avant 1990), on trouve assez peu de littérature grise, notamment de la part d'universitaire, en raison de l'**intensification des conflits** et de l'insécurité dans le pays qui limitent, voire rendent impossible le travail de terrain. D'autre part, la plupart des ouvrages sur les conflits apparaissent après 1995.

CGR (2001)

URIBE, S. (1995)

SAULOY, M. (1988)

III. Alternatives aux cultures illicites : répression et substitution de culture

Afin d'éradiquer les cultures illicites (coca, pavot, marijuana) en Colombie et dans d'autres pays andins (Pérou, Bolivie), le gouvernement colombien, soutenu par la coopération internationale, a mis en place depuis quelques années un programme intensif de répression aux cultures illicites et de développement alternatif. On trouve pour cette thématique de nombreux articles relativement récents dans les journaux colombiens et les revues spécialisées, mais la plupart des informations fiables et précises proviennent des rapports officiels émis par les organismes nationaux et internationaux (Nations-Unies, Plante, ...). Il est à noter qu'il n'existe que très peu de travaux sur la question des substitutions de cultures à la coca, d'une part car l'intervention dans ce domaine est relativement récente, et d'autre part en raison des enjeux politiques et stratégiques d'une telle action et des bilans que l'on peut en tirer. Ceci permet d'expliquer en partie les difficultés rencontrées pour obtenir les informations auprès des organismes officiels car les documents ne sont pas publiés et/ou sont réservés à une diffusion restreinte.

DNE (2002)

SOMOCURCIO, M.(2000)

OTA (1993)

REYES POSADA, A (1995)

GOMEZ MASERI, S. (2002)

PECAULT, D. (1999)

IV. Les alternatives aux conflits sociaux politiques et reconstruction d'une société en crise

Parallèlement à la répression des cultures illicites, une politique de réorientation agricole s'est développée pour le pays. Ceci a donné lieu à une véritable réflexion de fond sur l'agriculture, se composant de bilans sur les structures agraires et la situation agricole du pays, mais également sur les orientations pour lutter contre les conflits politiques et leurs origines.

Les sources d'informations pour ce thème sont les sites internet des organisations non gouvernementales ou autres organisations idéologiquement engagées, par conséquent les informations divulguées sont fréquemment de nature critique, voire polémique. La plupart des documents sont relativement récents et on ne trouve que très peu de travaux de synthèse.

EDELMIRA PEREZ, C. et al (2000)

International delegation of pax christi Peace in Colombia, a matter of civil initiatives
<http://www.paxchristi.org/>

OTA (1993)

En somme, il existe de nombreuses informations relativement fiables, mais parfois difficilement accessibles, sur les structures traditionnelles agricoles de la Colombie, les

cultures illicites et les conflits politiques. En revanche, en ce qui concerne les alternatives aux cultures illicites et à la crise politique, à savoir la substitution de culture et le développement des zones touchées par les conflits politiques, il existe peu de travaux rigoureux, à l'exception des rapports officiels, mais ces derniers sont difficilement accessibles.

Par conséquent, ces deux derniers thèmes qui paraissent être les plus actuels et problématiques laissent la place à un travail de synthèse important non seulement bibliographique, mais également de terrain auprès des différents organismes qui produisent les données à partir de leurs investigations et de leurs rapports d'interventions. C'est l'objet de ce travail de DEA, qui vise à introduire un vaste travail de réflexion et de synthèse sur les cultures illicites et les enjeux du développement alternatif, ceci dans le contexte d'une société en situation de crise profonde et générale.

Au regard des apports bibliographiques, mais aussi du travail de terrain réalisé auprès des différents organismes impliqués dans la lutte contre les cultures illicites, cette étude tente d'analyser comment la Colombie est devenue, en l'espace de ces vingt dernières années, une remarquable puissance narco-financière au niveau international ?

Cette progression des cultures illicites s'est accompagnée d'une apparition, et même d'une dégradation rapide du pays vers une situation de violence politique et sociale. Cette dérive, tant au niveau des structures agricoles que des relations politiques, a conduit ces dernières années à une politisation du problème de la production de cultures illicites de la part des instances décisionnelles, essentiellement internationales. Ce constat induit la question des perspectives de développement pour le pays, et particulièrement comment construire un développement alternatif durable au problème global des cultures illicites dans le monde rural colombien ?

Afin de répondre à ces interrogations, il convient dans un premier temps de rendre compte véritablement de la situation des cultures illicites sur le territoire colombien, aussi bien dans l'évolution des surfaces cultivées, que dans les structures de production. Une fois ces précisions établies, l'analyse de différents facteurs complexes à la fois sociaux, économiques et politiques, permet de comprendre les raisons de l'apparition et du développement si rapide des cultures illicites sur le territoire. Enfin, plusieurs programmes se sont imposés en tant que solutions alternatives à l'extension des cultures illicites et de la violence. Les bilans très mitigés qui se dégagent de ces programmes, conduisent à s'interroger sur les perspectives d'évolution pour le pays, particulièrement en ce qui concerne la situation des petits producteurs de coca et de pavot.

I. LA PRODUCTION DE DROGUE EN COLOMBIE : **ENTRE MYTHE ET REALITE**

La culture de coca et de pavot en Colombie est un phénomène de grande ampleur qui touche le pays depuis une vingtaine d'années. L'évolution spectaculaire des surfaces de cultures illicites alimente le mythe, partiellement fondé, de la Colombie en tant que puissance narco-financière.

Le cadre ci-dessous permet de suivre l'évolution historique des cultures illicites et constitue un repère utile pour la lecture de ce travail.

Repères historiques sur l'expansion des cultures illicites et la repression

- vers **1970**, la tradition de culture de coca est très limitée en Colombie, mais on cultive déjà la marijuana.
- **1975-1981** : **Boom de la production de coca** et nombreuses répercussions sur les structures économique, sociale et environnementale du pays.
- **1985** : après une période de dépression du marché de la drogue, il atteint son **apogée** et se consolide par la formation de **cartels** qui parviennent à gérer la filière, de la production à la commercialisation.
- **1987** : début d'une production significative de **pavot**.
- **fin des années 1980** : début d'une réelle **action répressive** sur les cultures illicites et leurs bénéficiaires, définie par la loi 30 de 1986 sur le régime d'éradication des cultures.
- **1992** : début de l'utilisation du glyphosate pour la fumigation aérienne. La résolution 001 de 1994 institutionnalise le programme d'éradication des cultures illicites.
- **1994** : mise en place effective du **PLANTE**, organisme gouvernemental chargé du développement alternatif (dont les cultures de substitutions).
- **1997** : création du **Plan Colombia**, programme d'action globale contre le narcotrafic et début de l'intensification de l'**éradication** des cultures illicites par voies aérienne et manuelle.
- **1998** : création du SIMCI, **système de contrôle** des cultures illicites par télédétection satellite (programme national).
- **2000-02** : création du **pacte d'éradication manuelle** jusqu'en juin 2002, signé par 40.000 familles du département du Putumayo.
- **12/2001** : programme de **muestra de voluntad de erradicación temprana de coca** dans le Putumayo, qui exige l'éradication immédiate des cultures illicites et travaille sur des projets de substitution de cultures plus vastes que les pactes d'éradication.

A. Etat des lieux sur l'étendue des cultures illicites en Colombie

Qu'appelle-t-on exactement culture illicite ? Que recouvre ce terme et comment le définir ? Cette définition permet de recenser et de décrire les principales cultures illicites cultivées en Colombie.

1. Définition des cultures illicites

a) Culture illicite : un terme contesté

Par définition, les cultures illicites sont des plantes dont la culture est formellement interdite par les autorités légales du pays. Sur la base de cette définition, on distingue trois types de cultures illicites en Colombie : la marijuana, le pavot (ou amapola en espagnol) et la coca. Les trois cultures sont présentes sur le territoire colombien, mais toutes n'ont pas la même importance en superficie de cultures. Certaines personnes contestent le fait que la coca, le pavot ou la marijuana sous leur état naturel soient des produits illicites (entendons par état naturel les plantes sous leur forme non transformée : soit les feuilles brutes pour la coca et les capsules pour le pavot) et affirment que ce sont leur transformation qui en font des produits illicites.

De ce point de vue, la coca et le pavot ne devraient pas être considérés comme des cultures à éradiquer mais plutôt à commercialiser à leur état naturel, sous diverses formes telles que les feuilles ou les tisanes de coca. Certaines sources d'informations, tel que le site colombien (<http://mamacoca.org>), lancent régulièrement des débats fondés sur ces questions.

La vision de la coca véhiculée par les populations est tributaire de l'usage que l'on en fait dans une région ou dans un pays. Par exemple, il est important de spécifier que la culture de la coca n'est pas un trait culturel en Colombie, comme il peut l'être au Pérou ou en Bolivie. En effet, à l'exception de quelques groupes indigènes, la coca n'est que très peu consommée sous forme de feuilles en Colombie, elle est au contraire majoritairement destinée à la transformation en cocaïne et à la vente dans les pays occidentaux. Par conséquent, la plupart des Colombiens considèrent la coca et le pavot comme des substances nocives, qu'il est nécessaire d'éradiquer, tandis que les Péruviens et les Boliviens consomment régulièrement la coca et vantent les vertus thérapeutiques de cette plante. De nombreuses associations d'Indiens des Andes revendiquent d'ailleurs le droit de cultiver librement la coca.

En résumé, la coca, le pavot et la marijuana sont considérés comme des substances illicites, dont la culture est formellement interdite par les autorités colombiennes et la plupart des pays. Cependant, on peut donc s'interroger sur le fait que la coca soit réellement une culture à condamner nécessairement et s'il n'existe pas un mythe autour de cette plante.

b) Une présentation technique des cultures illicites en Colombie

Après avoir défini le terme de culture illicite, il convient de dresser une présentation technique des trois cultures illicites présentes en Colombie :

➤ **MARIJUANA** : bien que culture mineure en Colombie comparée à la production mondiale, la marijuana est une des trois cultures illicites cultivée en Colombie et exportée à l'étranger.

La marijuana est la première culture illicite à apparaître sur le territoire colombien dans les années 1970. Elle était alors cultivée surtout dans la partie Nord, Nord-Ouest du pays et était destinée aux marchés de consommation américains (principalement les Etats-Unis). Cependant, vers 1970, de nouvelles variétés de marijuana plus résistantes aux contraintes

climatiques et mieux adaptées aux conditions pédologiques du territoire nord-américain sont apparues. De ce fait, la production de marijuana s'est progressivement déplacée vers les pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Nord, de même pour les marchés de consommation, à savoir principalement les États-Unis. Ainsi en quelques années, la Colombie ne fut plus qu'un producteur relativement marginal de marijuana, au regard de la production mondiale. En 2000, la Colombie ne cultivait plus que 1.892 Hectares (Ha) de marijuana, contre 5.930 Ha en 1994, soit près de 3 fois moins de surface de marijuana cultivée en 6 ans.

La production de marijuana est aujourd'hui peu significative (1.892 Ha en 2000), au regard des autres pays producteurs dans le monde, par conséquent, elle ne fait pas l'objet d'une attention particulière au sein des programmes de développement alternatif. En outre, les conditions économiques et sociales de production de la marijuana sont très différentes de la coca et du pavot. Par conséquent, nous serons très peu amenés à évoquer cette culture dans ce travail.

➤ **PAVOT** (ou *amapola*) : vers le milieu des années 1980, le pavot devient une production importante en terme de surface cultivée, mais surtout de revenus générés par la production et la commercialisation de pavot et de ses dérivés.

Le pavot est une culture de montagne (cultivé entre 1.800 et 3.000 mètres d'altitude, dans les montagnes andines). La culture du pavot rapporte 3 à 4 fois plus que celle de la coca, mais les superficies moyennes cultivées sont beaucoup plus petites (0,25 Ha en moyenne pour les petites exploitations familiales de pavot, contre 3 Ha pour la coca). En outre, les paysans ne pratiquent pas de rotation de culture pour le pavot en raison de l'exiguïté des propriétés, donc les sols s'épuisent rapidement, ce qui implique l'utilisation d'engrais.

Le pavot est récolté 2 fois par an. On récolte la pâte (**latex**) en incisant au couteau chaque capsule de pavot (voir photo 1 ci-dessous). A partir du latex, on produit différents produits dérivés : successivement l'**opium**, puis l'**héroïne**.

Photo 1 :

Pour récolter le latex du pavot, les paysans incisent les capsules avec un couteau et récupèrent la pâte qui s'écoule. A partir de la pâte, on produit l'opium, puis l'héroïne.

➤ **COCA** : l'erythroxyton ou cocaïer est un arbrisseau d'Amérique du Sud dont on utilise les feuilles pour ses substances stimulantes (l'alcaloïde), dans la production de drogue. A partir du milieu des années 1970, la coca vient remplacer la culture de marijuana et connaît un développement remarquable, en l'espace de 20 ans. De 10.000 Ha cultivés en 1982, la superficie de culture passe à 163.289 Ha en 2000, soit plus de 16 fois plus en 18 ans, ce qui est considérable.

Les surfaces de production atteintes par les cultures illicites sont l'objet de nombreuses polémiques entre les différents organismes. Ainsi, il existe des enjeux importants autour des chiffres exacts de superficie de culture de coca, de pavot et de marijuana.

2. Quelles surfaces de production de drogues en Colombie

Avertissement sur les sources utilisées :

En raison de la diversité des sources d'informations disponibles sur ce thème des cultures illicites et particulièrement les surfaces de cultures, les chiffres utilisés dans ce mémoire ont été choisis parmi les organismes officiels de l'Etat et les organismes internationaux (Dirección Nacional de Estupefacientes (DNE), Dirección Nacional de Planeación (DNP), Nations Unies (UNDCP), et Plante). A noter que ces chiffres sont admis par la plupart des administrations. Cependant, il existe une forte hétérogénéité dans les informations concernant les cultures illicites et les cultures de substitution.

Tableau 1 : Evolution de la production des cultures illicites en Colombie

Surface cultivée (en HA)	1980	1985	1990	1995	2000	2001
COCA	10.000	39.800	35.000	50.900	163.289	144.807
PAVOT	Quasi nul	Quasi nul	700	20.000	6.026	4.273
MARIJUANA	?	?	1.500	4.980	1.892	?
TOTAL	10.000	39.800	37.200	75.880	171.207	149.080

Source : J. Pouzoullic, d'après DNE, mai 2002.

La présence des trois cultures illicites sur le territoire colombien est très fluctuante dans l'espace et dans le temps. Sur l'ensemble du pays, les surfaces de cultures de coca se répartissent sur une zone totale de 7.235.380 Ha (voir carte 2, page 16), ce qui correspond à 5 % du territoire national (source : UNDCP, 2002b). La production de coca touche 153 municipes** sur 20 départements (le pays compte 32 départements administratifs), contre 49 municipes et départements touchés par la culture de pavot (source : Bages Mora, F., 2002).

Sur une analyse globale des cultures illicites depuis 20 ans, on peut se rendre compte de plusieurs aspects caractéristiques :

- Les productions de coca, pavot et marijuana sont en constante progression depuis 20 ans, de 10.000 Ha en 1980 à 171.207 Ha en 2000, soit près de 17 fois plus en 20 ans (voir tableau 1).

* Aucune source officielle ne publie les surfaces de marijuana avant 1990.

** Le municipe est une division administrative correspondant approximativement aux municipalités françaises.

Sur la décennie 1990, la progression des surfaces de cultures est constante et progressive, mais elle connaît un véritable boom en 1998, si en 2000 la production de coca atteint 163.289 Ha, elle n'est que de 78.200 Ha en 1998, ce qui correspond à l'extension de la surface par 2 en l'espace de 2 ans (voir tableau 2). Cette irrégularité de production s'explique par deux principaux phénomènes :

- l'évolution des prix de la matière première sur le territoire détermine en grande partie les quantités produites, plus les prix d'achat sont élevés, plus la production est forte
 - les actions de répression et d'éradication des champs de cultures illicites sont assez irrégulières et d'impacts variés, selon les années et les gouvernements en place
- La production de coca est de loin la plus importante parmi les trois cultures illicites, la coca représente entre 67 % et 100 % des cultures illicites totales entre 1980 et 2001. Le pavot n'apparaît qu'au début des années 1990, connaît son apogée au milieu des années 1990, puis chute pour ne représenter aujourd'hui que 3 % des cultures illicites totales. Concernant la marijuana, les chiffres officiels récents n'existent pas et on pourrait en déduire que la production est suffisamment marginale pour ne pas inquiéter les pouvoirs publics.
 - Pour saisir l'étendue des cultures illicites sur le territoire, il apparaît intéressant d'établir une comparaison avec d'autres cultures licites à l'échelle nationale. Les cultures illicites atteignent à ce jour une surface de 149.080 Ha, dont 97 % pour la coca. A titre de comparaison, la palme africaine couvre 148.644 Ha sur le pays et l'ensemble des fruits tropicaux représentent 150.257 Ha. Par conséquent, les cultures de coca et de pavot font partie des grandes cultures du pays, à une échelle comparable aux grandes productions licites, à cette différence que la coca et le pavot sont des produits hautement plus rentables.

Tableau 2 : Evolution de la superficie de coca cultivée en Colombie 1991-2001

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Surface cultivée (en Ha)	37.500	37.100	39.700	45.000	50.900	67.200	79.500	78.200	103.500	163.289	144.800

Source : SIMCI, Policía nacional, DNE, 2002

La répartition géographique des cultures illicites sur le territoire colombien répond à différents facteurs écologiques et économiques, mais aussi politiques et sociaux. Comment ces différents facteurs permettent-ils d'expliquer la localisation des cultures illicites dans le pays ?

3. Comprendre la localisation des cultures illicites

a) Répartition écologique des cultures illicites

La coca et le pavot répondent à deux logiques de localisation différentes en ce qui concerne leur adaptation écologique et pédologique. Ainsi, chaque culture dispose de ses propres caractéristiques.

➤ **Coca** : chaque culture est localisée dans un milieu écologique, climatique et pédologique spécifique. La coca est cultivée dans un milieu tropical humide, ce qui suppose un grand potentiel de développement sur le territoire colombien, puisque la forêt tropicale humide recouvre près de la moitié du pays (voir carte 3, page 19).

D'après le tableau 3 sur la localisation des cultures de coca dans le pays, on s'aperçoit que les cultures touchent 22 départements sur les 32 que comptent le pays, la majeure partie des cultures de coca étant concentrée dans la région amazonienne, particulièrement dans les départements de Caqueta, Guaviare et Putumayo (voir carte 2, page 16). Ces trois derniers représentent 67,5 % des superficies de culture de coca dans tout le pays, soit 110.244 Ha sur les 163.290 Ha recensés en 2000 (source : DNE, 2000b).

Tableau 3 : La production de coca par département en 2000

DEPARTEMENT	SUPERFICIE DE CULTURE DE COCA (en Ha)	SUPERFICIE département / pays (en %)	PARCELLES DE MOINS DE 3 HA (en %)
ANTIOQUIA	2.547	1,6	73
ARAUCA	978	0,6	48
BOLIVAR	5.960	3,6	52
BOYACÁ	322	0,2	69
CAQUETA	26.603	16,3	37
CAUCA	4.576	2,8	49
CESAR	779	0,5	36
CHOCÓ	250	0,2	/
CÓRDOBA	117	0,1	79
CUNDINAMARCA	66	0,05	88
GUAJIRA	321	0,2	68
GUANÍA	853	0,5	40
GUAVIARE	17.619	10,8	54
MAGDALENA	200	0,1	85
META	11.123	6,8	52
NARIÑO	9.343	5,7	45
NORTE DE SANTANDER	6.280	3,9	75
PUTUMAYO	66.022	40,4	35
SANTANDER	2.827	1,7	61
VALLE DE CAUCA	76	0,05	87
VAUPÉS	1.493	0,9	65
VICHADA	4.935	3,0	34
TOTAL	163.290	100	59

Source : Année 2000 (DNE, UNDCP, Antinarticos)

➤ **Pavot** : le pavot est cultivé dans les régions de la Cordillère Andine, entre 1.800 et 3.000 mètres d'altitude. Les principales zones de production sont les départements de Cauca, Huila, Nariño, Tolima (voir tableau 4 et carte 2 page 16), ces quatre départements forment une bande orientée sud-ouest / nord-est, qui correspond à l'ensemble physique de la Cordillère Occidentale des Andes. La Colombie est traversée du nord au sud par l'extrémité nord de la cordillère des Andes qui se sépare en trois chaînes de montagne juste au nord de l'équateur (voir carte 3, page 19) :

- la Cordillère Orientale
- la Cordillère Centrale
- la Cordillère Occidentale, qui bénéficie d'un climat plus tempéré car elle est orientée vers la façade pacifique

Tableau 4 : La production de pavot par département en Ha (1999-2001)

DEPARTEMENT	1999	2000	2001
Boyaca	0	0	11
Caqueta	300	0	0
Cauca	1.300	2.000	1.150
Cesar	700	700	34
Guajira	400	200	0
Huila	1.000	1.000	692
Meta	300	0	0
Nariño	1.000	1.500	1.699
Tolima	1.500	800	687
TOTAL	6.500	6.200	4.273

Source : Police Nationale, Direction Antinarcotiques, 2002

Tableau 5 : Caractéristiques des zones de production des cultures illicites

	COCA	PAVOT
Aspects physiques		
<i>topographie</i>	Relief peu accidenté	- Cultures de montagne (entre 1800 et 3000 mètres d'altitude) - Pentés généralement supérieures à 25 %
<i>écologie</i>	- Système agro-écologique fragile - Forêt amazonienne	- Système agro-écologique fragile - Forêt basse de montagne (type matorral)
<i>pédologie</i>	Sols relativement pauvres	- Sols fertiles car les montagnes sont d'origine volcanique - Forte érosion des sols en raison de la pression agricole et de l'inclinaison
<i>Climat</i>	Tropical humide	Climat tempéré de montagne
Aspects sociaux	- Zones marginalisées (peu d'infrastructures publiques, accès au marché limité faiblesse de la présence de l'Etat) - Zones de conflits - Zones de forte pauvreté	
Système de production	- 40,7 % de petits producteurs (parcelles de moins de 3 Ha) - 59,3 % de grands producteurs	- Economie de subsistance - 90 % de petits producteurs (parcelles de moins de 0,25 Ha)

Source : J. Pouzoullic, d'après données diverses, 2002.

La localisation du pavot et de la coca sur le territoire colombien dépend donc de facteurs écologiques et climatiques, la coca pousse en milieu forestier souvent sur des zones déforestées (tropical humide), tandis que le pavot est cultivé sur de fortes pentes en milieu montagneux (les caractéristiques physiques de la culture de pavot et de coca sont décrits dans le tableau 5).

b) Une production socialement et politiquement marginalisée

Outre les contraintes écologiques et climatiques, la localisation des cultures illicites relève également de facteurs politiques et sociaux qui expliquent pour une grande partie le caractère d'isolement géographique des zones de production. En effet, le pavot et la coca sont tous deux cultivés dans des zones isolées des infrastructures de communication (routes, chemin de fer,...), ceci est dû au fait que ces produits sont condamnés par les autorités du pays et par conséquent, cultivés dans des zones fortement enclavées et loin de tout contrôle de l'Etat (voir photo 2, ci-dessous).

Photo 2 :

Les zones de production de coca et de pavot sont fortement isolées de axes de communication, des activités économiques et de la représentation institutionnelle de l'Etat colombien, département de Huila.

L'Etat colombien est fortement centralisé sur la capitale Bogota et la région andine qui correspondent à la zone la plus dynamique d'un point de vue politique et économique. Etant donné les moyens matériels et humains relativement limités et la grande taille du pays (1.138.914 Km², soit plus de 2 fois la superficie de la France, pour environ 36 millions d'habitants), la représentation de l'Etat colombien dans les régions reculées de Colombie est très limitée, voir quasi inexistante. Il est effectivement difficile pour l'armée d'intervenir dans des régions de montagne ou de forêt inaccessibles par routes.

La plupart des zones de production de cultures illicites sont des régions où la représentation de l'Etat est totalement absente ou très peu influente, de sorte que cette faiblesse permet aux narcotrafiquants et aux groupes révolutionnaires d'opérer librement et de contrôler les régions de production de coca et de pavot. La lutte pour le contrôle de la production et des zones de production engendre une situation de conflits violents qui perdure depuis de nombreuses années. La situation de ces zones est caractérisée par une grande précarité économique et sociale des populations rurales victimes des conflits.

Selon ces différents facteurs de localisation, la production de pavot est située principalement dans les départements du sud de la Cordillère Occidentale, essentiellement sur la façade ouest de cette dernière (voir carte 2 et 3). La coca est cultivée dans les départements du sud du pays sur les zones frontalières de la forêt amazonienne, à savoir : Putumayo, Guaviare, Caqueta.

c) Une forte mobilité des cultures illicites

Un phénomène tout à fait caractéristique de la localisation des cultures illicites est la forte mobilité des zones de production. En effet, en 1994 les cultures de coca se répartissaient majoritairement sur les trois départements suivants : Guaviare 53.3 %, Caqueta 20.7 %, Putumayo 9.2 %, soit plus de 80 % des surfaces concentrées sur trois départements. En 2000, la culture de la coca se répartie de cette façon : Guaviare 10.8 %, Caqueta 16.3 % et Putumayo 40.4 % (voir tableau 6 ci-dessous). Ainsi, en 6 années, la majorité de la production s'est déplacée du département du Guaviare, vers le département du Putumayo, situé au sud-ouest de ce dernier, alors que le Caqueta a peu évolué pendant cette période.

Tableau 6 : Evolution des superficies de cultures de coca pour 3 départements (en Ha)

Superficie par département (en Ha) et % par rapport à la production nationale	<i>Guaviare</i>	<i>Caqueta</i>	<i>Putumayo</i>	TOTAL des 3 départements / Colombie
1994	53,3 % 23.985 Ha	20,7 % 9.315 Ha	9,2 % 4.140 Ha	83,20 %
2000	10,8 % 17.619 Ha	16,3 % 26.603 Ha	40,4 % 66.022 Ha	67,50 %

Source : J. Pouzoullic, d'après les données de la DNE.

Cette très forte mobilité s'explique par différents facteurs, mais principalement du fait de la répression. Lorsque les parcelles de cultures de coca sont détruites par fumigation aérienne, les paysans se déplacent vers la forêt pour défricher et mettre en culture de nouvelles parcelles. Les cultivateurs cherchent alors les zones les plus isolées pour éviter la perte de leur culture par la fumigation. Par conséquent, l'évolution de la localisation des cultures illicites est un phénomène dynamique et très actif. En ce qui concerne le pavot, ce phénomène est beaucoup moins flagrant car les surfaces cultivées sont plus restreintes et que la topographie de montagne ne permet pas une extension à outrance comme le permet la forêt amazonienne pour la coca.

La localisation des cultures illicites sur le territoire colombien repose sur plusieurs facteurs : politiques, sociaux et écologiques ; ces contraintes permettent de comprendre l'organisation de la production et son évolution. On peut s'interroger sur les systèmes de production des cultures illicites, relèvent-ils de la petite paysannerie ou d'une agriculture industrielle, et enfin quels sont les moteurs de cette production ?

B. Un système de production fortement basé sur la petite paysannerie

Les cultures illicites en Colombie sont produites selon un double système productif : d'une part une grande production industrielle qui bénéficie de moyens importants, et d'autre part un vaste réseau de petits producteurs.

1. Les cultures illicites : une synthèse de deux structures productives

Ce système de double structure de production : grande production industrielle et petite exploitation de subsistance, est à l'image du système agricole colombien ; c'est-à-dire une structure agro-industrielle s'appuyant sur des moyens matériels lourds, qui concurrence une petite paysannerie importante en termes de main d'œuvre, mais pauvre en moyens matériels (Documentation Française, 1980). En effet, la plupart des filières agricoles telles que le café, sont composées d'une petite paysannerie très active en terme de production et de main d'œuvre, qui peine à concurrencer les réseaux de production de grande échelle.

Concernant les cultures illicites, le gouvernement colombien distingue ces deux types de structures agraires en fonction de la surface cultivée par exploitation. Les cultures illicites sont dites de subsistance lorsque la surface par exploitation ne dépasse pas 3 hectares, au-delà de cette surface, les exploitations sont considérées comme étant à but commercial. Même si la limite entre les deux types d'exploitation est parfois un peu floue, on peut relever quelques grands traits qui caractérisent chacun des deux systèmes d'exploitation. En outre, la composition et la nature de la main d'oeuvre traduit les distinctions entre les deux systèmes de production.

➤ *Les grandes structures de production :*

Concernant la coca, 59,3 % des surfaces cultivées sont de type commercial (c'est à dire, supérieures à 3 Ha). Les techniques de production et les réseaux de commercialisation de ces structures permettent des gains beaucoup plus importants que ceux générés par les petites exploitations. L'organisation des grands producteurs est sans commune mesure avec celle des petits producteurs. Les grands narcotrafiquants sont généralement propriétaires de grandes fincas (domaine terrien), qu'ils font exploiter par des administrateurs « prêtes noms » afin de ne pas être identifiés comme producteurs*. Les grandes plantations sont de 10 à 80 hectares, elles emploient une main œuvre qualifiée et ont recours à des techniques de production modernes (engins motorisés, moyens de transport...).

Pour justifier le recours à l'éradication, les autorités doivent prouver que les exploitations à fumiger ont une surface supérieure à 3 Ha, car les petites exploitations (moins de 3 Ha) bénéficient d'un autre régime d'éradication. De ce fait, les grands producteurs de coca fragmentent leurs exploitations pour éviter les fumigations (la fumigation est une des méthode de répression des cultures illicites à laquelle les autorités du pays ont recours, et que nous définirons plus précisément par la suite). Par conséquent, le nombre de petits producteurs augmente de plus en plus, sans que cela ne reflète la réalité.

* On estime à 6 millions d'hectares les surfaces de terres détenues par les narcotrafiquants sur l'ensemble du pays (selon les estimations de CGR, 2001).

Face aux grandes structures d'exploitations agricoles, il existe un vaste réseau de petits producteurs qui représente une partie importante de la production en terme de quantité produite et de surfaces cultivées.

➤ ***Les structures artisanales de production :***

En 2001, les petits producteurs de coca cultiveraient une surface de 58.936 Ha, soit 40,7 % des cultures illicites totales (sources officielles, DNE 2002*b*). Selon la direction nationale de stupéfiants (DNE), le recours aux cultures illicites comme moyen de subsistance concerne environ 77.079 familles au total réparties de la façon suivante :

- **61.696 familles** pour la production de coca
- **15.383 familles** pour le pavot (source DNE, 2002*b*)

En 2000, le programme présidentiel Plante avançait le chiffre de 200.000 personnes ayant recours aux cultures illicites pour compléter leurs revenus (Plante, 2002*a*). On peut donc constater de fortes différences de données entre les différents organismes, ce que l'on pourra interpréter par les enjeux importants liés à ces chiffres.

Les petits producteurs sont principalement des personnes victimes des déplacements générés par des conflits politiques et des problèmes d'ordres économique et social. Parmi cette catégorie, se distinguent les réfugiés internes, les chômeurs provenant des villes ou encore les petits agriculteurs et travailleurs sans terres. Ils travaillent des surfaces exigües, appelées *minifundios* par opposition aux *latifundios* définissant les grands domaines agricoles issus des grandes structures foncières mises en place pendant la colonisation espagnole. La main œuvre employée est de type familial, excepté pour la période de récolte pendant laquelle les exploitants font appel à des travailleurs saisonniers.

Concernant la culture de **Pavot**, les paysans cultivent en moyenne 0,25 Ha de pavot par famille, qui s'ajoutent aux 2 à 3 Ha de cultures vivrières (à titre de comparaison, les petites exploitations de coca sont généralement constituées de 3 Ha de culture illicite pour 10 Ha de cultures vivrières). Les petits producteurs (moins de 0,25 Ha) représentent 90 % des surfaces totales, pour une main d'œuvre de 15.383 familles de petits producteurs. En somme, la culture du pavot repose quasi essentiellement sur une production de subsistance, tandis que la coca est partagée entre une production industrielle et artisanale.

Enfin, les grandes exploitations commerciales ainsi que les petites structures artisanales de production ont toutes deux recours à une main d'oeuvre saisonnière et bon marché pour les périodes de récolte.

➤ ***La main d'œuvre temporaire :***

Une partie de la main d'œuvre qui participe à la production est constituée par les travailleurs temporaires. Ce sont souvent des paysans qui quittent leurs régions et leurs activités professionnelles, souvent précaires, pour participer aux travaux de récolte de coca et de pavot (voir photo 3 page 25). Les récoltes ont lieu 2 fois par an pour le pavot, et entre 4 et 6 fois par an pour la coca selon les régions. La récolte rapporterait environ 1,5 euro par jour par paysan, nourris et logés. Ce salaire n'est pas très important au regard du salaire moyen, mais en considérant le contexte d'isolement géographique, ces travaux représentent un gagne-pain indispensable pour les paysans de ces régions.

Ils délaissent parfois leurs cultures en cours pour travailler à la récolte des champs de coca, les producteurs de café *del eje cafetero* (axe du café, zone qui

correspond aux régions de production de café dans les cordillères centrale et occidentale du pays) se sont d'ailleurs plaints de manquer de main d'œuvre pour les travaux de récolte car les paysans préfèrent la récolte de la coca et du pavot qui rapporte davantage (source orale*, 2002).

Photo 3 :

Main d'oeuvre temporaire pour la récolte du pavot. La production de pavot et de coca génèrent de nombreux emplois saisonniers pendant les périodes de récoltes.

Les productions de coca et de pavot sont ainsi largement basées sur la petite paysannerie puisque les petits producteurs et la main d'œuvre temporaire représentent une partie importante de la main d'œuvre totale impliquée dans la production de pavot et de coca. Ce système productif se caractérise par une rentabilité commerciale assez faible, ce qui permet de le définir comme une culture de subsistance.

2. La coca et le pavot comme culture de subsistance

65 % de la main d'œuvre impliquée dans la production de coca et de pavot est considérée comme pratiquant une agriculture de subsistance, et ceci pour les diverses raisons suivantes.

Tout d'abord d'un point de vue strictement commercial et financier, la culture de la coca et du pavot, produit dans de petites structures, rapportent beaucoup moins que les grosses exploitations, car les petits producteurs ne peuvent imposer leurs prix en raison des faibles quantités produites. Ces produits sont cultivés soit de façon permanente, ce qui est souvent le cas pour la coca, soit de façon temporaire, pour faire face aux périodes de difficultés financières à l'échelle de la famille. D'après les témoignages des paysans producteurs de pavot, ils ont recours à cette culture lorsque «un événement difficile survient dans la famille, lorsqu'un membre de la famille tombe malade par exemple ». A une échelle différente, les

* Informations recueillies au cours d'un entretien avec un exploitant agricole du département du Meta, avril 2002.

années où les surfaces illicites cultivées sont les plus importantes sont généralement celles où les produits licites sont en crise.

Qu'elle soit permanente ou temporaire, la petite production de cultures illicites ne représente qu'une culture secondaire en tant que complément aux cultures vivrières. Il apparaît effectivement difficile de vivre uniquement des revenus de la coca sur des parcelles atteignant tout juste 3 Ha, ceci est d'autant plus flagrant avec le pavot dont la plupart des parcelles sont limitées à 0,25 Ha. Néanmoins, la vente d'une récolte de coca ou de pavot permet de faire face à des difficultés financières passagères.

Du point de vue des techniques et de la structure de travail des petits producteurs, le recours quasi-systématique à la main d'œuvre familiale pour les travaux des champs (périodes de semence et de récolte), témoigne du caractère artisanal et peu commercial de la culture de produits illicites. De même, pour la commercialisation, ce sont plus souvent les acheteurs narcotrafiquants que les producteurs eux-mêmes qui cherchent des débouchés à leur production. De cette façon, ils ne sont pas vraiment en mesure de négocier le prix de vente de la récolte. Ce dernier aspect corrobore l'idée que ce système productif relève d'avantage d'une production de subsistance permettant de compléter les revenus générés par les productions vivrières, que d'une économie agricole recherchant une situation de profit optimal.

Ce qui pousse malgré tout les paysans à cultiver la coca et le pavot, c'est la rentabilité commerciale et les facilités de commercialisation que connaissent ces produits en Colombie. Ces facteurs expliquent en grande partie le succès des cultures illicites sur le territoire.

3. Le succès de la culture : rentabilité commerciale de la coca et du pavot

En l'espace d'une vingtaine d'années, entre 1980 et 2000, les surfaces de coca cultivées ont été multipliées par 17. Ce phénomène est dû à plusieurs facteurs en interaction. La rentabilité commerciale des produits illicites, aussi bien à la base de la production qu'au stade du raffinement, est un facteur fondamental pour comprendre l'extension spectaculaire des cultures.

La nature même des produits illicites révèle les facilités d'extension de ces plantes dans le milieu agricole des campagnes colombiennes. La coca et le pavot sont des végétaux s'adaptant facilement au milieu écologique du pays et qui demandent peu d'entretien. Leur culture exige par conséquent peu de connaissances et d'attention, ce qui en fait une culture privilégiée et facile à mettre en place. Les récoltes sont effectuées entre 4 et 6 fois par an selon les départements et les variétés cultivées. A titre d'exemple, parmi les trois principaux départements producteurs de coca en Colombie, le Putumayo compte 4,2 récoltes par an, le Guaviare 5,8 et enfin le Caqueta 6,1 récoltes par an. D'après cet exemple, on peut prendre conscience de la grande diversité existante, en termes de rendements de production, entre les différents départements producteurs. Il en est de même pour les revenus générés par la production de cultures illicites.

D'après une étude réalisée par Sergio Uribe (2000) sur les coûts de production des petits et moyens producteurs de coca dans les départements du Sud du pays, on peut dégager les grands chiffres de rendements et de revenus liés à la production de coca (voir tableau 7). D'après ces données, il existe une forte diversité de rendements des plants de coca dans trois départements, pourtant limitrophes, du Sud du pays. Malgré la proximité géographique de ces régions, les rendements varient fortement, de 4.546 Kg de feuilles de coca par an et par Ha pour le Putumayo, à 4.900 Kg pour le Guaviare.

Tableau 7 : Rendements de la coca dans trois départements du Sud de la Colombie

	Putumayo	Guaviare	Caqueta
Nombre de récoltes /an	4,2	5,8	6,1
Rendements (Kg de feuilles /Ha)	1.082	844,8	764
Kg /an /Ha	4.546	4.900	4.662

*Source : d'après les données de S. Uribe (2000)**

*** Les revenus liés aux cultures illicites :**

Afin de comprendre la logique de passage aux cultures licites pour la petite paysannerie, il apparaît important de comparer les revenus liés à la vente des cultures. Selon la DNE (2002b), un paysan gagne en moyenne 900.000 pesos (soit environ 446 euros** ou 458 USD) par hectare de coca récolté. Selon cette même source, un hectare de culture licite (banane, manioc,...) ne rapporte en moyenne que 500.000 pesos par hectare, soit 1,8 fois moins que la coca. D'après ce comparatif simple des revenus, on peut aisément saisir l'intérêt financier de cultiver des champs de coca et de pavot, car ces cultures rapportent près de deux fois plus que les cultures licites.

Lorsque les paysans transforment eux-mêmes la coca en pâte base, leurs revenus peuvent fortement augmenter sans pour autant que le temps de travail s'en trouve fortement accru. En effet, le prix d'un kilo de coca base (pâte de coca) est environ 1.000 USD (dollar américain), mais il varie selon les régions et notamment selon la concentration des feuilles en alcaloïde. Il existe effectivement de nombreuses variétés de coca, qui sont plus ou moins concentrées en alcaloïde, principale substance stimulante contenue dans la feuille de coca.

Concernant la production de pavot, un kilo de latex d'opium rapporte à peu près 270 USD. Selon le Plante, le salaire moyen des petits cultivateurs de coca et de pavot est assez limité : 1.792 USD par an alors que le salaire minimum établi par la loi colombienne, est fixé à 1.419 USD par an. Ce qui signifie que les petits producteurs qui se consacrent entièrement à cette activité ne gagnent finalement pas tellement plus que les autres paysans, malgré les risques liés à la production de cultures illicites.

Face aux petites structures de production, il existe une véritable industrie de la drogue composée par les grands producteurs et les transformateurs. Il faut savoir que la coca gagne 40 à 50 % de sa valeur initiale du petit producteur jusqu'au transformateur. On estime la production nationale à 700-800 tonnes par an, soit un chiffre d'affaires de 8 à 10 milliards de dollars par an (source : DNE). Par conséquent, si la petite main d'œuvre détient une part importante en termes de quantités produites, les marchés de transformation et de vente sont essentiellement contrôlés par les grands producteurs narco-trafiquants.

* Données obtenues à partir d'une enquête de terrain sur 185 cultivateurs des trois départements mentionnés

** Ce montant est calculé sur la base de 1 euro équivalent à 2.018 Pesos, et 1 Euro environ égal à 1 dollar américain (USD), taux officiel mai 2002

Le mythe de la Colombie comme grande puissance narco-financière est construit sur des réalités que représente la progression spectaculaire des surfaces illicites cultivées dans le pays. L'insertion de la drogue dans l'économie du pays a profité de la grande adaptation des structures de production et de commercialisation.

C. Une progression spectaculaire des cultures de drogues en Colombie depuis 20 ans

1. Une grande souplesse de la production comme élément d'extension des cultures illicites

L'extension remarquable de la coca, mais aussi du pavot, dans le territoire colombien s'est appuyée sur une grande souplesse des systèmes productifs agricoles.

Cette souplesse est avant tout de nature **sociale**, dans le sens où la main d'œuvre offre une double alternative de production. Nous avons vu précédemment que la culture de coca était produite à 40 % par des petits producteurs sur la base d'une agriculture de subsistance, et à 60 % par des grands propriétaires terriens qui exploitent leurs terres pour une production commerciale de coca. Pour le pavot, la production est essentiellement le fruit du travail des petits producteurs (90 % de la main d'œuvre). Cette double structure de production permet à la filière de ne jamais souffrir de manque main d'œuvre et inversement, lorsque la demande de drogues chute, les petits producteurs peuvent s'adapter en réduisant leur production pour les cultures licites.

Au-delà de cette souplesse sociale, il existe une certaine **adaptation géographique** à la culture de drogues et à la répression. Les cultures de coca et de pavot sont régulièrement victimes de fumigation visant à éradiquer les cultures illicites du pays. Cependant, selon plusieurs observations (dont Reyes Posada, 1995), lorsque les paysans voient leurs champs de coca fumigés, ils se déplacent pour trouver de nouvelles terres cultivables pour la coca. Par conséquent, les surfaces cultivées diminuent rarement, bien au contraire, elles augmentent car les petits cultivateurs défrichent de nouvelles terres au détriment de la forêt amazonienne.

On constate, dans ce processus de déforestation, toute une dynamique d'avancée des fronts pionniers sur les zones forestières amazoniennes (voir photo 4, ci-dessous). En effet, pour cultiver 1 hectare de coca, les paysans déforestent en moyenne 4 hectares de forêt, contre un ratio de 1 sur 2,5 pour le pavot (source : CGR, 2001). Ce qui revient pour l'année 2000 et selon un rapport de la DNE (source : CGR, 2001), à 472.788 Ha de forêt disparus à cause de la culture de coca, et 15.065 Ha pour la culture de pavot. Si l'on considère l'extension annuelle des seules cultures de coca, on s'aperçoit rapidement de l'étendue des problèmes environnementaux que ce phénomène engendre. D'autre part, les cultures illicites génèrent des problèmes de pollution hydrique, on estime à 756.000 litres la quantité d'herbicides et à 16.000 tonnes de fertilisants utilisés chaque année pour la culture de la coca. Une telle quantité de produits chimique reversée dans les nappes phréatiques, pollue fortement les zones concernées par la production de cultures illicites.

Photo 4 :

Impressionnant front de déforestation dans le département de Huila, pour la mise en culture de nouveaux champs de pavot. On distingue deux types de couverts forestiers, qui témoignent d'anciens fronts de déforestation.

Le dernier aspect qui témoigne de l'adaptation des méthodes de production aux évolutions du marché de la drogue et de la répression, réside dans le changement survenu dans la transformation de la coca en pâte base. Alors qu'auparavant cette action était effectuée par les narcotrafiquants, elle est aujourd'hui le plus souvent à la charge du producteur lui-même pour deux raisons :

- la vente de pâte base rapporte plus au paysan que la vente directe des feuilles de coca
- par cette méthode, les narco-trafiquants sont moins repérables, car les quantités transportées sont moins importantes lorsque les feuilles ont subi une première transformation.

En quelques années, les paysans sont passés de simples producteurs de feuilles de coca à transformateur en pâte base. Les produits nécessaires à cette première transformation sont généralement fournis par les narco-trafiquants eux-mêmes, dont le contrôle sur le marché de la drogue s'étend de la petite production jusqu'à la vente et le transport de cocaïne raffinée. Cette évolution témoigne de la grande adaptation de la main d'œuvre aux exigences toujours nouvelles du marché de la drogue.

La nette progression des cultures illicites ces dernières années s'est appuyée sur un cadre social, géographique et technique, d'une grande souplesse d'adaptation à l'échelle locale, mais aussi nationale. La production de drogue s'inscrit également dans une échelle géographique beaucoup plus vaste, qui concerne les trois principaux pays andins producteurs de drogue.

2. Un système productif en vase communicant entre trois pays : Pérou, Bolivie et Colombie

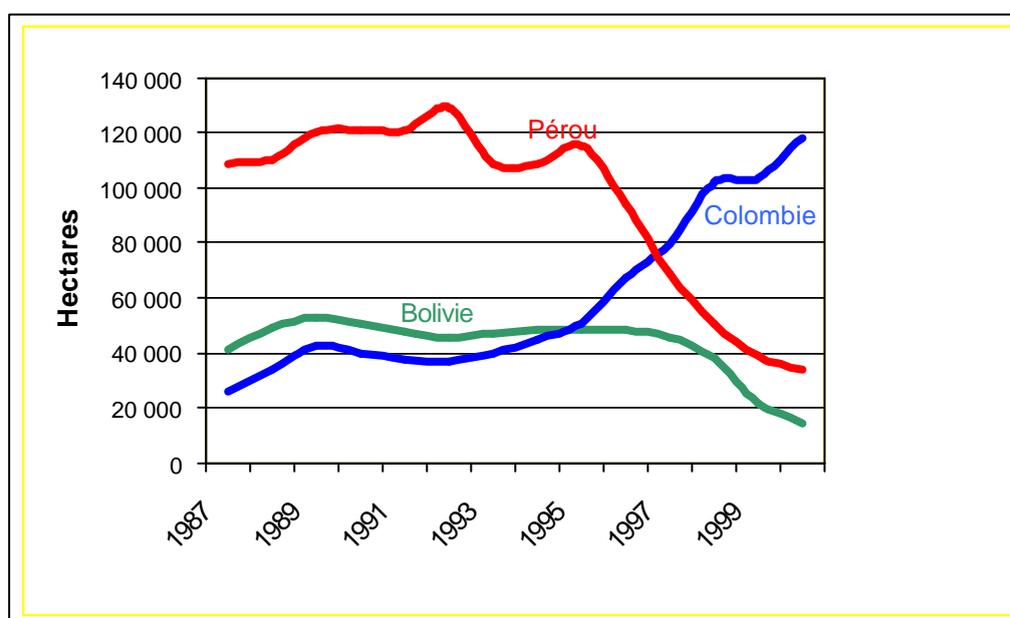
La production de cultures illicites en Colombie ne peut s'analyser à la seule échelle du pays. En effet, ce phénomène relève d'un vaste ensemble productif qui comprend les trois principaux pays producteurs de coca de la zone andine, à savoir le Pérou, la Bolivie et la Colombie. Si l'on observe leurs statistiques respectives de production de coca (voir tableau 8), on distingue plusieurs aspects caractéristiques d'un système de production interdépendant entre ces trois pays.

Tableau 8 : Evolution des surfaces de culture de coca dans la zone andine (en HA)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
PEROU	120.800	129.100	108.800	108.600	115.300	94.400	68.800	51.100	38.700	34.200	34.000
BOLIVIE	47.900	45.500	47.200	48.100	48.600	48.100	45.800	38.000	21.800	14.600	19.900
COLOMBIE	37.500	37.100	39.700	45.000	50.900	67.200	79.500	78.200	160.119	163.289	144.807
TOTAL	206.200	211.700	195.700	201.700	214.800	209.700	194.100	167.300	220.619	212.089	198.707

Source : Département d'Etat des Etats-Unis, Police Nationale, Direction Antinarcotique, Dirección Nacional de Estupefacientes (DNE), SIMCI.

Graphique 1 : Le poids croissant de la Colombie dans la production de coca



Source : J. Pouzoullic, d'après rapport officiel de la DNP, 2002.

La production de coca sur l'ensemble des trois pays varie relativement peu. Durant la décennie 1990, la surface de culture évolue entre 167.200 Ha pour la superficie minimum atteinte en 1998, jusqu'à 220.619 Ha pour la surface maximum l'année suivante. Ce qui correspond à une fluctuation maximale de plus de 53.000 Ha en l'espace d'un an. À l'exception de la forte évolution entre 1998 et 1999, la production semble relativement

constante, soit une moyenne globale de 203.000 Ha de culture de coca au cours de la décennie 1990 (d'après le tableau 8).

Malgré une production relativement stable à l'échelle des trois pays, **la production propre à chacun est très fluctuante** (voir graphique 1 ci-dessus). Alors qu'en 1991, le Pérou représentait 58,6 % de la surface des cultures de coca de la zone Andine, il ne représente plus que 17,1 % des surfaces cultivées en 2001. Selon un schéma inverse, la production de la Colombie aux mêmes dates passe de 18,2 % à 72,8 % des surfaces cultivées en 10 ans.

Par conséquent, l'évolution de la répartition des cultures est le suivant : jusqu'au début des années 1990, la majorité de la coca était produite par la Bolivie et principalement le Pérou (81.8 % des surfaces de cultures pour ces deux pays). La transformation des feuilles de coca en drogue dure (cocaïne principalement) était le rôle des laboratoires clandestins, majoritairement implantés dans les zones de forêt très difficilement accessibles du Sud de la Colombie. A partir des années 1995-1996 et jusqu'à ce jour, suite à d'intenses efforts d'éradication, la Bolivie et le Pérou ont vu leurs productions de coca fortement chuter au profit de la Colombie qui est alors devenue premier pays producteur de coca dans le monde, mais aussi principal transformateur de coca en cocaïne. La production de coca en Colombie a plus que triplé en l'espace de 5 ans (1995-2000), voir tableau 8. Ainsi, la Colombie a progressivement affirmé sa spécialisation dans la transformation de la coca en cocaïne, puis son rôle de premier producteur de cocaïne en Amérique latine.

On parle d'un **phénomène de vase communicant** pour caractériser le problème de la production de coca dans les trois pays andins. En effet, la production globale de coca est quasi constante au cours des années (phénomène attribué à la constance du marché de consommation), alors que la situation par pays est extrêmement fluctuante. Selon le schéma de vase communicant, lorsque la production chute dans un des pays, elle augmente dans l'autre. La tendance actuelle serait une légère baisse des surfaces cultivées en Colombie par rapport à l'année 2000. Par ailleurs, on constate une hausse sensible de la production en Bolivie, qui pourrait s'accroître davantage si la Colombie parvenait à réduire l'étendue de ses cultures illicites. La vérification de ce phénomène ne peut s'observer que sur une période assez courte, car les statistiques fiables sur l'étendue des cultures illicites dans les trois pays sont assez récentes.

L'étude de l'évolution des cultures illicites en Colombie ne s'arrête pas aux frontières du territoire colombien, mais se conçoit plutôt comme un système productif global avec la Bolivie et le Pérou. Dans ce système, la Colombie tend à prendre une prédominance toujours plus importante et spécialisée.

3. *Le maillon colombien : une situation géostratégique incontestable dans les réseaux de la drogue*

Les réseaux de transport et de commercialisation de la coca et du pavot dans les pays andins sont quasi-essentiellement contrôlés par la Colombie. Le cycle de transformation de la coca connaît plusieurs étapes.

La coca est récoltée 4 à 6 fois par an, selon les zones de production. Lorsque les feuilles sont broyées, on obtient la **pâte base**. Ce processus est de plus en plus réalisé par les paysans eux-mêmes, directement sur les lieux de production. Une fois raffinée, grâce à divers produits chimiques (principalement soude et amoniaque), la pâte base est transformée en chlorhydrate

de cocaïne, plus communément appelé **cocaïne** (cette transformation est réalisée dans des laboratoires clandestins disséminés dans le Sud du pays). A ce stade de raffinement, la cocaïne est exportée, via des réseaux clandestins, vers les marchés de consommation (principalement Amérique du Nord et Europe, voir carte 4, page 32). La cocaïne peut également être transformée, mais dans une moindre mesure, sous la forme de produits dérivés tels que le *crack* où le *freebase*.

La consommation mondiale de cocaïne atteint 650 tonnes par an et la Colombie fournit l'équivalent de 50 % de cette quantité. Dans le monde, ce sont 180 millions de personnes qui consomment des drogues illicites (soit 3 % de la population mondiale). Dans ce vaste marché international, la Colombie occupe une situation géographique incontestable dans le commerce de la drogue. Elle se situe entre les zones géographiques de production que sont les trois pays andins (Colombie, Pérou et Bolivie), et les grands marchés de consommation de drogue. Les principaux marchés de consommation sont : les Etats-Unis (300 tonnes/an), l'Amérique du Sud (150 tonnes dont 50 tonnes consommées sous forme de feuilles), l'Europe (100 tonnes/an).

La production et le commerce de pavot sont bien moins importants que pour la coca, en raison de la grande concurrence des pays d'Asie Centrale et d'Asie du Sud-Est. Selon les chiffres de la direction nationale de stupéfiants, la Colombie ne représente que 1,28 % de la production mondiale d'opium contre 72 % pour l'Afghanistan et 21 % pour la Birmanie. De plus, le poids de la Colombie dans le marché mondial pour la production d'opium a sensiblement baissé ces dernières années (de 1,56 % en 1995 à 1,28 % en 2000). En octobre 2001, la Colombie recensait 4.273 Ha de champs de pavot, pour une production de 43 tonnes de pâte d'opium, soit l'équivalent, après transformation, de 4,3 tonnes d'héroïne pure (source : DNE).

Selon un rapport de l'UNDCP (2002b), en 2000, 66 % de la cocaïne rentrant aux États-Unis serait acheminée par le corridor Mexique-Amérique Centrale, 31 % par les Caraïbes et 3 % directement de Colombie jusqu'aux États-Unis. Les moyens de transport de la drogue raffinée sont divers et très performants, les principaux sont les suivants :

- la voie maritime (estimée à 90 % du transport de drogue)
- la voie aérienne
- les passeurs ou mules, sont des citoyens Colombiens et étrangers qui acceptent de transporter une certaine quantité de drogue sur eux, avec les risques que cela peut entraîner, contre une rémunération attractive.

La Colombie occupe donc une place privilégiée dans le transport de la drogue, jusqu'aux principaux marchés de consommation. En outre, la présence de paradis fiscaux dans les mers caraïbes joue un rôle essentiel dans le placement et le blanchiment de l'argent de la drogue (voir carte 4, page 32). La présence proche de paradis fiscaux est essentielle, car le placement et l'usage de l'argent de la drogue permettent de comprendre en grande partie le rôle et l'importance des guérillas dans le pays.

La production de cultures illicites en Colombie va à l'encontre de certaines idées reçues. En premier lieu, malgré l'importance des cultures de coca et de pavot sur le territoire, qui atteignent des superficies proches de quelques grandes cultures licites, ces productions sont marginalisées économiquement, socialement et géographiquement. En outre, l'étape de production relève davantage de la petite paysannerie, pour laquelle cette activité est une

économie de subsistance, que des grands narco-trafiquants. Enfin, les réseaux de collecte, de transformation, de transport et de vente de la drogue sont largement contrôlés par d'importants groupes subversifs et de narco-trafiquants.

L'apparition et l'extension rapide des cultures de coca et de pavot dans ce contexte productif prennent leurs racines dans un certain nombre de fragilités sociales d'origine structurelle, qui se conjuguent à des difficultés d'origine économique et à la présence de groupes armés qui tirent profit du trafic de drogue.

II. UN ENSEMBLE DE FACTEURS COMPLEXES DANS L'APPARITION ET L'EXTENSION DES CULTURES ILLICITES

Il existe plusieurs facteurs historiques dans l'apparition des cultures illicites. De prime abord, les problèmes sociaux, et particulièrement la question foncière expliquent en grande partie le contexte historique de l'apparition des cultures illicites. En second lieu, les problèmes économiques, avec la crise agricole et enfin les problèmes politico-confluctuels, véritable terreau politico-social pour le développement des cultures illicites, sont les principaux facteurs explicatifs de l'apparition et de l'extension des cultures illicites en Colombie.

A. Un tissu social fragilisé par des inégalités foncières

Il est essentiel de comprendre les raisons qui ont conduit tant de paysans colombiens, originaires de diverses régions, à s'installer au début des années 1960 dans des zones de forêt peu fertiles aux cultures vivrières, fortement inhospitalières, et éloignées des infrastructures de transport. Les grands schémas migratoires de la deuxième moitié du XXème siècle se sont construits avant toute influence de la production commerciale de drogue sur le territoire. La propriété terrienne et la législation foncière sont deux aspects essentiels pour la compréhension du phénomène d'apparition et d'extension des cultures de coca dans les régions de l'Amazonie. La phase de colonisation des cultures de coca dans le Sud de la Colombie a été décrite comme la période de colonisation cocaïère. L'étude de la question foncière permet de comprendre le passage de l'expropriation des terres à la narcoagriculture en Amazonie colombienne (d'après Salgado, 1999).

1. La colonisation agricole et la non-réforme foncière

a) Un système foncier hérité de la colonisation

La colonisation agricole vers les régions de l'Amazonie Occidentale (Putumayo, Caqueta, Guaviare), prend ses racines au XIXème siècle. A cette époque, la plupart des terres appartenaient à la bourgeoisie agraire, issue des grands propriétaires coloniaux, qui faisaient défricher et exploiter leurs terres (*latifundios*) par la petite paysannerie. Durant la période de colonisation de la Colombie par les espagnols (de 1550 à 1810, date de l'indépendance, voir frise politique page 35), les terres étaient divisées entre les grandes propriétés appelées latifundios et exploitées par les riches colons espagnols, et les petites exploitations tenues par la petite paysannerie, ne bénéficiant pas réellement de titres fonciers sur les terres exploitées.

Les politiques de jachère favorisaient alors l'extension des frontières agricoles vers la forêt, zone qui offrait un potentiel productif important. Selon la loi 61 de 1874 et la loi 48 de 1882, la propriété pouvait s'acquérir par la mise en culture des terres vierges, cependant les démarches administratives et financières pour régulariser les terres étaient largement décourageantes pour les paysans. L'accès à la propriété foncière a contribué à instaurer un système de main d'œuvre basé sur le métayage (système de louage agricole selon lequel l'exploitant partage les récoltes avec le propriétaire). Toutefois, la difficulté pour les petits producteurs d'accéder à des titres fonciers induit une situation de précarité de cette catégorie d'exploitants, les grands propriétaires abusant de leur pouvoir n'hésitaient pas à recourir aux

Historique de la vie politique colombienne

Les civilisations précolombiennes :

- à partir de 3300 av. JC : premières civilisations précolombiennes

La colonisation (1550-1810) :

- **1500** : conquête de la Colombie par des conquistadors espagnols
- **1550** : Création de la Real Audiencia de Bogota par la couronne espagnole

Les guerres d'indépendance (1810-1886) :

- **20 juillet 1810** : indépendance symbolisée par la création de la Junta Suprema du nouveau royaume de Grenade, période politique confuse et marquée par de nombreux conflits de pouvoirs (patria boba)
- **1819** : Grands succès militaires de Simon Bolivar pour reconquérir et unifier le pays en une grande Colombie comprenant l'actuelle Colombie, le Venezuela et l'Equateur.
- **1830** : fin du mythe Bolivar de la grande république et début d'une période d'instabilité politique qui dure jusqu'en 1886

La nouvelle constitution, une période d'accalmie (1886-1930) :

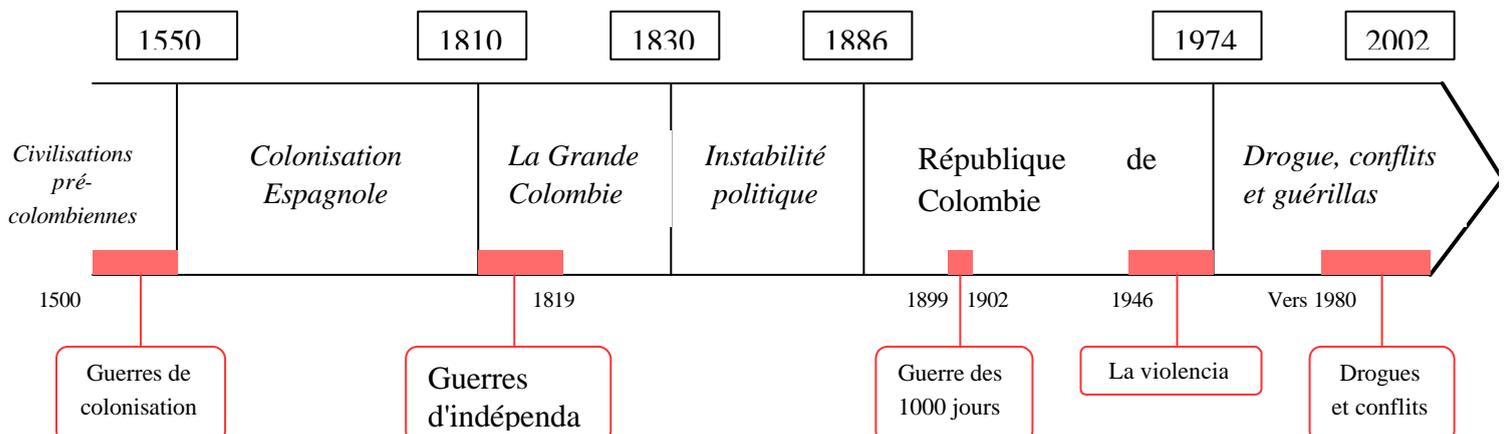
- **1886** : création d'une nouvelle constitution et de la république de Colombie. Période politique relativement stable (1886-1930) marquée par un centralisme fort et le rôle prépondérant de l'Eglise.
 - **1899-1902** : guerre des 1000 jours au cours de laquelle les libéraux tentent de reprendre le pouvoir
- **1903** : session de panama aux Etats-Unis, témoin du rôle croissant de cette nouvelle puissance dans la région

Une démocratie fragile (1930-1974) :

- **1930-46** : régime libéral
- **1946-57** : la violencia, sanglante guerre civile, tua plus de 300.000 personnes
- **1958-74** : front national instaurant un système exclusif de deux partis dirigeants : libéraux et conservateurs

Politique et guérillas, un conflit (1974-2002) :

- **1974-2002** : alternances politiques et poids croissant des conflits armés dans le pays
- **1991** : nouvelle constitution plus souple envers les mouvements guérillas, mais qui ne permet pas de réelles améliorations



expropriations afin d'obtenir de nouvelles terres. Dès lors, les expropriations étaient fréquentes et les paysans souvent contraints de migrer vers de nouvelles terres.

C'est sur ce schéma que de grandes zones de cultures furent instaurées au détriment des petits exploitants et pour le plus grand profit des importants propriétaires terriens. En 1989, la concentration foncière reflète encore cette situation hétérogène, en se répartissant de la sorte : 1,3 % des propriétaires terriens détiennent 48 % des terres cultivables du pays (source : Bages Mora, F., 2002). Ces chiffres corroborent l'idée d'une très forte concentration des terres agricoles dans le pays.

Dans les années 1920-30, les paysans ont commencé à faire pression afin d'obtenir le droit de cultiver des produits commerciaux sur leurs petites parcelles.

Les lois 200 de 1936, et 100 de 1944 encourageaient les propriétaires de terres latifundistes à donner à leurs exploitations une orientation plus tournée vers l'entreprise. Par ces lois, de nombreux paysans furent contraints de migrer vers de nouvelles zones frontières et vers les villes qui réalisaient d'importants travaux d'infrastructures et manquaient de main d'œuvre. La concentration des terres et la modernisation de la gestion des exploitations ont donc engendré de fortes migrations, qui se sont accompagnées dans les années 1950 de graves conflits socio-politiques.

b) Les velléités de réformes foncières en Colombie

La loi 135 de 1961, réglementant **la réforme sociale agraire** qui acceptait la cohabitation des grandes unités de propriétaires terriens à côté des unités de production familiale, ne fut jamais appliquée en raison de la résistance des grands propriétaires, qui voyaient dans cette loi des menaces d'expropriations à leurs égards. La concentration des terres aux mains de quelques grands propriétaires en a même été renforcée.

La législation sur la propriété agraire a permis la mise en place de conditions politiques et économiques qui ont consolidé les grandes entreprises agricoles et intégré dans le processus productif des terres non exploitées, notamment celles des nouvelles frontières de colonisation.

En somme, malgré une réforme nécessaire des statuts fonciers concernant les anciennes propriétés coloniales ainsi que les terres nouvellement défrichées, celle-ci n'a jamais eu lieu en raison de la résistance des grands propriétaires. De cette situation résulte un climat socio-économique marqué par la fragilité du tissu social et la recherche de profits immédiats de la part des petits exploitants.

c) Les stratégies de colonisation agricole

Les motivations qui poussèrent les paysans à migrer vers de nouvelles zones d'exploitation agricole étaient de divers ordres :

- Elles étaient en premier lieu motivées par des exigences **vitales**. Ayant la plupart du temps été chassés de leurs terres par la concentration terrienne ou par les violences politiques, les paysans se devaient de trouver de nouvelles terres pour survivre.
- Les perspectives **économiques** qu'offraient les nouvelles terres par le biais de l'exploitation des ressources forestières et des activités pétrolières, représentaient un attrait important pour les migrations.
- Enfin l'espoir de créer leurs propres exploitations était la principale motivation de nature **sociale**.

La colonisation agricole de la deuxième moitié du XXème siècle s'est organisée selon deux grandes vagues de migrations :

-**1950** : colonisation agricole vers les régions de l'Amazonie.

-**1970** : colonisation de la zone andine (vallées inter andines et Piémont Llanero vers l'Amazonie Occidentale).

Face au nouveau milieu naturel des terres de défriches, le comportement des paysans n'a pas été de chercher à s'adapter aux exigences de la forêt amazonienne, mais plutôt de calquer leur modèles économiques et productifs agricoles des Andes ou des plaines du Llanos. Les premières cultures ont été vivrières sur un modèle d'abattage-brûlis de la forêt. Une fois le niveau d'autosubsistance atteint, les paysans ont continué le processus de valorisation de la terre.

Il s'agit de paysans qui depuis les années 1950- 60 sont passés de frontière en frontière sans trouver de lieu suffisamment sûr pour pouvoir s'y installer. Dans ce contexte, les paysans n'ont pas vraiment de sentiment d'appartenance et d'intégration à leur région d'accueil. Cet aspect est important pour comprendre la difficulté de mise en œuvre des programmes de développement, car les paysans sont réticents à s'investir dans des projets à moyen et long terme.

La colonisation cocaïère n'a pas été le simple fait de problèmes fonciers latents, car elle s'est accompagnée d'une grave crise politique à l'échelle nationale appelée période de la *violencia*.

2. La "violencia", période de troubles politiques

La Colombie connaît une situation de conflits politiques et civils depuis de nombreuses années. Dès qu'elle accédait à son indépendance en 1810, les premières guerres fratricides apaisaient, à l'instar de la patria boba (patrie folle en 1810, voir historique politique, page 35), période de conflits particulièrement violents entre différentes provinces du pays. Cependant, les Colombiens reconnaissent la *violencia* comme la période conflictuelle la plus violente de l'histoire du pays. De surcroît, cette période a déterminé la mise en place de difficultés sociales, qui apparaissent aujourd'hui comme la base des problèmes de violence actuelle. Il convient donc de recadrer cette période dans le contexte politique de l'époque afin de démontrer le rôle de ce conflit sur la situation que connaît la Colombie à ce jour.

Après 16 ans de régime libéral, le pays retrouve en 1946, un régime conservateur assez rigide. Le monde politique, traditionnellement divisé entre conservateurs, revendiquant un pouvoir fortement centralisé et emprunt de culture religieuse, et les libéraux partiellement réunis après leur défaite de 1946 autour du très populaire Jorge Gaitán. Au cours de mouvements contestataires soutenus par les libéraux, Gaitán est assassiné le 9 avril 1948. Cet événement est l'élément déclencheur de soulèvements populaires extrêmement violents, dans un premier temps confinés à la capitale, puis se répandent très vite à l'ensemble du pays. Les conflits s'apaisent partiellement avec le coup d'état militaire du Général Rojas Pinilla en 1950. Si ce dernier parvient à minimiser les conflits armés, il n'en renforce pas moins la répression sur les paysans des régions communistes, qui cherchent alors refuge dans les montagnes. Nous verrons par la suite que ces éléments sont essentiels pour comprendre la création des premières guérillas si puissantes aujourd'hui dans le pays.

La période de la violencia laisse place au front national (1958-1974), période clé en ce qui concerne les migrations foncières et la création des mouvements armés révolutionnaires. Tout d'abord, le front national est une période d'ouverture économique aux capitaux étrangers, mesure adoptée pour pallier la crise économique dont souffre le pays depuis 1954. Cette ouverture annonce le début de profonds changements dans la structure économique du pays, dont un des principaux aspects est l'accumulation des terres cultivables par les grands propriétaires fonciers. Ces derniers, profitant de la période de troubles de la violencia, créent des milices armées pour se protéger des conflits et agressions. Mieux protégés que les petits paysans, ils peuvent ainsi conserver leurs terres et même récupérer celles de ces derniers contraints de fuir les violences à la recherche de nouvelles terres. Les expropriations ne sont pas contrôlées par le gouvernement, qui est alors trop occupé à lutter contre la violence dans le pays. En outre, les mesures législatives visant à favoriser la cohabitation des grandes et petites exploitations ne sont pas appliquées en raison de la résistance des grands propriétaires.

La deuxième grande conséquence, à moyen terme, de cette période politique réside dans la genèse des groupes armés révolutionnaires. En effet, le système politique du front national est basé sur une alternance de deux partis uniques au pouvoir : le parti libéral et le parti conservateur. Tout autre parti étant de ce fait exclu, le front national s'appuie largement sur l'armée pour rétablir l'ordre dans le pays. N'ayant plus accès à la représentation parlementaire, les autres partis notamment communistes, sont contraints de vivre dans l'ombre avant de s'organiser en groupes armés clandestins, qui deviennent les premières guérillas.

Les cultures illicites apparaissent en Colombie dans ce contexte de troubles politiques des années 1950 et les conséquences engendrées sur la question foncière, à savoir l'accumulation des terres aux mains des grands propriétaires et les migrations des petits producteurs vers de nouvelles zones vierges.

3. L'apparition des cultures illicites dans le contexte politique et foncier

Dans ce contexte de difficultés latentes tant au point de vue politique que foncier, les premières cultures illicites apparaissent de façon significative dans le paysage colombien dans le courant des années 1960. Les paysans issus des grandes vagues de migrations, dans les années 1950 pour les régions de l'Amazonie, puis dans les années 1970 pour les régions Andines, rencontrent de nouvelles difficultés, qui contribuent à la perte d'enthousiasme de nombreux paysans-agriculteurs. Ces derniers se voient une fois de plus frustrés dans leur espoir de créer leur propre exploitation et de s'installer durablement dans la région. En effet, les nouvelles zones colonisées offrent peu d'opportunités pour cultiver. En outre, l'éloignement des voies de communication ne permet pas de mettre en place des débouchés réguliers et fiables pour les produits agricoles.

A la recherche de cultures rentables, la coca commence à se développer dans la région amazonienne. Les premières semences pour la culture commerciale de coca sont apportées en 1976 dans le département du Cauca par des narcotrafiquants. A partir des années 1970, la coca devient la culture la plus rentable du Sud de la Colombie. L'intérêt commercial que représente alors la coca pour toute la population de paysans en quête de terres et de profits rapides engendre un développement remarquable des surfaces cultivées dès les années 1970, qui représente le boom de la coca.

Au milieu des années 1980, la Colombie et ses voisins andins (Bolivie et Pérou) se spécialisent dans la culture de coca. L'apparition de variétés hybrides de marijuana,

permettant une meilleure production en Amérique du Nord, engendre la réduction de la demande sur la Colombie, qui se traduit alors par une rapide substitution par la coca.

L'apparition et l'extension rapide des cultures illicites dans les zones de colonisation ont donc été motivées par une situation sociale difficile des paysans sans terres en recherche de profits immédiats, qui ont trouvé dans la culture de la coca un revenu élevé et assuré. Pendant les décennies 1980 et 1990, les migrations continuent dans la région amazonienne, si bien que sur une période de 10 ans (1983-93), la population de l'Amazonie passe de 50.700 à 502.876 personnes, soit près de 10 fois plus (Salgado, H., 1999). Ce phénomène de migration massive a été par la suite baptisé "colonisation cocaïère".

Une conséquence de cette transformation des cultures vivrières en cultures illicites, est l'altération progressive des cultures permettant une sécurité alimentaire décente, au profit de la culture commerciale de coca selon un mode de monoculture. La culture de coca apparaît, à première vue, comme la culture la plus rentable économiquement dans les zones pauvres de forêt. Cependant, le passage à une quasi-monoculture s'accompagne de profonds changements. Dans le département du Putumayo, en moins de 10 ans, la différence entre les cultures vivrières et les cultures illicites passe de plus 37.000 Ha en 1991 à moins 27.000 Ha en 2000 (source : Bages Mora, F. 2002). En d'autres termes, de culture secondaire en 1991, la coca devient la principale culture et recouvre même 27.000 Ha de plus que les cultures vivrières en 2000, pour le département du Putumayo.

Le pavot présente les mêmes caractéristiques de passage des productions vivrières à la production de pavot, à cette différence que le pavot est moins l'objet d'une monoculture et est davantage cultivé comme culture secondaire. Par conséquent les problèmes de subsistance alimentaire sont moins critiques.

Au-delà d'une fragilité sociale et des problèmes fonciers qui ont facilité l'extension des cultures illicites en Colombie, la crise agricole des années 1990 a été un autre facteur important dans le succès du marché informel des cultures illicites. Les marchés du café et de la drogue sont de bons indicateurs des difficultés agricoles du pays.

B. Café et drogue : une balance indicative des difficultés économiques

1. La crise agricole

L'ouverture du pays à l'économie de marché, au début des années 1990, a engendré de nombreux changements dans la structure économique du pays, dont la crise agricole des années 1990 est une des conséquences. A l'échelle locale, les petits paysans ont souffert de la baisse des cours des produits et se sont orientés vers des cultures à plus forte rentabilité commerciale. En raison de leurs faibles capacités d'investissement dans des infrastructures de productions modernes, beaucoup de petits paysans des zones isolées de la région amazonienne et des montagnes andines se sont orientés vers la production de produits illicites.

Par conséquent, durant la décennie 1990, malgré le net renforcement de la lutte contre la drogue, on constate une hausse de la production et de la commercialisation de drogues en

Colombie (50.900 Ha de coca cultivés en 1995 contre 163.289 Ha en 2000, soit une extension des superficies de cultures multipliée par 3 en 5 ans).

La comparaison des productions de café et de coca dans le pays sont de bons indicateurs de la situation de la petite agriculture dans le pays. Le café représente la première ressource agricole du pays, et la Colombie se situe comme deuxième producteur mondial de café. Dans certaines régions du pays dont l'*eje cafetero* (principale région productrice de café du pays, voir photo 5), la culture du café est l'unique source de revenus de nombreux paysans. Lorsque les prix d'achat du café chutent, c'est toute la population d'une région qui se trouve en crise. Jusqu'en 1989, le *pacto del café* assurait un système de quota de production et un contrôle des prix aux producteurs, mais avec la concurrence du Vietnam et de l'Indonésie, ce système d'assurance des prix aux producteurs disparaît, engendrant une profonde crise de la production (les prix ont baissé de 50 % ces cinq dernières années).

Photo 5 :

Aperçu d'une petite exploitation caféière dans le département de Huila, l'environnement topographique est contraignant de part les fortes pentes de la cordillère centrale.

Or, lors des plus importantes baisses des prix du café, il a été observé que la petite main d'œuvre se rabattait sur les cultures illicites. De la même façon, en cas de crise conjoncturelle des prix des principaux produits agricoles cultivés en Colombie (café, riz, tabac, manioc, maïs, canne à sucre, cacao...), les surfaces de coca et de pavot cultivées dans le pays augmentent significativement. Ce phénomène peut se résumer de façon simplifiée à une corrélation directe entre café et cultures illicites, lorsque les cours du café baissent, la production illicite augmente et lorsque les cours remontent, la production de pavot et de coca baisse.

La crise agricole a particulièrement touché les zones les plus éloignées des marchés de consommation et des lieux de vente des produits agricoles. L'enclavement géographique s'est alors combiné à un isolement commercial, lié à la chute des prix agricoles et à l'impossibilité de se reconvertir dans d'autres activités.

De cette situation de crise, le passage à un système de culture permettant de retrouver des revenus stables et dont l'isolement géographique ne joue plus comme une contrainte, mais comme un atout, s'est effectué rapidement et presque naturellement.

2. La cocalisation de l'agriculture traditionnelle

La production de cultures illicites peut être considérée comme un marché opposé aux logiques commerciales traditionnelles. Effectivement, selon les dires de Salgado, "avec l'intégration de cultures illicites dans l'agriculture amazonienne, les familles paysannes les plus éloignées des voies de circulation et des centres de marché commencèrent à avoir de forts taux de rentabilité. Ce phénomène, qui va à l'encontre des théories économiques traditionnelles, a été caractéristique des zones de coca. Bedoya, qui a analysé le phénomène d'expansion de la culture de la coca dans l'Alto Huallaga (Pérou) signale qu'avec la coca les plus riches étaient ceux qui vivaient les plus éloignés des routes, et les plus pauvres ceux qui continuaient à pratiquer une agriculture commerciale légale ou une agriculture de subsistance". http://www.mamacoca.org/feb2002/-_fn13

Le passage de l'agriculture vivrière à la culture de la coca est qualifié de "cocalisation" de l'agriculture, ce qui engendre de nombreuses conséquences sur les structures économiques des campagnes amazoniennes (entre autres excès de liquidités, inflations des produits de premières nécessités et dépendance du marché extérieur pour l'approvisionnement en aliments). La cocalisation de l'agriculture se traduit comme un renversement des modalités de production et de commercialisation, les cultures illicites fonctionnant comme un marché alternatif aux structures de commercialisation traditionnelle.

Cependant, les paysans qui s'étaient entièrement consacrés à la production de coca, délaissant toute production vivrière complémentaire, sont ceux qui ont été les plus touchés par la crise de la production de coca dans les départements du Caqueta, Putumayo et Guaviare entre 1983 et 1984. Il convient de rappeler que les bénéfices tirés de la vente des feuilles de coca servent rarement à épargner en vue de périodes plus difficiles, mais au contraire, selon Salgado, la plupart des revenus sont dépensés dans la consommation de biens périssables (alcool, articles de luxe ...). Les premières crises de production de coca ont par conséquent des effets sans précédents sur les petites structures de production : "beaucoup de colons migrèrent, le commerce se retira et beaucoup de propriétés furent abandonnées" (Salgado).

Malgré les revenus attractifs générés par la culture de coca, les paysans sont tiraillés par leurs convictions morales, religieuses et familiales qu'engendrent ce type de cultures. Depuis

les années 1980, les paysans amazoniens, à travers différentes organisations, syndicats, coopératives et assemblées d'actions communales, proposent au gouvernement des alternatives aux cultures illicites et des solutions possibles face aux problèmes qui se posent aux régions de colonisation. Les revendications paysannes ont bien reçu une réponse de l'Etat, mais seulement par de timides investissements socio-économiques et un appui financier important aux campagnes de fumigation et de militarisation de la société amazonienne. On a donné un traitement militaire à une problématique essentiellement sociale <http://www.mamacoca.org/feb2002/> - fn15, alors que le débat paysan sur ce thème, était ponctué de ce très radical argument : « *Si on ne vit pas de la coca, de quoi allons nous vivre !!!* ».

Le développement des cultures illicites s'est accompagné d'une dégradation des relations sociales et des formes traditionnelles de solidarité villageoise. Dès lors, la richesse est affichée par des signes extérieurs (bijoux...), témoignant de la réussite personnelle des familles, et on assiste progressivement à une individualisation des rapports entre colons.

La naissance de la violence et des conflits politiques dans les zones de production de drogue n'est pas à imputer directement à l'augmentation du trafic de drogue, mais doit plutôt être perçue comme un élément aggravant à des problèmes d'origine structurelle.

C. De la narco-agriculture aux conflits politiques

Afin de bien comprendre la complexité politico-conflictuelle de la Colombie, il est essentiel de s'interroger sur les relations existantes entre l'apparition des guérillas et l'extension rapide des conflits politiques, qui caractérisent aujourd'hui la Colombie, et le développement spectaculaire des cultures illicites.

1. Les guérillas : de la résistance paysanne au trafic de drogues

La naissance des groupes subversifs militaires date des années 1950-60 et n'est pas sans rapport avec les périodes de colonisation agricole et de violence précédemment évoquées. Afin de ne pas poser un regard trop simpliste et réducteur sur les relations entre guérillas et trafics de drogue, il convient de partir sur l'idée qu'il n'existe, à l'origine de la production de drogue, aucune relation directe entre l'extension de ces deux phénomènes.

En premier lieu, la présence des guérillas relève de plusieurs événements historiques et politiques. La genèse des guérillas en Colombie est attribuée à la période la *violencia*, puis du front national, qui ont indirectement participé au fondement de ces mouvements. Nous avons pu voir précédemment que suite au coup d'état du général Rojas en 1950, des groupes de paysans chassés de leurs terres se sont armés pour récupérer leurs propriétés. Fuyant les troupes du gouvernement, ils trouvent refuge dans les zones de montagnes peu accessibles. Par la suite, la période politique appelée front national, instaure un système de bipartisme (seulement deux partis sont légalement reconnus pour participer à la vie politique). Cette mesure incite les groupes de paysans armés à s'affirmer en tant que groupes hors-la-loi et contestataires du pouvoir en place.

Les groupes armés, pour la plupart animés par des convictions idéologiques largement inspirées du marxisme, trouvent rapidement leur place et leur légitimité sociale dans les zones nouvellement colonisées par des paysans chassés de leurs terres et touchés par la misère.

Carte

5

Au début des années 1970, les guérillas prennent de l'importance en ralliant les paysans à leurs causes au cours de manifestations pour protester contre les injustices foncières et les problèmes de colonisation incontrôlée (Luz Marina, 2000). Au début des années 1970, plusieurs groupes armés se fondent sensiblement sur le même modèle, dont les principaux sont :

- Les **FARC** : Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (guérilla la plus puissante en 2002, voir carte 5 page 44)
- L'**ELN** : Armée de Libération Nationale (2^{ème} groupe le plus important de guérilla à ce jour)
- L'**ELP** : Armée de Libération Populaire (créé en 1967, très faible en 2002)
- Le **M19** (créé en 1973 et dissoud en 1990).

A leur création à la fin des années 1950 et pendant les années 1960, les principaux mouvements d'opposition armée prennent leur essor essentiellement dans les zones rurales. Dans le courant des années 1970 puis 1980, les guérillas accroissent progressivement leur domaine d'action jusqu'aux frontières des principales villes du pays.

Les nombreuses sources de financements et principalement la drogue, ont permis aux groupes armés de se développer rapidement. L'extension du pouvoir des guérillas n'a pas été entravée par l'armée régulière du gouvernement, car cette dernière manquait de moyens matériels et humains pour faire face.

Afin de se protéger des mésactions des guérillas et pour pallier l'absence de contrôle de l'Etat, les grands propriétaires fonciers ont financé des groupes d'auto-défense armés, plus communément appelés **paramilitaires**. Ceux-ci, proches des courants politiques d'extrême droite, ont rapidement pris leur autonomie et sont parvenus à subventionner leurs actions par des moyens similaires à ceux des guérillas (impôts sur la production de drogue, trafic de drogue, taxes aux entreprises en échange de la sécurité...). Aujourd'hui les paramilitaires sont relativement nombreux (8.000 hommes, voir tableau 9), et constituent la principale opposition armée aux groupes de guérillas. Ils ont recours aux mêmes modes de subventions que les guérillas et pratiquent également une politique de terreur pour s'imposer dans les campagnes. Ils sont en réalité composés de plusieurs groupes plus ou moins dépendants qui se partagent le pouvoir local. Depuis 1996, les paramilitaires ont pris le nom d'Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) pour symboliser le regroupement relatif de tous leurs groupes locaux.

Tableau 9 : Présentation des principaux groupes subversifs et forces militaires en Colombie

	Date de création	Lieux de présence	Nombre d'hommes	Représentant
GUERILLAS				
<i>FARC</i>	1964	62 fronts en 7 blocs	20 à 30.000*	Manuel Manulanda Velez "Tirofijo"
<i>ELN</i>	1964	3 fronts ruraux et 8 régionaux	7.000*	Nicolas Rodriguez Bautista "Gabino"
PARAMILITAIRES	Vers 1970	Zones rurales	8.000*	Castaño
MILITAIRES		Zones urbaines	100.000*	Général Jorge Enrique Mora

Source : Tableau réalisé par J. Pouzoullic, d'après estimations de divers quotidiens colombiens, mai 2002.

* Les chiffres varient fortement en fonction des sources, les données choisies sont celles admises par les autorités officielles.

Pour résumer, la situation politique complexe qui se met en place, au début des années 1970, en Colombie ; plusieurs groupes de paysans armés se sont réfugiés des pressions armées du gouvernement à leurs égards et ont créé les premiers mouvements de guérillas. Selon une idéologie basée sur le marxisme, ils se sont imposés dans les zones rurales en s'appuyant sur le soutien des populations paysannes les plus démunies. L'absence de contrôle de l'Etat dans le monde rural, a permis le développement rapide des guérillas. A leur création au milieu des années 1970, les paramilitaires s'imposent comme la seule véritable force armée contre la puissance des guérillas. Cette situation de dualité s'est rapidement traduite par une escalade de la violence aussi bien dans les combats entre les différents groupes guérilleros qu'entre paramilitaires et guerillas. Enfin, la population civile fait figure de principale victime de ces conflits et les zones rurales sont en passe de devenir le théâtre des affrontements pour plusieurs décennies.

La lutte, originellement idéologique, entre les différents groupes armés prend rapidement un autre sens et une autre ampleur avec le développement du trafic de drogue. En effet, la connivence entre groupes subversifs et trafic de drogues s'affirme rapidement.

2. La présence des groupes subversifs dans l'économie de la drogue

Dans le milieu rural mouvementé des années 1970, les cultures illicites prennent un poids de plus en plus prépondérant au détriment des cultures vivrières traditionnelles. Profondément ancrés dans les zones rurales, les groupes de guérillas, mais aussi les paramilitaires, étendent rapidement leur influence et leur contrôle sur les productions illicites. En l'espace de quelques années, le trafic est essentiellement contrôlé par les groupes armés (paramilitaires et guérillas) et les narcotrafiquants, les premiers étant plutôt spécialisés dans le contrôle de la production à l'échelle locale, et les seconds dans la transformation et la commercialisation des drogues. La distinction entre groupes armés et narcotrafiquants est difficile à établir, car les premiers participent souvent à la commercialisation de la drogue, de sorte qu'ils sont eux aussi narcotrafiquants.

Au cours des années 1980, quelques grands groupes de narcotrafiquants se forment et imposent leur influence financière dans les grandes villes de province, sous la forme d'importantes sociétés financées par le trafic de drogue et cachant cette activité par divers commerces légaux. Le cartel de Medellin est resté le plus célèbre, avec à sa tête Pablo Escobar. La fortune de cet homme, sorte de héros et de modèle pour les populations démunies des villes en raison de son origine très modeste, s'est bâtie sur le commerce de la drogue et s'est rapidement camouflée à travers diverses activités économiques légales (bâtiment, tourisme, transports, télécommunications, industrie pharmaceutique...). Les cartels se sont profondément intégrés dans la vie économique et politique du pays, situation qui a conduit certains chercheurs à qualifier la Colombie de modèle unique de "narco-démocratie" (Labrousse, 1996).

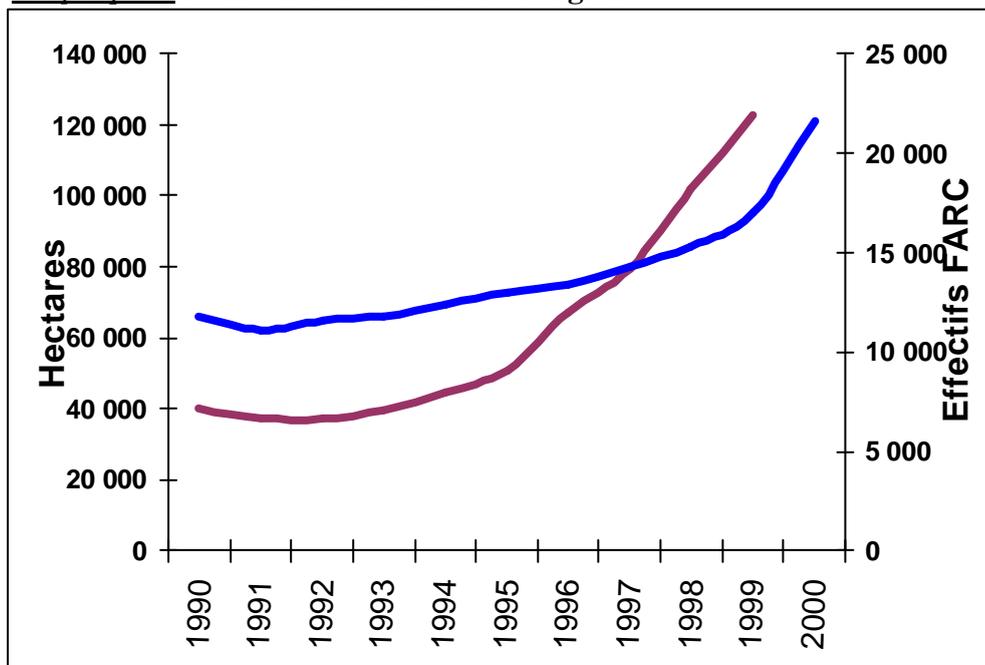
Au milieu des années 1990, les grands cartels de la drogue sont démantelés par le gouvernement (la très médiatique mort de Pablo Escobar en 1993, est le début de la chute des gros bonnets du narcotrafic). Ceci n'a cependant pas résolu le problème du trafic de drogue, puisqu'il est repris aux mains de plusieurs petites structures, plus souples et adaptées à ce type d'activité. Les petites organisations de narcotrafiquants sont plus difficiles à identifier et à démanteler, ce qui explique en partie la difficile distinction entre narcotrafiquants et groupes armés. Pour simplifier, on pourrait dire que les narcotrafiquants organisent l'achat de drogue

(souvent après une première transformation), assurent la transformation en drogue dure et gèrent les réseaux de vente vers l'étranger, tandis que les groupes armés agissent localement par le contrôle matériel et financier de la production. Cependant, les groupes armés contrôlent également quelques grands réseaux de distribution et dictent dans tous les cas leurs propres règles dans les zones rurales. L'approvisionnement en intrants par les narcotrafiquants relève d'une véritable logistique. Les narcotrafiquants fournissent des avances sur les semences de pavot et de coca ainsi que sur les herbicides et les fertilisants, pour contraindre les paysans à leur vendre leur production. Par ce moyen, les paysans s'endettent et sont contraints de vendre leur production aux narcotrafiquants qui ont avancé les intrants. Par de telles méthodes, les narcotrafiquants s'affirment comme des maillons essentiels aussi bien en amont qu'en aval de la production.

La relation qui s'établit entre la production croissante de drogue et l'existence, voire le développement des groupes armés, repose sur un besoin de la part de chacun d'entretenir l'existence et le bon fonctionnement de l'autre.

En premier lieu, la forte présence des guérillas et des paramilitaires, dans ces régions isolées de cultures illicites, a une conséquence directe sur le trafic de drogue. L'influence de ces groupes subversifs, qui s'imposent par une stratégie de terreur, dissuade la présence de l'Etat et de ses représentations institutionnelles, par conséquent les groupes armés substituent leur propre justice à celle de l'Etat. Ainsi, les zones de production de coca sont en dehors de la capacité d'intervention de l'Etat, ce qui favorise le développement des cultures. La première relation évidente réside donc dans la nécessité d'une présence des groupes armés pour que la production puisse se développer sans intervention de l'armée. Cependant, la présence des groupes armés signifie également une situation de conflits constants et violents et l'accroissement de l'isolement géographique, puisque les zones de production sont situées loin de toutes infrastructures de transport et de services.

Graphique 2 : Les Farc et le trafic de drogues



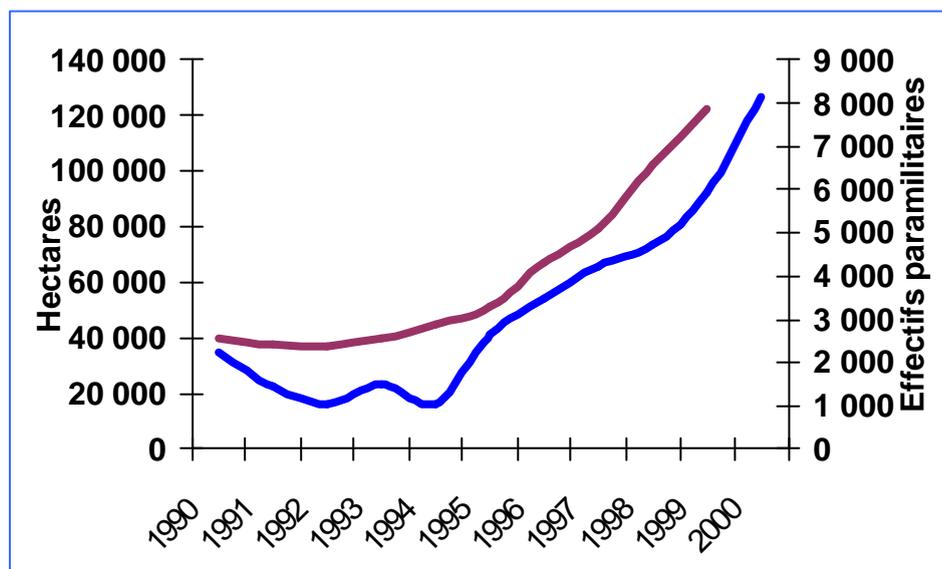
Source : d'après Police Nationale de Colombie, rapport DNP (2002)

En second lieu, diverses analyses ont prouvé la relation inverse de celle précédemment évoquée, à savoir que la production de coca et de pavot favorise l'existence des groupes armés. A partir du graphique 1, on peut se rendre compte que les effectifs des FARC augmentent progressivement avec les superficies cultivées de coca. On en déduit une deuxième relation évidente : les guérillas vivent principalement de l'argent de la drogue par divers impôts et taxes aux cultivateurs (voir également carte 5, page 44).

Le développement rapide des différentes guérillas s'appuie sur plusieurs ressources financières, dont la drogue est la principale source de revenus parmi les suivantes (d'après Bages Mora, 2002) :

- Impôts sur la production de coca et de pavot : pour 38 % des revenus
- Séquestrations avec demandes de rançon : 25 %
- Extorsion : 20 %
- Impôts et taxes aux entreprises d'extraction minière : 8 %
- Divers : 9 %

Graphique 3 : La présence des paramilitaires dans l'économie de la drogue



Source : d'après données Police nationale de Colombie, rapport DNP (2002)

Comme il est établi que les guérillas vivent principalement du trafic de drogue, leur intérêt est donc de favoriser la production en apportant soutien aux petits producteurs (qui se traduit souvent en pression), et de les protéger contre les actions de répression des paramilitaires et des militaires. Les groupes armés disposent généralement de leurs propres champs de coca qu'ils exploitent eux-même ou font exploiter. Toutefois, ils vivent principalement d'un impôt qu'ils prélèvent sur la production de coca et de pavot dans les campagnes en échange de « leurs protections » (à titre d'exemple les FARC taxent entre 15 à 20 % aux producteurs sur les revenus de la pâte base de cocaïne).

Si l'on considère l'ensemble des champs de coca sous le contrôle des guérillas, on peut se rendre compte des sommes énormes que ces différents groupes parviennent à obtenir. D'autant que les impôts prélevés aux petits producteurs sont sur la pâte base de cocaïne, c'est-à-dire les feuilles du cocaier ayant subies une première transformation et que la pâte base rapporte beaucoup plus que les feuilles de coca non transformées. Les activités de production et de commercialisation conjuguées aux taxes prélevées aux producteurs permettent aux

guérillas de financer leurs actions et de se développer grâce à ces activités extrêmement rentables.

Cette relation à double sens explique en grande partie le développement rapide à la fois des surfaces illicites cultivées et des groupes armés. Par cette manne financière, ces derniers développent une véritable emprise sur le monde rural colombien.

3. Impacts des groupes armés sur les sociétés rurales

Les différents groupes armés (guérillas et paramilitaires) se sont progressivement développés en prenant pour cadre les zones rurales isolées, hors de portée des militaires. Aujourd'hui, la présence et le champ d'action des guérillas dans les zones rurales sont telles que l'on peut parler d'une emprise profonde des FARC et de l'ELN dans près d'un dixième des municipes du pays (voir carte 5, page 43) et d'une capacité d'intervention armée sur près de la moitié du pays (source : Pécault, 1999).

Tableau 10 : Conflits d'influence entre Guérillas et Paramilitaires dans 3 départements

	FARC	FARC	ELN	ELN	Paramilitaires	Paramilitaires	Nombre d'hommes
Département	Nombre de fronts	Nombre d'hommes	Nombre de fronts	Nombre d'hommes	Nombre de fronts	Nombre d'hommes	Guérillas / Paramilitaires
Norte de Santander	4	400	5	780	1	250	4,7
Bolivar	1	300	1	500	1	120	6,7
Putumayo	2	370			1	150	2,5
Total	7	1.070	6	1.280	3	520	4,5

Source : d'après Bages Mora (2002)

Les groupes de guérillas et les paramilitaires se partagent de façon conflictuelle les zones rurales dans le pays. D'après le tableau 10, on peut constater que pour trois départements producteurs de coca : Norte de Santander, Bolivar et Putumayo, les guérillas sont 4,5 fois plus représentées en nombre d'hommes que les paramilitaires. D'autre part, la présence des groupes sur le territoire est hétérogène, ce qui explique que chaque groupe exerce une influence plus ou moins importante selon les régions. Cependant, depuis une quinzaine d'années, les guérillas ont mené une politique de multiplication des fronts d'action, qui se traduit également par une multiplication des conflits pour le contrôle des territoires. A titre d'exemple, le département du Bolivar comptait en 1999, un front de 300 Farc, un autre de 500 guérilleros de l'ELN, et enfin un de 120 Paramilitaires. Cette répartition traduit sans aucun doute une certaine concurrence entre ces trois groupes dans ce département.

A l'échelle locale, les groupes armés se disputent le contrôle des champs de coca et de pavot. Selon les régions, les paysans vont être sous la protection de tel ou tel groupe de guérilla. Les populations qui subissent des conflits d'influence entre les différents groupes sont les plus touchées par la violence et les pratiques d'intimidation. Ainsi, au mois de mai 2002, une centaine de personnes d'un petit village du Nord du pays ont été victimes d'un affrontement entre FARC et paramilitaires. Le village, qui recevait régulièrement des menaces des deux groupes, faisait vainement appel à l'intervention de l'Etat. Quelques jours plus tard, un affrontement direct entre paramilitaires et FARC, provoquait l'explosion de l'église dans laquelle tous les habitants du village s'étaient réfugiés.

Ainsi, les petits producteurs sont contraints d'optempérer face aux guérilleros ou aux paramilitaires, s'ils refusent de payer les taxes, ils sont immédiatement tués sur la place publique du village afin d'entretenir une relation de terreur et de crainte. On trouve de nombreux articles, tel que celui de Lemoine (2001), relatant de tels faits qui surviennent quotidiennement dans les campagnes. Le recrutement des guerilleros ou des paramilitaires est réalisé selon des méthodes comparables. Fréquemment, après avoir supprimé une famille, ils épargnent les jeunes adolescents et les enrôlent dans leurs rangs. En outre, dans ce contexte de violence, l'appartenance à un groupe armé et la possession d'une arme procurent une sensation de force et de supériorité, ce qui encourage les jeunes à s'enrôler dans de tels groupes.

Les campagnes, et principalement les zones de production de drogues, sont donc le théâtre d'affrontements armés qui traduisent l'escalade de la violence dans ces zones. Les phénomènes de migrations forcées, dues à la violence des conflits, sont le meilleur témoin de la condition des paysans qu'ils soient cultivateurs ou non de coca ou de pavot.

Le problème des cultures illicites ne s'analyse pas uniquement en terme de rendements économiques ou d'adaptation écologique, car l'implication de plusieurs groupes subversifs dans l'économie de la drogue indique la complexité du phénomène. En effet, d'un côté le marché de la drogue entretient et subventionne l'activité des groupes subversifs, et d'un autre côté ces derniers protègent et favorisent la production puisqu'ils en vivent.

Pour les autorités du pays, la solution au conflit relève de deux aspects : la répression aux marchés de la drogue, et la mise en place de systèmes de productions de substitution qui répondent de manière concurrentielle (en terme de rentabilité économique et d'exigences écologiques) et sur le long terme aux cultures de coca et de pavot. A partir de ces mesures d'interventions, il est essentiel de mesurer leur réelle efficacité au travers d'une analyse de leurs intérêts, leurs fondements et de leurs mises en place, afin de tirer des bilans sur les aspects économiques et sociaux de ces interventions.

III. QUELLES ALTERNATIVES AUX CULTURES ILLICITES: REPRESSION ET SUBSTITUTION

La majorité des programmes d'intervention pour lutter contre la drogue présente une certaine dualité dans leurs moyens d'interventions. Si les objectifs sont communs et clairement énoncés (réduire et tenter de faire disparaître la production de drogues en Colombie), les mesures pour y parvenir sont partagées entre une intervention fortement répressive sur les productions illicites, et une aide constructive et progressive pour encourager les paysans producteurs à revenir vers des productions légales.

A. Justification et enjeux de l'intervention contre le marché de la drogue

Quels sont les fondements idéologiques et les motivations qui conduisent à la mise en place de politiques d'intervention sur les cultures illicites ? Cette question sous-entend le problème de la divergence d'intérêts entre les acteurs de ces politiques et par conséquent, les difficultés de mise en place d'une politique commune et efficace.

La lutte contre la drogue répond à plusieurs intérêts ou fondements idéologiques qu'il convient d'analyser avant de s'intéresser au contenu même de ces politiques d'interventions. La volonté de lutter contre la culture de drogues dans le pays vient avant tout d'une décision nationale. On comprend aisément l'idée que lutter contre la production de drogue à la base de sa production, devrait permettre d'annihiler tous les effets pervers qui découlent de la production de coca et de pavot, à savoir : la transformation en drogues dite "dure", le narcotrafic, la violence liée aux groupes armés et l'isolement des campagnes, pour ne citer que les principaux problèmes.

Cependant, nous avons pu voir précédemment que les problèmes sociaux et fonciers, l'existence de guérillas, la violence dans les campagnes... n'étaient pas des conséquences directes de la production croissante de drogues dans le pays. Chacun de ces problèmes a sa propre cause, qui se trouve néanmoins fortement influencée et exacerbée par l'existence du trafic de drogues. Pour ne prendre que cet exemple, le poids des guérillas s'est considérablement renforcé depuis le début d'une production importante de drogues dans le pays (depuis le début des années 1990, les effectifs des guérillas augmentent au même rythme que les surfaces de cultures illicites, voir graphique 3 page 47). Ainsi, on peut d'ores et déjà conclure que les cultures illicites en Colombie répondent de plusieurs facteurs complexes préexistant au phénomène même du trafic, et qui se sont impliqués plus ou moins fortement à la production de drogues.

De ce constat, il convient d'analyser la production de drogues comme un problème complexe et par conséquent, les solutions à ce problème doivent prendre en compte la diversité des facteurs et leurs impacts réels sur la production.

Conscients de ces difficultés, les principaux décideurs sont progressivement parvenus à mettre en place des programmes d'action globale, tentant de traiter les nombreux problèmes concernés par la production et le trafic de drogues. La lutte peut se résumer en ces trois grands objectifs :

- Réduire, voir éradiquer totalement la production de drogues dans le pays
- Maitriser et faire disparaître les différents groupes armés
- Mettre en place une agriculture vivrière rentable en substitution de la production de cultures illicites.

A ce jour, la motivation première pour l'intervention contre le marché de la drogue réside dans la trop grande importance économique et géographique que prennent les cultures illicites dans le pays. Les interventions armées sur les champs de coca et de pavot sont légitimées les chiffres de surfaces cultivées obtenus par traitement des images satellites. Jusqu'en 1997, le contrôle des surfaces illicites cultivées était assuré par le gouvernement américain sur la base d'images satellites. Depuis 1998, le contrôle des surfaces de productions illicites et des superficies éradiquées est effectué par un programme du gouvernement colombien par le biais d'un système intégré (*SIMCI : Sistema Integrado de Monitoreo de Cultivos Ilícitos*), qui associe l'utilisation de plusieurs sources d'information (Images satellites Spot, Landsat et photos aériennes).

Ce système a permis d'avoir les premières estimations reconnues officiellement et de façon précise par le gouvernement. Cependant, il existe de grandes variations de données pour quantifier les phénomènes, ce qui traduit une certaine divergence dans les méthodes d'interventions.

Par exemple, pour justifier le succès de leur politique d'éradication manuelle, les autorités colombiennes annoncent une diminution des surfaces de coca cultivées pour 2002 (144.807 Ha en 2001 contre 163.289 Ha en 2000), alors que le gouvernement américain affirme que les surfaces illicites ont augmenté en 2001, par rapport à 2000. D'un côté le gouvernement veut prouver le succès de sa politique d'éradication volontaire, tandis que de l'autre côté, le gouvernement américain veut légitimer le recours à une éradication totale par voie aérienne. En réalité, il est difficile d'obtenir une très grande précision dans l'observation des cultures illicites et les écarts de données reflètent essentiellement des divergences d'intérêts entre les différents acteurs.

On relève d'autres divergences d'intérêts en sus de ceux déjà évoqués ci-dessus, de la part de différents acteurs internationaux qui participent à la lutte contre la drogue en Colombie, tel que la volonté de la part du gouvernement américain de maitriser les groupes armés afin de stabiliser le marché économique de la Colombie et des pays voisins. En effet, une trop grande influence des guérillas et des paramilitaires sur l'activité économique du pays, risque de mettre en danger toute l'économie régionale des pays andins.

Les acteurs de la lutte contre la drogue en Colombie sont nombreux, les principaux intervenants sont les suivants * :

* Liste non exhaustive établie, d'après travaux de terrains par J. Pouzoulic, mars-avril 2002

Tableau 11 : Les principaux acteurs de la lutte contre la drogue en Colombie

Echelle	Organismes	Domaines d'action
<i>Internationale</i>	Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Définition et financements de programmes</i>
	Aides multilatérales : Etats-Unis, Japon, France ...	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Financements et actions à l'échelle locale</i>
	ONG	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Participation locale sur la mise en place de programmes de développement social</i> • <i>Pression sur les décisions politiques</i>
<i>Nationale</i>	Plante (organisme présidentiel)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Supervision générale de la politique de développement alternatif aux drogues</i> • <i>Capacité de décision et de financements des programmes de lutte contre la drogue</i>
	DNE (Direction Nationale de Stupéfiants)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Observation et contrôle de la production de drogues</i>
	DNP (Direction Nationale de Planification)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Mise en place de politiques d'action spécifiques</i>
	Universités	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Etudes sur la production de drogue et sur les bilans des programmes de développement alternatifs</i>
<i>Locale</i>	Sinchi	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Organisme spécialisé dans l'étude des régions amazoniennes</i>
	Action Andina	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Organisme spécialisé dans l'étude des régions andines</i>

Source : J. Pouzoullic, d'après travail de terrain, mars-mai 2002

La diversité des acteurs qui participent à la lutte contre la drogue est à la fois un atout et une contrainte pour le gouvernement colombien. Ce dernier nécessite effectivement d'une aide financière et matérielle internationale, néanmoins par cette aide, l'Etat devient largement dépendant de la décision des instances internationales. En 1998, pour mener à bien son plan de lutte contre le trafic de drogues et les groupes armés en se basant sur une solution négociée, le président Pastrana a sollicité une importante aide financière aux Etats-Unis. Ce faisant, il a inclus ce pays en tant qu'acteur décisionnel majeur dans le processus de paix, perdant de la même façon une grande partie de sa liberté d'action.

Ayant défini les différents acteurs et les divergences d'enjeux dans la question de l'intervention contre la production de drogues dans le pays, nous pouvons à présent étudier les différents programmes d'intervention dans leurs deux grandes lignes d'intervention.

B. Les programmes d'intervention pour éradiquer les cultures illicites

Les programmes d'intervention pour lutter contre la production et le trafic de drogues dans le pays sont multifonctionnels de manière à pouvoir répondre, de la façon la plus complète possible, à la complexité du problème de trafic de drogues.

1. Cadre légal et méthode d'intervention : les programmes de lutte contre la drogue

a) Des programmes multifonctionnels pour lutter contre la drogue

Dans le domaine de la lutte contre la drogue, l'intervention directe dans les zones de production est relativement récente. Les Nations Unies ont institutionnalisé le premier programme mondial d'action contre les drogues illicites à la suite d'une assemblée générale tenue en 1990, tandis qu'à partir de la fin des années 1980, le gouvernement colombien commençait à mener une réelle action répressive sur les cultures illicites. Ces velléités de répression surviennent suite au boom de la production de coca au cours des années 1980, qui a engendré la création de réseaux extrêmement puissants de narcotrafiquants, appelés cartels de la drogue et basés dans les grandes villes de province. Le cartel de la drogue le plus connu et probablement le plus puissant est le cartel de Medellin (deuxième ville la plus importante de Colombie, voir carte 1, page 6), dirigé par Pablo Escobar.

Des prémices d'une répression sur les champs de coca à la fin des années 1980, aux programmes internationaux aujourd'hui, la lutte contre les cultures illicites s'est progressivement constituée par des programmes multifonctionnels. Selon Horacio Serpa, ex-ministre : "*en Colombia no es posible separar cultivos ilícitos de narcotráfico, corrupción y violencia*" ("en Colombie, il n'est pas possible de séparer les cultures illicites du narcotrafic, de la corruption et de la violence"). Par conséquent, les programmes de lutte contre la drogue doivent être efficaces dans plusieurs domaines :

- L'éradication des cultures illicites
- La lutte contre le trafic de drogues et les narcotrafiquants
- La répression sur les groupes armés
- Proposer un développement alternatif à l'économie de la drogue.

A partir de ces remarques théoriques sur les fondements idéologiques des programmes d'intervention contre les cultures illicites en Colombie, il convient de détailler le contenu des principaux programmes développés à ce jour dans le pays.

b) Le PLANTE* : premier programme officiel de développement alternatif

1. Création et mission :

Les premières tentatives de lutte contre la production de drogues apparaissent à la fin des années 1980, mais on ne parle vraiment de programmes répondant de manière globale aux problèmes de la production de drogues qu'à la création, en 1994, d'un programme de développement alternatif coordonné par le plan national de réhabilitation, qui s'est rapidement affirmé par la création du PLANTE en 1996.

Le PLANTE, *plan nacional de desarrollo alternativo* (plan national de développement alternatif), est sous l'autorité directe du Président de la république colombienne. Il a été créé dans le but de coordonner les actions inter-institutionnelles contre les cultures illicites. C'est à dire, proposer une réponse aux différents problèmes touchés par la culture de drogues, en mettant l'accent sur le développement d'une agriculture et d'une économie alternative à celle de la drogue.

* Tous ces informations et données chiffrées sont tirées de revues officielles du PLANTE et d'organismes gouvernementaux colombien (voir bibliographie : Plante et DNP, 2001 ; Plante 2002 a-b-c)

Concernant la législation, le décret 0472 du 11/03/1996, crée le PLANTE en tant que programme présidentiel autonome, dont le but est, à partir de l'éradication des cultures illicites, offrir une alternative économique de vie aux petits producteurs dans les zones d'économie paysanne et indigène. L'année suivante, la loi 368 du 05/05/1997 et le décret 2586 du 23/10/1997 créent et organisent le fonctionnement du "*fondo plante*" (fond de plan national de développement alternatif), institution spéciale du département administratif de la Présidence de la République, sans personne juridique et administrative. Dès lors, le programme obtient une capacité et une autonomie suffisantes pour intervenir efficacement, renforcées par l'obtention d'un crédit de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), accordé à l'origine pour le développement des infrastructures rurales dans les zones de cultures illicites.

2. Une couverture insuffisante du programme au regard des surfaces illicites cultivées :

Bien que le Plante soit le plus vaste organisme d'intervention pour le développement alternatif, son domaine d'intervention est loin de couvrir la totalité des zones de production de culture illicites. En 2001, le Plante intervient au travers de diverses actions de développement social et alternatif sur 11 départements et 96 municipes. Cependant, les cultures de drogues sur l'ensemble de la Colombie touchent 22 départements et 233 municipes pour la production de coca et 6 départements et 69 municipes pour le pavot. La superficie d'action du Plante représente 37.758 Ha de projets de production de substitution, alors que les cultures illicites couvrent 149.080 Ha, soit environ 4 fois plus que la surface des projets. Les projets de développement alternatif sont rarement confinés aux seules zones de production de coca et de pavot, ils englobent au contraire les campagnes voisines par mesure de prévention.

3. Un programme multifonctionnel :

Les programmes de développement alternatif sont essentiellement des projets multifonctionnels à l'échelle locale, c'est à dire qu'ils ne se limitent pas uniquement à l'éradication des cultures illicites et leur remplacement par des cultures licites, mais proposent un accompagnement répondant à des préoccupations sociales, économiques et environnementales. Selon les propres termes du Plante, les programmes touchent les différents thèmes suivants :

- **Renforcement institutionnel et communautaire** : renforcer les capacités de gestion des administrations locales et appuyer les projets de reconstruction du tissu social.
- **Production agricole locale et substitution de cultures** : soutenir et renforcer les unités de production locales, afin de leur permettre d'être compétitives et durables.
- **Protection de l'environnement** : mise en place de plusieurs programmes de protection des aires fragiles, éducation à l'environnement, organisation communautaire pour la gestion et la conservation des espaces naturels.
- **Développement des infrastructures pour le développement rural** : créer des infrastructures de communication, de transport et de confort (électricité).
- **Appui aux peuples indigènes** : améliorer les systèmes productifs traditionnels des peuples indigènes.

Les cultures de substitution à proprement parler ne sont qu'un aspect des programmes de développement qui intègrent bien d'autres préoccupations (sociales, économiques et environnementales). En outre, les projets sont mis en œuvre à l'échelle locale comme un ensemble visant le développement des zones de cultures illicites. A titre d'exemple, des projets de nature diverse ont été mis en place pour permettre le développement du

département de Cauca, touché à la fois par la production de pavot et de coca (voir carte 5, page 44) :

- deux projets d'appui à l'agriculture (café biologique et manioc)
- renforcement de l'activité piscicole
- un programme de protection de l'environnement
- un programme pour l'appui au peuple indigène *Jambalo*.

L'ensemble de ce projet concerne 4.336 familles concernées et a permis l'éradication de 562 Ha de cultures illicites. Cet exemple démontre bien le caractère multifonctionnel des programmes de développement alternatif.

4. Financements :

Tableau 12 : Financements du Plante en dollars américains (USD)

Sources de financement	1998	1999	2000	2001	TOTAL
Ressources nationales	32.347.100 95 %	13.029.395 90 %	9.422.771 85 %	16.953.179 23 %	71.752.645 55 %
Donations et coopération internationales	1.637.528 5 %	1.578.452 10 %	1.633.871 15 %	55.557.585 77 %	60.407.436 45 %
TOTAL	33.984.628	14.607.847	11.056.642	72.510.964	132.160.081

Source : Plante, mars 2002

D'après le tableau 12, on peut noter plusieurs aspects importants à propos du financement du Plante. Ce dernier provient à 45 % des aides internationales directes par donations et coopérations. Jusqu'en 2000, le gouvernement colombien finançait entre 85 % et 95 % de ses programmes par ses propres ressources. En 2001, on constate une forte participation de la coopération internationale (77 % des financements), que l'on accorde soit à une volonté internationale d'augmenter les aides à la Colombie, soit à la nécessité du gouvernement de faire appel à des financements internationaux en raison des coûts trop importants du programme. C'est au cours de l'année 2001, la plus coûteuse (55 % des coûts totaux sur les quatre ans), que les financements internationaux sont les plus importants.

Au delà des aspects financiers, on peut en tirer plusieurs grandes idées : les partenaires internationaux participent de plus en plus aux programmes de lutte contre la drogue en Colombie, et les sommes consacrées à ces programmes sont de plus en plus importantes (plus de 72 millions de dollars américains pour l'année 2001).

Depuis 1997, le gouvernement a développé un nouveau programme : le Plan Colombia, qui s'appuie largement sur une coopération financière et matérielle entre plusieurs pays, notamment les Etats-Unis.

c) Le Plan Colombia, un vaste programme d'action

1. Création et mission :

Sans occulter l'existence et le domaine d'action du Plante, le gouvernement met en place en 1997, avec l'aide de la coopération internationale, un programme beaucoup plus vaste dans son champ d'action, qui travaille moins spécifiquement au développement de cultures

Carte 6

alternatives, et davantage sur les origines des problèmes qui génèrent la production de cultures illicites.

Le Plan Colombia a été créé dans un souci de renforcer la capacité et le champ d'action de lutte contre les cultures illicites et le trafic de drogue. Il répond donc à une stratégie de développement intégral des zones de cultures illicites. Le Plan Colombia intervient essentiellement dans trois grandes zones géographiques du pays (voir carte 6, page 57) :

- Le Magdalena Moyen, région productrice de coca
- Le Macizo colombien, zone fortement productrice de pavot
- Enfin, la vaste région Sud, qui englobe la majorité des cultures de coca du pays.

Par conséquent, les trois zones d'intervention du Plan Colombia sont des régions productrices de coca et de pavot.

2. Composantes du programme :

Le Plan Colombia, en tant que programme de développement intégral des zones de cultures illicites, touche plusieurs domaines d'interventions, regroupés en quatre pôles d'action principaux (le programme est présenté dans son intégralité dans le schéma page 58) :

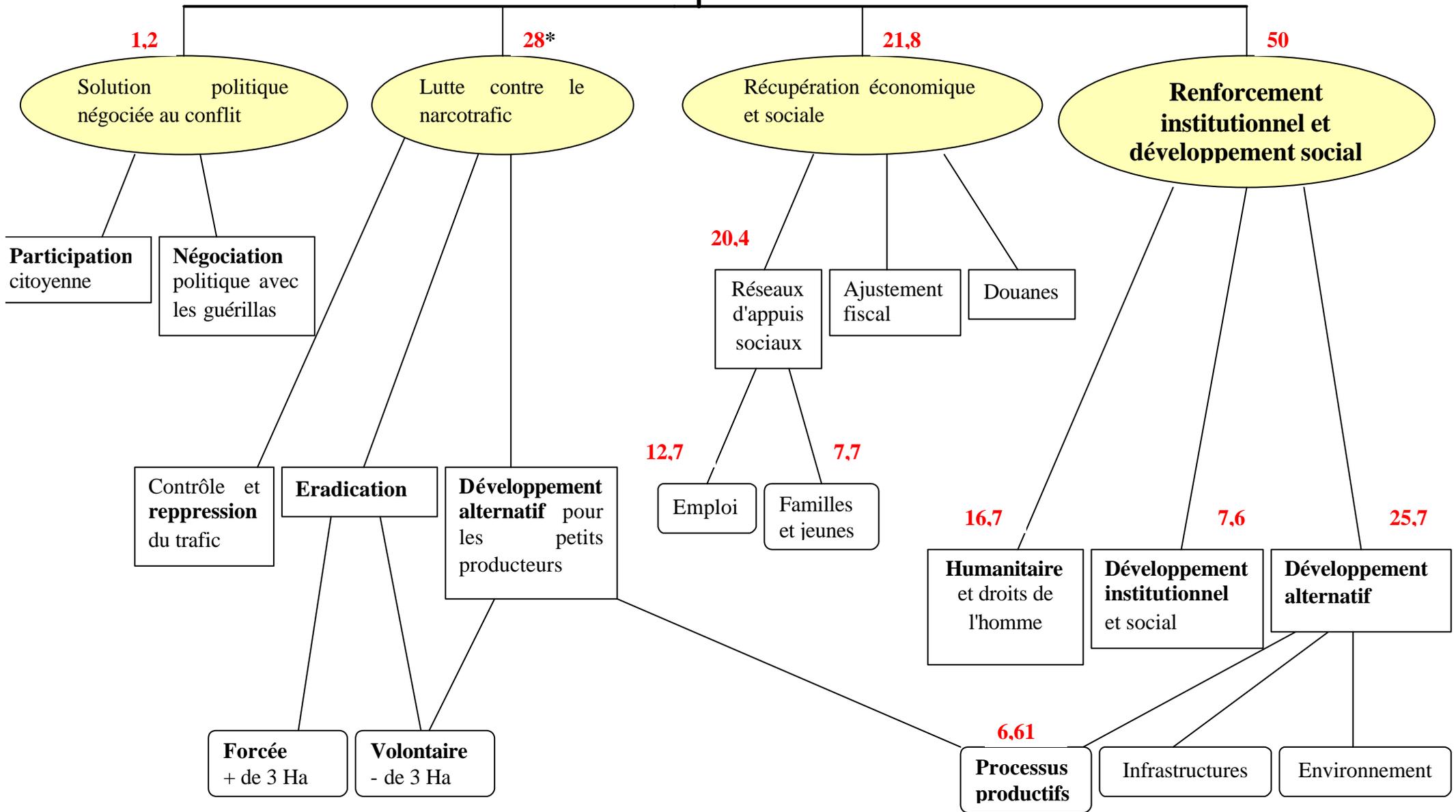
- **Solution négociée au conflit politique** : stratégie de négociations politiques pacifistes avec les groupes de guérillas
- **Lutte contre le narcotrafic** : contrôle des armes et des entrées de produits chimiques, éradication des cultures illicites et des infrastructures de production de drogues, renforcement de la capacité d'action armée contre le narcotrafic, appui au développement alternatif
- **Récupération économique et sociale** : ajustement fiscal, réseau de renforcement social
- **Renforcement institutionnel et développement social** : droits de l'Homme, renforcement du développement institutionnel, appui aux processus productifs de substitution. Cette catégorie d'intervention est celle qui reçoit le plus de soutiens financiers (près de 50 % du budget total). A l'analyse du schéma récapitulatif de la répartition des financements du Plan Colombia (page 59), il apparaît que de gros efforts financiers sont mis en oeuvre d'une part pour le développement social institutionnel, humanitaire et agricole des zones de cultures illicites et d'autre part pour la lutte contre le narcotrafic.

Le contenu du programme plan Colombia et la répartition des financements, par rapport aux sommes totales dépensées en 2002 (soit 4.410 millions USD), sont présentés dans le schéma page 59.

3. Financements :

Le financement total du Plan Colombia représente pour l'ensemble de la durée du programme, soit quatre ans, 7.500 millions de dollars Américains (USD). Selon un rapport de la DNP (Direction Nationale de Planification), paru en 2002 en tant que compte rendu des avancées du plan Colombia, seuls 4.410 millions USD ont été utilisés en début d'année 2002. Il est noter que le Plan Colombia dispose de budgets 56 fois supérieurs à ceux du Plante, dont près de 65 % sont en financements nationaux (voir tableau 13, page 59). Par conséquent, la capacité d'intervention du Plan Colombia est beaucoup plus importante que celle du Plante.

I. Plan Colombia
Répartition des **financements**
(en % du budget total)



Source : réalisation J. Pouzoulic, 2002, d'après diverses sources institutionnelles colombiennes (DNP, Plante...)

* Exemple de lecture, 28 % du budget total du Plan Colombia sont consacrés à la lutte contre le narcotrafic

Tableau 13 : Financements du Plan Colombia 1998-2002 (en millions USD)

FINANCEMENTS	TOTAL	EN %
<i>Nationaux</i>	4.864	64,9
<i>Budget général de la Nation</i>	3.964	81,5
<i>Banque multilatérale (RAS)</i>	900	18,5
<i>Internationaux</i>	2.636	35,1
<i>Coopération</i>	1.986	75,3
Etats-Unis	1.678	84,5
reste du monde	308	15,5
<i>Crédits reste du monde</i>	650	24,7
TOTAL	7.500	100

Source : D'après Dirección Nacional de Planeación (DNP), 01/2002

Il existe également d'autres programmes de développement alternatif qui sont pour la plupart des programmes indépendants sur l'initiative d'organisations humanitaires et qui ont un **impact d'action très ponctuel** ou qui apportent leur **soutien financier et logistique** aux programmes nationaux et internationaux.

Le cadre d'intervention contre les cultures illicites se définit selon deux "politiques" : la première réside dans une intervention fortement répressive destinée aux grands producteurs et la seconde propose une éradication manuelle et volontaire destinée aux petits producteurs.

2. La politique répressive sur les grands producteurs de coca : la fumigation

Connaissant la complexité du problème de production de drogues en Colombie, le gouvernement colombien a établi une distinction entre producteurs cultivant à des fins commerciales, pour alimenter le narcotrafic, et petits producteurs qui produisent de la coca ou du pavot comme cultures de subsistance. Pour établir la distinction, parfois peu évidente, entre ces deux catégories de producteurs, les experts se sont basés sur les superficies cultivées. Pour la coca, toute production supérieure à 3 Ha par foyer est considérée comme commerciale. En dessous de ce seuil, la production est dite de subsistance. Concernant le pavot, c'est à partir de 0,25 Ha par foyer que la production est considérée comme commerciale et donc passible d'éradication forcée.

La distinction entre grands et petits producteurs est relativement difficile à établir. Elle repose sur l'analyse de photos aériennes et d'images satellites, qui permettent de tracer les limites entre les parcelles cultivées. Depuis 1998, le gouvernement dispose de ces propres outils d'observation et d'analyse. Un système d'information géographique a été mis en place pour recenser la localisation et les surfaces des cultures de coca à l'échelle du municiple sur l'ensemble du pays. Les informations ne sont pas divulguées, car elles sont de nature confidentielle. D'autre part, ce système ne peut pas assurer une fiabilité absolue pour plusieurs raisons :

- La résolution des images satellites n'est pas suffisamment précise pour bien établir les limites entre les parcelles et surtout les limites entre propriétaires. Par conséquent, il est difficile de faire la distinction entre propriétaires de plus de 3 Ha et les autres.
- Depuis cette mesure, les grands propriétaires tentent de partitionner leurs grandes parcelles en plusieurs petites, de manière à échapper à la répression forcée.

- Il est quasi-impossible, pour raisons de sécurité, d'effectuer des missions de contrôle de terrain, afin de vérifier la véracité du traitement des images satellites.

Pour cet ensemble de raisons, l'éradication des cultures illicites est relativement difficile à mener selon la distinction petits et grands producteurs.

Pour lutter contre les exploitations de type commercial, les autorités ont recours à l'éradication forcée par fumigation. Ce procédé consiste à asperger, généralement par voie aérienne, les champs de coca et de pavot avec un puissant herbicide (glyphosate) afin d'éliminer les cultures illicites. La photo 6 (voir page 62), extraite d'un quotidien colombien, illustre le processus de fumigation par voie aérienne sur un champ de pavot. Cependant, il est rare d'observer des militaires dans les champs pendant la fumigation, car celle-ci n'est pas sans danger pour l'organisme humain. De surcroît, les avions ou les hélicoptères utilisés volent à plus haute altitude que celui présenté sur la photo pour éviter les ripostes armées des guérillas.

Depuis 1997, le recours à la fumigation aérienne pour éradiquer les cultures est quasi-systématique. Plus de 95 % des parcelles éradiquées depuis cette date, le sont par fumigation, contre moins de 5 % pour l'éradication manuelle (voir tableau 14 et photo 7). L'éradication, tout comme la production de coca et de pavot, suivent une courbe exponentielle au cours la décennie 1990 ; ce qui signifie que l'éradication des cultures illicites suit la tendance productive, à cette différence près que la production est supérieure de plus de 35 % à l'éradication. Ainsi, en théorie, la production effective après éradication ne devrait atteindre que 35 % des surfaces mises originellement en culture.

En l'espace de 7 ans (1994-2001), les surfaces de coca éradiquées ont augmenté de plus de 90.000 Ha. Selon les derniers chiffres de la DNE, en 2001, les surfaces de coca éradiquées représentent 95.897 Ha dont 2 % en éradication manuelle. Les efforts d'éradication (manuelle et aérienne) se sont considérablement renforcés ces dernières années, et particulièrement depuis 2001, avec des moyens d'actions de plus en plus performants et techniquement adaptés. Entre 2000 et 2001, l'éradication des cultures de coca ont augmenté de près de 35.000 Ha. Malgré tous ces efforts, la surface de cultures de coca baisse peu, ce qui signifie qu'après avoir été fumigés, les paysans déplacent leurs cultures un peu plus loin que leurs anciennes plantations. En revanche, pour le pavot, les surfaces éradiquées n'ont pas augmenté depuis la chute de la production en 1994.

Tableau 14 : Eradication des cultures illicites en Colombie 1992-2001 (en hectares)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Moyenne
coca cultivée	39.700	45.000	50.900	67.200	79.500	92.000	103.500	144.800	77.825
coca éradiquée	4.904	25.402	23.025	44.123	69.155	44.157	61.574	95.897	44.905
<i>Par fumigation aérienne (en %)</i>	79	94	80	95	95	97	94	98	91,5
<i>Par éradication manuelle (en %)</i>	21	6	20	5	5	3	6	2	8,5
pavot cultivé	20.274	6.540	6.300	6.600	7.350	6.500	6.200	4.273	8.005
pavot éradiqué	5.314	5.074	7.412	7.333	3.077	8.423	9.329	2.586	6.068
<i>Par fumigation aérienne (en %)</i>	66,5	68	93	95	94	98	99	88	87,5
<i>Par éradication manuelle (en %)</i>	33,5	32	7	5	6	2	1	12	12,5
TOTAL CULTIVÉ	59.974	51.540	57.200	73.800	86.850	98.500	109.700	149.073	85.830
TOTAL ÉRADIQUÉ	10.218	30.476	30.437	51.456	72.232	52.580	70.903	98.843	50.973

Source : DNE, police nationale, 2002

Photo 6 :

Eradication des cultures de pavot par fumigation aérienne ; ce procédé ne concerne officiellement que les grandes exploitations commerciales, cependant, de nombreux petits producteurs sont "accidentellement" touchés.

Photos 7 et 8 :

L'éradication volontaire, manuelle comme ci-contre, ou par aspersion au sol comme ci-dessous, permettent une éradication progressive, maîtrisée et gérée par les paysans eux-mêmes.

L'éradication des cultures de coca et de pavot pour les petits producteurs relève d'une toute autre démarche que celle appliquée pour les grands producteurs, puisque l'éradication est manuelle et volontaire. Pourtant, les petits paysans patient des fumigations infligées aux grandes propriétés.

3. L'éradication manuelle et la substitution de culture comme alternative aux petites structures de production

Les producteurs de moins de 3 Ha de coca et de moins de 0,25 Ha de pavot sont considérés comme pratiquant une agriculture de subsistance. En effet, nous avons évoqué précédemment que cette catégorie de producteurs se caractérisait généralement par une grande pauvreté. Cette précarité a pour fond un tissu social fragilisé par les migrations forcées, les conflits politiques et la marginalisation des infrastructures et des institutions étatiques. Dans ce contexte fragile, les cultures de drogues sont à la fois un catalyseur des problèmes sociaux des populations et une alternative pour pallier les difficultés économiques de ces régions isolées qui offrent peu de possibilités de développement. On comprend qu'éradiquer systématiquement les cultures de coca et de pavot de cette catégorie de producteurs ne permettrait pas d'apporter une solution constructive à leurs problèmes.

Sollicité par les petits paysans producteurs de coca dès 1996, le pacte d'éradication manuelle a été créé sur la base d' "accords collectifs, souscrits entre le gouvernement et la communauté pour éradiquer volontairement les cultures illicites de subsistance et développer des projets socio-économiques comprenant un appui technique et financier du gouvernement" (source : Plante). A la fin de l'année 2001, 31 pactes avaient été signés avec des communautés paysannes et 2 pactes signés avec des communautés indigènes, soit au total 30.000 familles concernées par les pactes d'éradication manuelle. Il s'agit donc d'inciter les petits cultivateurs de coca (moins de 3 Ha de cultures), à éradiquer leurs cultures volontairement, manuellement ou par aspersion au sol (voir photos 7 et 8, page 62), en échange d'une aide matérielle, technique et financière destinées au développement des cultures vivrières et commerciales. En clair, si le paysan accepte d'abandonner toute culture illicite sur ses parcelles, il reçoit une aide financière et matérielle du gouvernement pour lui permettre de développer une production agricole assurant la sécurité alimentaire et financière par la vente des récoltes.

Dans ces fondements, le programme semble une très bonne alternative pour assurer une transition en douceur d'une agriculture illicite à une économie basée sur des produits vivriers et commerciaux. Cependant, la mise en place des programmes d'éradication volontaires posent des problèmes de divers ordres :

- **Problème d'identification des paysans producteurs** : la plupart des petits producteurs souhaitent bénéficier d'une telle aide pour renforcer leurs cultures vivrières. Ainsi, certains sont prêts à devenir cultivateurs temporaires de coca afin de bénéficier des aides du gouvernement alors qu'ils n'en cultivaient pas auparavant. En outre, l'aide ne peut être apportée à tous les cultivateurs en même temps, il s'agit donc de choisir des zones-tests, et des personnes-tests, ce qui pose des problèmes de choix de zone. Le département du Putumayo, premier producteur de coca du pays, a été choisi comme zone-test pour mener le programme de pacte d'éradication manuelle, qui doit se tenir entre 2000 et 2002 et concerner environ 30.000 familles.

- Problèmes dans la ***mise en place du programme*** : pour remédier au problème de manque de confiance des producteurs envers l'Etat, les pactes prévoient d'offrir une aide au développement des cultures licites avant d'exiger l'éradication des cultures de coca. Une fois que les paysans ont reçu les premières aides, ils sont censés éliminer progressivement les cultures illicites. Cependant, sur les essais menés dans le Putumayo, depuis 2000, les paysans ont bien reçu les aides, mais n'ont pas procédé à l'éradication des cultures de coca. Par conséquent, en début 2002, les experts des programmes constataient que "les programmes n'avaient pas donné les résultats escomptés"^{*}. En effet, l'impact de l'éradication manuelle est assez limité (1.072,5 Ha éradiqués pour 30.000 familles signataires du pacte d'éradication manuelle, source Plante 2002). Le programme d'éradication volontaire devrait être conduit jusqu'en juin 2002, puis évalué pour décider de son efficacité et de sa reconduite.
- Le ***suivi et la gestion des programmes*** ne sont pas moins problématiques en raison du danger encouru dans la zone de production. L'intervention des agents de développement doit être négociée avec les groupes de guérillas pour permettre un contrôle des cultures de coca et leur remplacement par des cultures vivrières. Cependant, si les guérillas durcissent leurs positions, aucune intervention n'est possible ; dans ce cas, les paysans producteurs ne se sentent pas contraints d'éradiquer leurs cultures de coca. Ceci explique en grande partie l'échec des pactes d'éradication manuelle menés jusqu'à début 2002.
- Enfin, le ***bilan*** d'un tel effort de lutte "alternative" contre les cultures illicites est lourd de conséquence. En effet, admettre que les efforts d'éradication manuelle menés jusqu'à présent soient des échecs justifierait le recours à la fumigation aérienne massive comme unique moyen "efficace" de lutte contre l'extension des surfaces de coca et de pavot. Or, cette solution, largement revendiquée par le gouvernement américain, n'obtient pas l'unanimité des pays participants. De l'avis des experts colombiens et internationaux, la lutte contre les cultures illicites devrait s'intensifier ces prochaines années, avec des moyens d'actions de plus en plus lourds de conséquence. Témoin de cette évolution, en début 2002, les pactes d'éradication manuelle évoluaient sous la forme de pactes de *muestra de voluntad de erradicación temprana de coca*, signifiant l'éradication volontaire et immédiate des cultures de coca dès le début de la mise en place du programme.

De nombreuses associations et ONG militent contre le recours à la fumigation aérienne, qui touche davantage les petits producteurs que les narcotrafiquants. Certains sites internet, tel que <http://www.usfumigation.org/>, sont entièrement consacrés aux conséquences écologiques, sociales et alimentaires des fumigations aériennes. L'utilisation du glyphosate, plus connu sous le nom de round-up, est particulièrement virulent contre toute forme de vie végétale. De fait, les cultures fumigées sont éliminées en un seul passage. Les cultures illicites sont fréquemment dissimulées au sein même des champs de cultures vivrières, par conséquent les fumigations détruisent l'ensemble des cultures. Les populations semblent elles-même touchées par les fumigations, pas toujours bien contrôlées, ce qui entraîne de nombreuses maladies de peau, de respiration, et diverses contaminations par l'eau des rivières polluées... autant de conséquences qui valent au Plan Colombia son appellation de "*plan of death*".

^{*} Selon les responsables du programme Plante, entretien avril 2002.

D'après quelques entretiens réalisés auprès d'agents de terrain de programmes de développement alternatif, il semblerait que les petits paysans producteurs craignent fortement les fumigations, car cela signifie pour eux la perte de tout leur investissement (achat d'intrants, temps de travail...), mais aussi de tous leurs revenus liés à la récolte des cultures illicites et vivrières quand ces dernières sont fumigées accidentellement.

La fumigation au glyphosate est d'autant plus critiquée que ce produit est fabriqué par une firme américaine : la société Monsanto, par ailleurs ce sont principalement les Etats-Unis qui revendiquent une action de fumigation généralisée à toutes les productions illicites.

L'éradication des cultures illicites relève de deux approches : une action de fumigation massive sur les grandes exploitations de coca et de pavot, qui contraste avec une volonté de mettre en place une transition agricole pour les petits producteurs par l'éradication manuelle et progressive et l'appui aux cultures de substitution à la coca.

C. Les cultures de substitution comme développement alternatif à la drogue

Depuis plusieurs années, le gouvernement colombien soutient la mise en place de cultures vivrières et commerciales, qui se substituent à la production de coca et de pavot. Quelles sont l'étendue, la nature et enfin la valeur des différentes cultures de substitution au regard des caractéristiques productives et commerciales des cultures illicites ?

1. Des projets de substitution de différentes portées : les cultures à vocation alimentaire

*** Définition des cultures de substitution :**

Bien qu'il n'existe pas vraiment de définition officielle des cultures de substitution, ce travail a amené à définir le plus précisément possible ce terme quelque peu ambiguë.

Les cultures de substitution caractérisent toutes cultures vivrières ou commerciales, développées à la place des cultures illicites (coca et pavot principalement, la marijuana n'étant pas pris en compte dans les programmes de substitution de cultures en Colombie en raison des superficies restreintes cultivées). Ce qui signifie au sens strict que les cultures de substitution doivent être plantées sur les mêmes champs et en remplacement des cultures illicites. Toutefois, une partie de la substitution est réalisée en prévention de production de plantations de drogues, ce qui rend moins précis le terme, et par conséquent l'évaluation des surfaces qui ont été réellement substituées par des cultures licites. Nous tâcherons tout de même de distinguer, lorsque cela est possible, les productions licites en **substitution directe**, c'est à dire qui remplace directement la coca et le pavot, des superficies en prévention de l'extension des cultures de drogues.

Cette première définition des cultures de substitution est relativement restrictive, mais permet de chiffrer les efforts de substitution. **Dans un contexte plus large**, la substitution de cultures concerne tout le bassin socio-écologique caractéristique des zones de cultures illicites (même caractéristiques de production, situation économique, politique, emploi ...). Cette définition ne permet pas directement ou difficilement, de chiffrer les surfaces de substitution mais semble plus juste pour évaluer l'impact des programmes de développement alternatif.

Il est intéressant de classer les différentes cultures de substitution développées dans le pays, en fonction de leurs portées commerciales. Cette classification conduit à définir trois catégories de produits : à vocation alimentaire, à vocation commerciale (avec une sous-distinction entre les accords commerciaux déjà existants avec de grands distributeurs et ceux à développer) et enfin les produits à développer sur le long terme. Pour chaque catégorie, seuls les produits les plus caractéristiques sont présentés (le récapitulatif complet des cultures est présenté en annexe 3, page 102). Ces informations sont tirées de l'étude : "les programmes de substitution aux cultures illicites en Colombie : bilan et perspectives économiques et commerciales" (J. Pouzoullic, 2002).

La plupart des produits de développement alternatif qui se substituent aux cultures illicites sont promues par des programmes de développement, qui apportent une aide financière avant tout, mais aussi technique et commerciale. Quelques programmes sont également de l'initiative directe de quelques producteurs et ne perçoivent aucunes subventions.

Les cultures de substitution développées dans le pays sont de deux natures :

- Les productions vivrières : banane plantain, fruits tropicaux, haricot sec, cœur de palmier, café biologique, manioc, élevage laitier, biostevia, palme africaine (palme à huile)
- Les produits d'exploitation commerciale : caoutchouc, exploitation forestière.

On distingue en premier lieu, les micro-projets de développement rural, qui sont mis en œuvre à l'échelle locale, sur quelques villages et qui ont pour vocation première d'assurer la sécurité alimentaire des populations locales.

Tableau 15 : Descriptif des principaux produits de substitution à vocation alimentaire

PRODUIT DE SUBSTITUTION	Localisation	Superficie (en Ha)	Surface de coca éradiquée (en Ha)	Population concernée (nombre de famille)	Organisation de production	Financements (en Euros)
Association de cultures PRODUITS ALIMENTAIRES	Caqueta	8		25		46.882
	Cauca			200		132.164
	Narino	20	30,5	80		157.587
Association de cultures BANANE PLANTAIN-CACAO	Meta	128	64	64	4 organisations	395.248
BLE	Cauca	40	22	440	Association indigène	36.248
POMME DE TERRE	Narino	65	17 (pavot)	65		181.665
LEGUMES	Huila	98	20	75	Association de producteurs	345.227
CAFE	Cauca			150		80.230
PANELA	Caqueta	10		25		48.943
ELEVAGE LAIT-VIANDE	Cauca			30	Corpusenda	133.734
ELEVAGE	Huila	17		48	Incora	217.204
	Huila	24		80	Incora	109.500
	Huila	1.200		40	FondoGanadero del Huila S.A.	397.296
	Meta	27	43	32	Cormacarena	395.248
TOTAL		1.494		200		1.993.457

Source : J.Pouzoullic, d'après chiffres de divers rapports officiels, Plante 2001

La plupart des zones productrices de drogues sont des zones isolées des voies de communication, touchées par la violence des conflits entre les différents groupes subversifs,

et dont les terres sont relativement pauvres pour l'agriculture. Dans cette catégorie de zone, il est par conséquent peu probable, à court terme, de remplacer les cultures illicites en cultures licites à haute valeur commerciale. Ainsi, les projets développés sont, pour la plupart, des **micro-projets de développement agricole qui ont un impact local et ponctuel**, et qui visent dans un premier temps à assurer la sécurité alimentaire des populations locales.

La stratégie des programmes de développement est d'appuyer des petites structures de production déjà existantes et de les renforcer par un appui financier, technique et parfois commercial en trouvant des débouchés au produit. Une partie des cultures est développée en substitution directe aux cultures illicites et une autre partie en prévention de l'extension de ces dernières. Diverses productions sont appuyées par cette catégorie de projets, parmi ces produits, la banane plantain et quelques autres produits à vocation alimentaire (voir tableau, page 66).

- La **banane plantain** est cultivée dans le département du Meta (180 familles de producteurs impliqués), auquel s'ajoute un autre programme dans le Caqueta. La banane plantain pâtie d'une chute des prix ces dernières années et des forts coûts de production, par conséquent il n'est pas prévu d'augmenter la capacité de production. Témoin de cette difficile situation commerciale, l'abandon de 10.000 hectares de cultures ces dernières années.

Outre les produits agricoles à vocation alimentaire, il existe plusieurs cultures suffisamment développées pour être commercialisées en dehors de la région de production.

2. Les cultures de substitution à vocation commerciale

Les produits de substitution, considérés comme ayant une vocation commerciale, sont les productions suffisamment dynamiques, organisées et régulières pour permettre une commercialisation des produits sur les marchés régionaux et nationaux. Certaines de ces cultures représentent une véritable dynamique pour les régions productrices, à l'image du café biologique ou du cœur de palmier. Les trois produits de substitution qui suivent ont déjà passé des accords commerciaux importants et porteurs, et sont vouées à se développer et à renforcer leurs structures et leurs organisations de production.

Le programme de développement du **haricot sec** est soutenu par les organismes Plante et UNDCP (Nations Unies). L'organisation ASOCALIMA regroupe les paysans producteurs de haricot sec du Sud du département de Bolivar. L'appui à la structure paysanne a été réalisé via un travail d'amélioration de la qualité du haricot, un appui financier, et enfin par la mise en place d'un **partenariat commercial** entre les producteurs et le groupe de supermarché Carrefour. Le partenariat commercial fonctionne bien, mais la production est pour le moment assez restreinte (capacité de production de 630 tonnes par an).

L'**élevage** laitier et la transformation en produits dérivés (lait, fromage, yaourt...) sont des productions appuyées dans diverses parties du pays : Guaviare et Caqueta (voir carte 6, page 57), car elles représentent de nombreux atouts pour la substitution à la coca. Tout d'abord, l'élevage mobilise une main d'œuvre relativement importante (souvent une famille entière), et ne laisse que peu de temps pour s'occuper d'autres cultures, notamment illicites. En outre, l'élevage procure des revenus immédiats et réguliers par la vente quotidienne de lait, et permet enfin la vente du bétail pour la consommation de la chair.

Cependant, l'obstacle majeur à l'extension de l'élevage réside dans la nécessité de disposer de surfaces de pâturage importantes, car l'**élevage** développé dans les zones de

cultures illicites est **très extensif**. Il faut compter en moyenne entre 1 et 2,5 hectares par tête de bétail, ce qui implique de trouver de nouvelles terres de pâturages pour pouvoir augmenter le nombre de tête de bétail et en faire une réelle activité de substitution. Or, les nouvelles terres sont généralement gagnées sur les zones de forêts, d'où des impacts environnementaux majeurs. De surcroît, les programmes de développement alternatif sont généralement accompagnés de volets environnementaux, ce qui pose des problèmes d'adéquation entre la volonté et la nécessité de développer les zones d'élevage et les contraintes environnementales liées à cette activité. Il convient de signaler que les narcotrafiquants achètent ou s'accaparent la plupart des meilleures terres de cultures et de pâturage (les terres agricoles appartenant aux narcotrafiquants étaient estimées à 6 millions d'hectares en 1995, source : CGR, 2001).

Un autre aspect de difficulté est le **problème de la collecte du lait**, car ce sont souvent des zones dotées de peu de voies de circulations. La commercialisation des produits est souvent limitée au marché local, ce qui minimise les problèmes de transport et de conservation. Il existe quelques projets de commercialisation intéressants, tel que l'accord commercial qui existe entre une association de producteurs de lait dans le département du Meta et le groupe Nestlé, qui fournit les infrastructures matérielles aux paysans (tanks réfrigérés pour stocker le lait, formations aux paysans...). Néanmoins, selon les dires, les groupes commerciaux doivent négocier financièrement leur tranquillité avec les groupes de guérillas.

D'autres produits ayant déjà développés des accords commerciaux avec de grandes entreprises internationales, tels que le coeur de palmier, le café biologique et les fruits tropicaux (voir photo ci-dessous) qui sont destinés à la vente sur les grands marchés régionaux du pays et les marchés internationaux (voir tableau récapitulatif , annexe 3 page 102).

Photo 9 :

Exemple caractéristique de produit de substitution développé dans une zone de forte présence des guérillas (département de Huila, centre névralgique des FARC). Ce plant de lulo (fruit tropical), est cultivé comme substitut à la production de pavot.

Certains produits semblent avoir une production suffisamment importante et régulière pour renforcer leurs accords commerciaux et s'établir comme cultures de substitution réelles à la drogue. Cependant, le manque de partenariats commerciaux stables freine leur développement.

Le **biostevia** est un substitut de sucre 100 % naturel et sans calories, tiré de la plante stevia. C'est le profil de produit qui semble avoir des perspectives commerciales intéressantes mais dont la commercialisation est aujourd'hui extrêmement limitée. Effectivement, seuls 4 Ha sont cultivés aujourd'hui sur l'ensemble du pays, et **aucune aide financière** ou commerciale n'existe pour développer sa production (voir annexe 4). Au regard des rendements et des revenus que peut générer cette plante qui produit 3.600 Kg de stevia pure par hectare et par an, la stevia semble être un produit intéressant à développer dans les zones de culture de coca.

Les structures de production et de commercialisation du produit sont déjà existantes et efficaces pour une production restreinte. Le produit est commercialisé vers le Japon à un prix relativement élevé. Cependant, la stevia est transformée uniquement sous la forme de substitut de sucre en poudre, et sa consommation sous cette forme est très limitée. Cependant, le coût initial pour la mise en place d'un hectare de culture de stevia est assez élevé (22,22 millions de pesos par hectare), mais l'investissement serait amorti dès la première récolte (54 millions de pesos par hectare sur la base d'une production dans des conditions optimales).

Etant donné les caractéristiques naturelles et alimentaires du produit (100 % naturel, sans calories et sans cholestérol et 300 fois plus édulcorant que le sucre), le marché de commercialisation correspondrait plutôt à des entreprises agroalimentaires de type biologique ou marché vert.

A priori, aucune aide financière et technique n'est à prévoir pour la production de stevia sur les prochaines années, mais un partenariat commercial efficace qui accepterait de commencer avec des petites productions dans des zones sans trop de risques politiques et assez bien desservies par les infrastructures de transport, permettrait un développement assez rapide de la production, et une possible production dans des zones plus critiques.

La filière de la **palme africaine** semble être assez dynamique dans le pays, la superficie de production a été multipliée par six entre 1980 et 1999. En outre, la Colombie aurait des potentialités importantes de développement de cette culture à bonne rentabilité commerciale. Cependant, les surfaces d'exploitation de palme africaine ne sont pas vraiment localisées dans les zones de cultures illicites, et n'est par conséquent pas vraiment considérée comme une culture de substitution à proprement parler. Il existe pourtant plusieurs projets de développement de la palme africaine en substitution de cultures, notamment dans le Putumayo où 30.000 Ha devraient être plantés, auxquels s'ajoutent 100.000 Ha d'extension prévue dans l'ensemble du pays.

Concernant la commercialisation du produit, les six entreprises du pays qui gère 65 % du marché national d'huile devrait s'unifier pour permettre une meilleure gestion et une meilleure commercialisation des produits transformés.

Le développement de la palme africaine pourrait être une alternative intéressante aux cultures illicites, au regard de la bonne santé de la filière et de ses réseaux de commercialisation déjà existants. Cependant, la rentabilité de la palme africaine n'est pas immédiate, par conséquent le projet se situe entre le court terme pour les plantations déjà productives, et le long terme pour les projets qui se mettent en place actuellement.

3. Les produits à rentabilité sur le long terme

Il existe plusieurs projets de développement alternatif dont la rentabilité commerciale n'est possible que sur le long terme. C'est le cas pour les plantations arbustives dont la rentabilité commerciale varie entre 15-20 ans pour les espèces dont la croissance est rapide (par exemple l'eucalyptus), à 30-40 ans pour les essences plus nobles.

La **palme africaine** : la palme africaine peut être, dans une certaine mesure un produit de substitution à long terme car la production aujourd'hui en tant que substitut aux cultures illicites est assez limitée. Néanmoins, la production pourrait se développer dans les zones de cultures illicites, offrant ainsi une rentabilité commerciale sur le long terme (environ 20 ans).

Le Plante a mis en place un programme de plantation d'**hévée** dans le Putumayo (département où se concentre plus de 40 % de la production de coca du pays). Le programme lancé en septembre 2001, pour une période de 5 ans et un budget de 6 millions USD, prévoit la plantation de 1.000 Ha d'hévée, associés, dans un premier temps, à des cultures vivrières intercalées. Dans le cadre du pacte d'éradication manuelle, le Plante propose l'éradication de 2 Ha de coca pour la plantation de 4 Ha d'hévée (un rapport de 1 Ha de coca éliminé contre 2 Ha d'hévée plantés en substitution). Le paysan reçoit en outre du petit bétail pour compenser la perte des revenus de la coca et pour l'inciter à abandonner définitivement les cultures illicites. En outre, le programme bénéficie d'une aide financière de la part du gouvernement pour la plantation d'espèces forestières. Il existe déjà une petite production d'hévée dans le Putumayo, mais le caoutchouc produit n'est pas de très bonne qualité, de ce fait, le programme de développement travaille également à l'amélioration de la qualité du produit.

Jusqu'à présent, le programme n'a pas donné les résultats escomptés en termes d'éradication des cultures illicites, en raison du manque de contrôle rigoureux sur l'éradication effective de la part des paysans. Cependant, les exploitations d'hévée sont déjà mises en place et devraient offrir une production intéressante dans quelques années (environ 7 à 15 ans).

Il existe une demande nationale assez forte pour le caoutchouc, puisqu'environ 300 entreprises colombiennes sont consommatrices de caoutchouc brut. Par conséquent, plusieurs entreprises sont susceptibles d'être intéressées par cette production, mais les marchés devraient se développer sur le moyen et le long terme (7 à 15 ans).

L'exploitation forestière est aujourd'hui peu développée malgré les ressources dont dispose la Colombie, aussi bien en quantité qu'en qualité. Il n'existe quasiment pas de systèmes agro-forestiers en place dans le pays, et l'exploitation du bois se fait par un système de ponction sans renouvellement des réserves de forêt. Il n'y a donc pas de gestion des parcelles de forêt exploitées. La situation actuelle, caractérisée par le manque d'organisation de la filière, ne permet pas une exploitation optimale des ressources forestières.

Par conséquent, ce type d'exploitation forestière sans gestion des ressources ni planification des coupes, entraîne une exploitation limitée et peu rationnelle :

- **La forêt ne se renouvelle pas** ou peu, et les fronts d'exploitation sont de plus en plus éloignés des lieux de vie des exploitants.
- Les arbres sont ponctionnés directement dans la forêt et l'intervention pour l'entretien des arbres (coupe et élagage) pendant la croissance est quasi inexistante. Par conséquent, les arbres ont une **pousse naturelle et aléatoire** (troncs des arbres irréguliers...), ce qui rend difficile la commercialisation des grumes, pour un usage autre que local.

- Chaque exploitant gère la coupe avec les moyens dont il dispose, qui sont souvent très rudimentaires. Ainsi, la transformation du bois en grumes est réalisée directement sur les lieux d'abattage (avec des scies de mauvaise qualité), afin de faciliter le transport du bois jusqu'aux lieux de vente (vente sur les petits marchés locaux, voire régionaux, comme bois de construction). Dans le cas d'une gestion collective, les exploitants pourraient louer en commun un tracteur lors des périodes de coupe et transporter les arbres abattus jusqu'à des scieries de bonne qualité. Ceci permettrait de commercialiser des grumes de meilleure qualité et d'augmenter la plu-value sur les produits au bénéfice des petits exploitants.

Quelques programmes de développement alternatif sont menés pour appuyer les filières d'exploitation du bois. Ainsi, pour pallier les conditions de précarité économique caractéristiques de l'exploitation forestière dans les zones de production de pavot, la *Corporación Autónoma Regional* du Magdalena en partenariat avec des organisations françaises et internationales, dont l'Office National des Forêts, le CIRAD, l'IRD... ont mis en place un système agro-forestier dans le département de Huila (ONF, 2001). Il s'agit d'appuyer et de structurer, par une aide technique, l'exploitation de bois sur une zone de 1.200 Ha. Les essences plantées, principalement l'eucalyptus et le Melina, sont des arbres à cycles courts pour l'exploitation ; pour ces deux essences (entre 7 à 15 ans). Les marchés régionaux et nationaux pourraient offrir des opportunités intéressantes pour la commercialisation du bois. En outre, il semblerait que le développement de l'exploitation forestière soit une priorité politique pour le développement économique dans les années à venir.

Plusieurs projets sont également à l'étude pour développer le sylvo-pastoralisme dans cette région. Une première série de plantations a été réalisée en fin d'année 2000, cependant depuis cette date, les conditions de sécurité se sont largement dégradées dans cette zone (sud du département de Huila), par conséquent les techniciens n'ont pu surveiller la croissance des végétaux. Selon un ingénieur de l'ONF, qui s'est rendu récemment sur les lieux, la première série de plantation est quasiment perdue faute de surveillance et d'entretien. Selon cette même source, les populations locales ne se sentent pas vraiment concernées par ces plantations car ils n'ont pas participé financièrement à la mise en place de ce système agro-forestier. De fait, ils ne sont pas intervenus pour entretenir les arbres en l'absence des ingénieurs forestiers. Ces projets, coordonnés par l'ONF, sont révélateurs des difficultés que peuvent rencontrer les différents programmes de substitution aux cultures illicites, à savoir : difficulté d'intervention dans les zones de production de drogues et risque de tout perdre en raison des fumigations, ou tout simplement du manque d'investissement des populations locales dans les projets.

Il existe donc une dizaine de production, dite de substitution à la coca, sans compter les micro cultures à vocation commerciale. Cependant, de nombreux obstacles entravent le développement des cultures de substitution, ce qui explique la persistance des cultures illicites au détriment des productions vivrières et commerciales.

D. Succès et échecs des programmes, indicateurs de problèmes structurels

Il est très difficile d'avoir accès à des bilans précis et objectifs sur les programmes de substitution aux cultures illicites en Colombie et ceci pour diverses raisons, dont les deux principales sont la confidentialité des rapports et le manque de travaux sur ce thème. Néanmoins, à partir des recherches effectuées, on peut relever plusieurs facteurs qui permettent d'expliquer le développement difficile des cultures de substitution.

1. Bilan des échecs des programmes de substitution

Les programmes de substitution aux cultures illicites, et de manière générale, les programmes de développement alternatif, rencontrent divers obstacles à leur bon fonctionnement, qui sont à la fois d'ordre économique, social, politique, financiers et institutionnels. A partir de l'expérience des techniciens et ingénieurs travaillant dans le développement alternatif, et des travaux de recherche sur l'impact des programmes de développement alternatif sur les cultures illicites, huit grandes catégories d'obstacles se détachent, correspondant à l'ensemble des zones de cultures illicites.

a) La rentabilité commerciale des cultures illicites et la régularité des circuits de commercialisation :

La culture de coca ou de pavot rapporte beaucoup plus que les cultures licites ordinaires tels que le maïs, les pommes de terre... C'est donc principalement une **motivation financière** qui pousse les paysans à cultiver de la coca ou du pavot. Les petits producteurs, souvent dans une situation de **précarité économique**, cultivent ces produits en complément de cultures vivrières et pas nécessairement de façon constante. C'est à dire qu'ils cultivent le pavot (ceci est surtout valable pour le pavot, dont la récolte peut s'effectuer 6 mois après avoir semé), lorsqu'ils ont des difficultés financières passagères. En revanche, les grands producteurs cultivent en permanence pour tirer un maximum de profits de leurs terres.

La haute valeur commerciale des cultures illicites est un premier aspect de leur grande extension dans le pays. Un autre facteur permettant d'expliquer ce phénomène est la **régularité des circuits de commercialisation**. La demande en drogues raffinées de la part des pays développés est quasi constante dans le temps. Par conséquent, la production s'aligne sur la demande selon le modèle économique de l'offre et de la demande. Tant que la demande est importante, la production l'est aussi, et les prix des produits bruts (feuille de coca et latex de pavot) sont assurés. En termes de débouchés commerciaux, les cultures illicites sont très intéressantes pour les paysans, car ils n'ont pas de risques d'invendus et sont assurés de vendre leur production à un bon prix. Dans ce contexte, les cultures de substitution parviennent difficilement à s'aligner sur les mêmes critères que les cultures illicites.

D'après le tableau 16 ci-dessous, on peut s'apercevoir que les revenus générés par la culture de coca et de pavot sont supérieurs à ceux des cultures de substitution (ici le café biologique et le lulo, voir photo 9 page 68). Selon les chiffres du Plante-Cosurca, les récoltes de coca rapporteraient respectivement 4,5 et 2 fois plus que le café biologique et le lulo. Le pavot génère des revenus sensiblement inférieurs à ceux de la coca. Par ailleurs, il est à noter que les deux cultures de substitution présentées ci-dessous font partie des produits de substitution ayant une bonne rentabilité commerciale comparée à d'autres tels que le manioc (manioc), les haricots secs...

En somme, se tenir à une unique analyse de différences de revenus entre les cultures illicites et vivrières est assez réducteur et peu représentatif, car de nombreux facteurs rentrent en compte pour comparer les productions (voir les aspects développés dans les points ci-dessous). Néanmoins, il est indéniable que les cultures de coca et de pavot rapportent plus que les cultures licites.

Tableau 16 : Comparaison des revenus cultures illicites / cultures de substitution

	COCA	PAVOT	CAFÉ BIOLOGIQUE	LULO
Revenu net moyen par an (en Euros)	5.010	4.226	1.220	2.613

Source : D'après COSURCA et PLANTE, étude réalisée sur le département du Cauca, 08/1998

b) L'isolement géographique des zones de production de drogues :

Les zones où se concentrent la production de cultures illicites, sont pour la plupart, caractérisées par l'isolement des infrastructures et du contrôle de l'Etat. Pour se protéger des représailles de l'Etat ou des militaires sur les cultures illicites, les producteurs s'éloignent le plus possible des voies de communication. Cette situation pose un problème majeur pour les cultures de substitution, en effet il apparaît difficile d'acheminer rapidement et sûrement les récoltes lorsque les lieux de production sont éloignés des routes ou des fleuves. Cette contrainte est d'autant plus critique lorsqu'il s'agit des produits frais (fruits tropicaux, produits laitiers...).

c) Des zones de conflits à risque pour les investissements commerciaux :

Les régions de production de drogues coïncident la plupart du temps avec les lieux de présence des groupes subversifs. Les régions dans lesquelles les guérillas où les paramilitaires sont présents sont généralement des zones de faible développement économique, et une partie des revenus de ces groupes provient des rançons exigées lors de l'enlèvement de personnalités à haute responsabilité politique ou économique. Cette réalité, qui est de plus en plus frappante en Colombie, limite considérablement les investissements des entreprises nationales et internationales dans ces régions réputées dangereuses. Avant de s'implanter dans une zone dangereuse, les entreprises réalisent donc un calcul du profit potentiel en évaluant le facteur risque. Cet aspect est une des principales contraintes au bon fonctionnement des programmes de développement. Cependant, les entreprises qui commercialisent les produits de substitution ne sont pas nécessairement présentes dans les zones à risques.

d) Des zones de fragilité sociale :

L'héritage socioculturel des zones de cultures illicites (régions de colonisation, précarité des petits exploitants, petites surfaces de culture disponible...) expliquent en partie la fragilité du tissu social et le faible investissement des paysans dans les programmes de développement agricole. Ainsi, les programmes qui travaillent sur un développement à moyen et long terme (tels que les plantations d'arbres) rencontrent d'autant plus de difficultés qu'ils ne sont rentables qu'au terme de plusieurs années. Cette perspective est difficile à concevoir pour des paysans qui n'ont pas l'assurance ni même la volonté de rester vivre dans ces zones de conflits.

La situation conflictuelle des régions productrices de drogues, conjuguée à l'incapacité de contrôle de l'Etat face aux puissants groupes subversifs, ont contribué à amplifier le phénomène de perte de confiance des populations locales vis-à-vis de l'Etat. Par conséquent, les gens sont méfiants à l'égard des programmes institutionnels, ce qui réduit leur volonté d'implication et de participation dans le développement de la substitution des cultures illicites. Les paysans souhaitent pourtant une amélioration de leur situation économique et politique mais sont sceptiques et méfiants quant à la réussite des projets.

e) Un financement des programmes de développement alternatif assez limité :

Le financement des programmes de développement alternatif est assez centralisé (le Plante et le Plan Colombia regroupent la majeure partie des projets en partenariat avec quelques grands organismes internationaux et ONG), et est relativement tributaire des financements multilatéraux. L'investissement dédié aux projets purement productifs (cultures de substitution) est finalement assez limité par rapport aux efforts financiers consacrés à la lutte globale contre la drogue. A titre exemple, le Plan Colombia dispose d'un budget global de 7,5 milliards de dollars américains, dont seulement 291 millions, soit 3,9 % sont consacrés aux processus productifs de substitution (source DNP, 2002).

f) Un manque de couverture des projets :

Malgré les efforts fournis par le gouvernement colombien et ses partenaires internationaux, la couverture des plans de développement alternatif (dont les substitutions de cultures), ne touche que 96 municipes dans 10 départements alors que la culture de drogues touche 302 municipes dans 28 départements (la coca est cultivée dans 233 municipes et 22 départements, et le pavot dans 69 municipes et 6 départements, voir carte 2, page 16). En termes de superficie, le Plante travaille sur 37.758 Ha de projets de production alternative, alors que les cultures illicites couvrent 149.080 Ha, soit environ 4 fois plus que la surface des projets.

En raison du manque de moyens financiers, les programmes ne peuvent être développés dans toutes les régions où s'étend la production de cultures illicites, ce constat pose le problème du choix des zones qui vont bénéficier d'une aide prioritaire en dépit des autres. Actuellement, la plupart des projets d'appui au développement sont localisés dans le département du Putumayo, principale région de production de coca du pays (57 % des financements du Plante sont consacrés à ce département).

g) Fragilité du système d'informations sur les cultures illicites et de substitution :

Depuis 1997, le gouvernement colombien a mis en place un système d'observation et de contrôle des cultures illicites (programme SIMCI). Néanmoins, les chiffres sur les cultures illicites font l'objet de polémiques et de contestations de la part d'autres institutions. Ainsi, le gouvernement colombien note qu'en 2002, les surfaces de coca ont diminué alors que le gouvernement américain affirme le contraire. Connaître les surfaces exactes de cultures illicites cultivées dans le pays ne semble pas essentiel, mais relève plutôt d'enjeux politiques et stratégiques. La distinction faite entre les parcelles de plus de 3 Ha et celles plus petites est importante et délicate. En effet, cette distinction conditionne le fait de recourir à l'éradication manuelle pour les parcelles de moins de 3 Ha, alors que les plus grandes sont éradiquées par fumigation aérienne. Les imprécisions sur cette distinction donne lieu à la fumigation des terres appartenant à de petits producteurs, de même il arrive fréquemment que des programmes de substitution soient fumigés en raison d'erreurs sur les informations à la source.

h) Le manque de suivi sur les programmes de développement alternatif :

Cet aspect est fondamental pour les cultures de substitution. A titre d'exemple, le programme d'éradication manuelle mené dans le Sud du pays (département du Putumayo) n'a pas abouti aux résultats escomptés en terme d'éradication, alors que les aides financières avaient déjà été en grande partie apportées aux paysans. Ceci peut s'expliquer en partie par le manque de suivi rigoureux des projets de développement, qui est dû à plusieurs facteurs : la difficulté d'effectuer un suivi quotidien dans des zones de tensions politiques aux mains des

groupes subversifs et le manque de moyens techniques et financiers pour contrôler toutes les zones de projets.

Depuis le début des programmes de développement alternatif, **aucun bilan précis n'a été réalisé** par les organismes institutionnels, sur les difficultés et les facteurs de réussite des projets, des produits de substitution et des régions.

De la même façon que l'on peut recenser les éléments de difficultés et les obstacles au développement des cultures de substitution, il apparaît intéressant de mentionner les facteurs qui expliquent le succès de certains programmes de substitution.

2. Bilan des facteurs de réussite de la substitution

Un certain nombre de facteurs que l'on retrouve dans différents programmes semblent être des éléments importants de réussite. On distingue, en premier lieu, les facteurs favorisant le bon développement des cultures de substitution d'un point de vue agricole et commercial et en second lieu, les éléments accompagnant le développement social.

D'un point de vue agricole et commercial, plusieurs aspects sont essentiels pour permettre le développement des cultures de substitution. Tout d'abord, les cultures choisies pour remplacer la coca ou le pavot doivent impérativement présenter les mêmes caractéristiques techniques et naturelles.

Des cultures adaptées aux conditions écologiques et pédologiques :

Certaines cultures de substitution ne sont pas toujours adaptées aux conditions écologiques et pédologiques des zones de production de coca ou de pavot. Par exemple, l'activité d'élevage extensif induit des impacts environnementaux non négligeables dans les zones de production de coca. Par conséquent, tel qu'il est pratiqué actuellement, il ne pourra pas remplacer de façon rentable le commerce de la coca. Des efforts sont donc à fournir pour intensifier les zones d'élevage.

Des revenus réguliers et concurrentiels aux cultures illicites :

La question des revenus est essentielle pour les paysans qui cultivent la coca et le pavot pour des raisons financières. Les produits de substitution doivent donc permettre une entrée d'argent régulière qui soit identique ou sensiblement inférieure à celle des cultures illicites. Certains produits, tels que le biostevia, quelques fruits tropicaux ou l'exploitation forestière remplissent ces conditions.

Il est important de prendre en compte le fait que les producteurs de coca et de pavot rencontrent deux contraintes majeures à leur production :

- le risque de tout perdre (cultures licites et illicites) en cas de fumigations ou de saisie par l'armée.
- les pressions morale et physique imposées par les trafiquants et les groupes subversifs dans les zones de production de drogues.

Ces risques à la fois d'ordre économique, moral et physique peuvent décider les paysans à cultiver des produits qui soient financièrement moins rentables que la coca ou le pavot, mais qui leur assurent un revenu sûr et légal tout en les éloignant des conflits. D'après les

techniciens qui travaillent avec les paysans, ce facteur serait essentiel pour décider les petits producteurs à revenir aux cultures licites.

Un réseau de commercialisation et de logistique performant :

Les réseaux de commercialisation et d'appui logistique à la production de drogues sont un élément important de leur succès. Ainsi, une bonne commercialisation des produits de substitution est essentielle pour le bon développement et la pérennité des produits de substitution. A titre d'exemple, la production de cœurs de palmiers dans le Putumayo était assez aléatoire et problématique car les produits n'étaient pas bien écoulés sur le marché. Depuis septembre 2001, Carrefour commercialise l'ensemble de la production de cette zone, ce qui assure un revenu régulier et convenable aux producteurs, cependant, l'acheminement de la production jusqu'aux lieux de commercialisation reste assez problématique et irrégulier.

La production de drogues est fortement appuyée par une logistique performante qui est assurée par les narcotrafiquants : approvisionnement en intrants (semences, engrais ...), en produits chimiques nécessaires à la transformation des feuilles en pâte base, achat et transports des récoltes. Ainsi, pour passer de cette économie de la drogue à une production vivrière et commerciale concurrente, il serait indispensable d'assurer la même logistique d'aide à la production. D'autre part, la mise en place d'un système de micro-crédits serait nécessaire pour permettre aux paysans d'assurer leurs transitions agricole. Cette supposition semble peu probable, car sachant que le gouvernement n'a aujourd'hui pas les moyens d'intervenir dans les zones de production de drogues, on imagine difficilement ce dernier assurer le soutien logistique à la production. Se pose donc la question de savoir quelles institutions gouvernementales ou internationales auraient la capacité d'intervenir pour assurer cette logistique d'appui à l'agriculture licite.

Etant donné la variété d'échelles de production de substitution, les réseaux de commercialisation doivent s'adapter à cette diversité. Les petites productions sont plutôt destinées aux marchés locaux et régionaux, certains produits spécifiques tel que le café ou les fruits biologiques peuvent attirer des petits distributeurs de produits équitables ou biologiques, et enfin les grosses productions visent plutôt des gros opérateurs économiques qui disposent d'une logistique importante. De manière générale, il semblerait que seulement 20 % des produits issus de l'agriculture de substitution trouvent des débouchés commerciaux satisfaisants, les 80 % restants souffriraient du manque de débouchés pour le développer de leur production.

L'éradication des cultures et le développement alternatif doivent être accompagnés d'une aide sociale pour répondre aux difficultés qui ont favorisé le développement de la culture de drogues.

Une des priorités réside dans la nécessité de résoudre les problèmes socio-économiques qui engendrent les migrations et le passage à la production illicite. Ceci implique de prendre en compte le problème des statuts fonciers des petits exploitants, question toujours non résolue depuis plus de quarante ans que les guérillas revendiquent une réforme foncière dans le pays. En outre, la pauvreté rend particulièrement vulnérable à la production de drogue et à la domination des campagnes par les groupes subversifs.

Une relative sécurité dans les zones de production :

Un minimum de sécurité est à envisager dans les zones de production des cultures de substitution pour permettre une production et un transport régulier des produits jusqu'aux lieux de commercialisation. Ces différents facteurs traduisent le fait que la réussite de la

substitution de la coca et du pavot par d'autres cultures, nécessite également un travail important sur la représentation de l'Etat dans ces zones, la construction d'infrastructures de transport et le renforcement des structures sociales.

La participation paysanne :

L'implication et la participation des paysans dans les programmes de développement alternatif sont des aspects essentiels à la bonne conduite et à la pérennité des projets. L'exemple du projet de mise en place d'un système agro-forestier a montré la nécessité d'obtenir la participation et la mobilisation des paysans pour éradiquer les cultures illicites. Cependant, cela suppose une reconnaissance des acteurs institutionnels de la part des organisations de production de paysans.

Le problème des cultures de coca et de pavot en Colombie, est de plus en plus caractérisé par les conflits politiques qui sont liés à cette production, de telle sorte qu'aujourd'hui, les plans de développement alternatif consacrent toute une partie de leurs financements à la lutte contre les guérillas. Comment la question de la drogue s'est focalisée sur un problème de violence et de conflit politique ? et parallèlement comment la dérive du conflit politique complexifie le problème de la production de drogue ?

IV. DANS UNE SITUATION CONFLICTUELLE PARALYSANTE, QUELLES PERSPECTIVES D'EVOLUTION ?

Selon Marc Chernick : " les racines de la violence contemporaine sont beaucoup plus profondes que le boom actuel de la drogue ; elles proviennent de conflits sociaux incrustés depuis longtemps, en particulier à la campagne, et dont la solution a été repoussée durant des décennies. Le narcotrafic a probablement augmenté et accéléré la violence, mais ne l'a pas créée <http://www.mamacoca.org/feb2002/> - fn18" (Salgado, 1999). En effet, les conflits politiques qui minent la Colombie reposent sur un certain nombre de facteurs socio-économique et politique qui ne font que s'amplifier et s'enraciner dans le monde rural. Depuis leur apparition au début des années 1960, les conflits s'aggravent, et les solutions, tiraillés entre négociations et répression, n'en sont que plus complexes.

A. Une situation conflictuelle qui réduit les perspectives d'évolution

Depuis le début des années 1960, les conflits politiques se sont intensifiés et sont passés du problème du narcotrafic à celui du conflit armé. Entre l'Etat et les groupes armés, les affrontements se sont matérialisés par une véritable territorialisation des conflits.

1. Analyse de la dérive du conflit politique

Les conflits armés semblent être un élément omniprésent dans la vie politique colombienne, tant les guerres et les affrontements ont été nombreux dans l'histoire du pays. Depuis la colonisation de la Colombie par les Espagnols vers 1500, on compte au moins cinq grandes périodes de conflits (voir frise politique du pays, page 36) :

- 1500-1550 : la conquête espagnole
- 1810-1830 : les guerres d'indépendance, marquées par de nombreux conflits entre provinces du pays
- 1899-1902 : la guerre des 1.000 jours, qui se solda par 100.000 morts et l'échec des libéraux qui tentaient de reprendre le pouvoir aux conservateurs
- 1946-1974 : La violencia, guerre civile la plus sanglante de l'histoire de la Colombie, fit plus de 300.000 morts.
- De 1980 jusqu'à aujourd'hui : conflits entre guérillas, paramilitaires et armée, sur fond de trafic de drogue

Sur les cinq principales périodes de conflits qui ont marqué l'histoire de la Colombie, quatre sont le fait de violence entre populations civiles, et ont pour origine des divergences politiques. Le conflit actuel, entre groupes armés et Etat colombien, est également marqué dans ces fondements par des divergences politiques (les guérillas revendiquent des idées marxistes alors que le gouvernement est partagé entre libéraux et conservateurs). A partir de ce bref historique, on peut s'apercevoir que les conflits qui touchent aujourd'hui la Colombie ne sont pas nouveaux, car les Colombiens sont habitués aux climats de guerres et de conflits.

Cependant, la crise politique que connaît la Colombie depuis le début des années 1980, prend en réalité ses racines dans les années 1960, avec la naissance des groupes armés. Au cours de la décennie 1970, l'apparition des cultures illicites dans les campagnes colombiennes va exacerber les conflits entre les groupes armés réfugiés dans les campagnes et l'Etat colombien qui condamne et poursuit ceux-ci. L'argent de la drogue va rapidement permettre aux groupes armés de s'imposer face aux militaires dans la plupart des zones rurales du pays. Entre la création des premiers groupes armés dans les années 1960 et la situation de conflits ouverts que connaît le pays aujourd'hui, on peut se demander quand la situation s'est dégradée et a laissé place à l'insaturation d'un rapport de force latent entre les deux partis belligérants.

La dégradation réelle des relations entre Etat colombien et guérillas a lieu au début des années 1980, alors que la production de drogues dans le pays est essentiellement contrôlée par les grands cartels urbains de la drogue. Ceux-ci contrôlent la plupart des zones de production de drogues dans les campagnes et en assurent la commercialisation vers les pays développés. Les activités de la drogue déstabilisent profondément le pays et les institutions, notamment avec le recours au terrorisme entre 1983 et 1993 par le cartel de Medellin. Le terrorisme a de nombreux impacts sur la vie politique (crise institutionnelle et particulièrement du pouvoir judiciaire, corruption administrative et dislocation des partis politiques) et sur les structures sociales (phénomène de "contre réforme agraire" avec le passage aux mains des narcotrafiquants de 4 millions d'hectares des meilleures terres agricoles, cocalisation de l'économie paysanne, accroissement de la violence...). Tous au long de ces profonds changements, entre 1970 et 1980, l'Etat n'est pas intervenu et s'est retrouvé à la fois dépassé par tous ces changements et discrédité aux yeux de la population, creusant ainsi l'écart entre la société et l'Etat (Pécault, 1999).

A partir des années 1980, l'Etat colombien se trouve dépassé par le poids des narcotrafiquants dans la vie politique et économique du pays. La réaction de l'Etat se traduit par une forte politique de répression, qui conduit au renforcement des groupes armés et à la territorialisation des conflits.

2. *Entre l'Etat et les guérillas : une territorialisation des conflits*

A l'origine de leurs créations, les guérillas se sont fondées en tant que foyers d'autodéfense paysans, c'est à dire "quelques centaines d'hommes qui cherchaient vainement à mettre les revendications agraires au service de la révolution" (Pécault, 1999). Les guérillas se sont renforcées rapidement grâce aux revenus importants générés d'une part, par les taxes prélevées sur les nouveaux pôles d'exploitation minière et d'autre part, par les revenus de la drogue. Grâce à leurs importantes ressources financières, les guérillas s'insèrent aisément dans une société rurale fragile, dont le poids démographique diminue au profit de la société urbaine (aujourd'hui, environ 73 % des colombiens vivent en ville).

A partir des années 1980, les guérillas commencent à asseoir leur pouvoir sur le territoire et à se disputer les zones d'influence entre groupes de guérillas et paramilitaires. A la fin des années 1980, le gouvernement colombien met en place une politique de répression forte à l'encontre du trafic de drogues. Les effets sont rapides et efficaces car en 1995, les grands cartels de la drogue sont démantelés et leurs principaux dirigeants arrêtés. Le démantèlement des principaux groupes de narcotrafiquants a conduit à l'apparition d'une myriade de narcotrafiquants indépendants, dispersés, très efficaces et non présents sur la scène politique.

Ce changement est fondamental pour comprendre les stratégies d'expansion des guérillas. La disparition des grands cartels et leur remplacement par de nombreuses petites structures plus indépendantes et discrètes, facilite le renforcement des guérillas sur les zones de production de drogues.

Par conséquent, la décennie 1990 est marquée par le développement vertigineux des guérillas et la mise en place d'une réelle stratégie économique, politique et militaire de la part des guérillas. D'après Echandilla Castilla (1999), les stratégies de développement mises en place par les guérillas au début des années 1980 se fondent sur trois pôles d'action :

- *Disperser les fronts d'actions :*

Depuis la démobilisation de l'ELP en 1990 suite à de nombreux échecs militaires essuyés contre les paramilitaires et les forces armées, les guérillas, essentiellement les FARC et l'ELN renforcent les anciens fronts dans les zones rurales et en créent de nouveaux. Les FARC décident de dédoubler leurs fronts, suite à leur septième conférence tenue en 1982, et l'ELN en fait autant en 1983. L'expansion territoriale des guérillas est rapide dans les années 1980, grâce aux revenus du trafic de drogues, et leur puissance d'action augmente fortement dans les années 1990, avec la disparition des grands cartels de la drogue. En 1999, les FARC étaient représentés par 62 fronts répartis en 7 blocs principaux, situés au nord d'une ligne tracée fictivement entre les pointes sud des départements d'Auraca et du Putumayo (voir carte 5 page 44). L'ELN est présent sur 33 fronts ruraux et 8 fronts régionaux, regroupés en 5 fronts.

- *Diversifier les sources de financements :*

Dans cette perspective de renforcement, et même de dédoublement des fronts guérilleros existant, les guérillas tentent de diversifier leurs sources de financement. Outre le commerce de la coca, principale source de revenus pour les FARC, ces derniers s'implantent dans les régions d'agriculture et d'élevage commercial (Uraba, Santander, Cesar, Meta, Caqueta, Magdalena moyen, Cordoba), ainsi que dans des zones d'exploitation minières et pétrolières (principale source de financement pour l'ELN) et les zones frontalières afin de développer les activités de contrebande. Ces nombreuses sources de revenus permettent de ne pas être dépendants des cours de la drogue, mais également de s'imposer dans d'autres départements que ceux producteurs de drogues. La recherche de zones économiquement dynamiques dans le but d'assurer leurs ressources financières, conduit les guérillas à s'investir de plus en plus vers les économies vitales et les zones urbaines.

- *Développer l'influence au niveau local :*

Le dédoublement des fronts et la diversification des sources de financements permettent aux guérillas de renforcer leur poids à l'échelle locale, par le contrôle militaire, juridique et politique de nombreuses zones. En effet, dans les zones rurales, les guérillas se substituent à la présence de l'Etat dans les fonctions administratives, juridiques et politiques. Ainsi, les populations locales peuvent en venir à réclamer la présence des guérillas, lorsqu'il n'y a aucune représentation de l'Etat.

L'analyse de l'évolution des stratégies de développement des guérillas met à jour une réelle organisation stratégique visant à une expansion territoriale. Depuis les années 1990, les conflits entre forces armées de l'Etat, paramilitaires et guérillas prennent une forte empreinte territoriale. De ce fait, les enjeux relèvent à présent, davantage de conflits pour l'expansion des fronts et la possession de zones économiquement dynamiques, que de la défense des intérêts des petits paysans. Ces différents conflits engendrent une perte de repères politiques et géographiques des populations vivant sur les fronts de conflits.

La territorialisation des conflits et la lutte pour le contrôle de certaines zones d'intérêts économiques se sont traduits, ces dernières années, par un regain important de violence. Les conflits ont aujourd'hui atteint leur paroxysme, et ne présagent d'aucune amélioration.

3. La situation actuelle, point culminant de la tension politique

Les informations véhiculées sur la Colombie sont, depuis quelques années, celles d'un pays en proie à une véritable guerre civile. Même si l'expression n'est pas employée pour caractériser les conflits que connaît le pays, la situation en est guère éloignée.

Pour asseoir leur pouvoir sur les campagnes, les guérillas et les paramilitaires s'imposent par une politique de terreur. Pour la seule année 2001, ce sont 3.685 décédés en raison des conflits entre les différents groupes armés et quelques 190.454 déplacés par la violence. En outre, de nombreux civils et hommes politiques sont régulièrement victimes d'enlèvements, de séquestrations, d'assassinats et d'attentats. Certains méfaits ont lieu dans les villes par des milices urbaines au service des groupes armés, mais la plupart des violences ont lieu dans les campagnes.

Il existe peu de zones exemptes de conflits dans le pays, les populations qui se déplacent vers les villes pour fuir la violence des campagnes sont de plus en plus nombreuses (on estime aujourd'hui à 1.500.000 personnes le nombre de déplacés dans le pays sur une population totale d'environ 36.000.000 millions d'habitants, soit plus de 4 % de la population colombienne, source : Pécault 1999). Ainsi, la ville de Bogota est chaque jour un peu plus submergée par les déplacés de la violence, qui se regroupent dans les quartiers les plus pauvres du Sud de la capitale. Comme ces populations n'ont plus aucunes ressources, ils vivent de la mendicité et de l'économie illicite, ce qui aggrave l'insécurité dans les villes. Globalement, les grandes villes sont les plus épargnées par les conflits, à l'exception de quelques enlèvements et assassinats ponctuels et ciblés, car les guérillas ne peuvent se mettre à découvert en raison de la présence des militaires en ville.

Les conflits entre les groupes armés sont de plus en plus violents et complexes en raison de la diversité des enjeux qui motivent les différents acteurs des violences. Néanmoins, plusieurs tentatives ont été menées pour mettre fin aux conflits qui paralysent véritablement le pays depuis plus de 20 ans.

B. Néanmoins, des alternatives aux conflits, tiraillées entre négociations et répression

Depuis le début des conflits entre guérillas et Etat colombien, le gouvernement a tenté à plusieurs reprises de négocier avec les guérillas pour éradiquer la violence et le trafic de drogue dans le pays. Ainsi, depuis une vingtaine d'années, les alternatives imaginées au conflit sont partagées entre négociations avec les guérillas et répression.

1. Analyse des cycles de négociations avec les guérillas

L'apparition des premières guérillas dans le pays a lieu au début des années 1960. Elles se sont ensuite affirmées idéologiquement, puis politiquement. Depuis les années 1980, les groupes armés ont acquis un poids politique, militaire et économique dans plus d'un dixième des municipes du pays.

Conscient du pouvoir croissant des guérillas dans le pays, le président Belisario Bettancourt (père d'Ingrid Bettancourt, candidate aux dernières élections présidentielles et enlevée par les FARC en 2001), a engagé dès 1984 les premiers processus de paix avec trois organisations de guérillas. Cette première tentative de paix échoue et se termine dans un bain de sang, suite à une prise d'otage par le groupe guerilleros M19.

En 1986, le libéral Virgilio Barco tente de mener un processus de paix, qui visait à faire déposer les armes aux groupes guérilleros et à les réintégrer dans la vie politique et économique du pays. Cependant, en choisissant l'armée comme intermédiaire dans les pourparlers, il essuit également un échec.

Le président Ernesto Samper, élu en 1991, est accusé d'avoir financé sa campagne avec l'argent de la drogue et d'avoir négocié son éléction avec les groupes guerilleros.

Ainsi, de nombreuses négociations sont entreprises pour éradiquer les conflits dans le pays, cependant aucune n'est parvenue à instaurer un cessez le feu durable. Le cas de négociations le plus intéressant et symptomatique des difficultés liées aux négociations, est le processus de paix mené par A. Pastrana, président entre 1998 et 2002. Andrés Pastrana est élu en 1998, en grande partie pour sa volonté de mettre rapidement en place un processus de paix avec les groupes armés. Ainsi, début 1998, Pastrana entame les premières négociations avec les FARC et l'ELN, en accordant aux FARC la démilitarisation de cinq zones, jusqu'à présent aux mains des militaires, dans le but de créer immédiatement un climat de confiance. Un an après le début des pourparlers, la désillusion est complète : les négociations à proprement parler n'ont pas commencé, la situation de conflits ne fait que se dégrader, si bien que les guérillas et les paramilitaires se disputent des régions entières. Du reste, le pays connaît dans le même temps une crise économique sans précédent depuis 1930.

D'après l'analyse de D. Pécault, l'échec des négociations menées par A. Pastrana, mais qui est également valable pour les tentatives de négociations antérieures, peut s'expliquer en ces quelques points :

- Dans les pourparlers, Pastrana n'a pas tenu compte des leçons du passé, c'est à dire des difficultés et des échecs des autres tentatives de négociations menées auparavant. Ainsi, accorder aux FARC la démilitarisation de cinq municipes, soit une surface de 42.000 Km² entre les départements de Cauca et de Huila (voir carte 1 page 6), semble être une erreur stratégique grave, déjà commise sous le gouvernement Bettancourt.
- Les guerillas et le gouvernement ont une relation au temps très différente. Alors que le gouvernement souhaite régler l'ensemble des problèmes en une durée maximum de quatre ans (durée d'un mandat présidentiel en Colombie), les guérillas jouent de cet aspect pour obtenir ce qu'elles veulent. Les FARC et l'ELN existent depuis plus de 40 ans et savent par conséquent user de la durée aussi bien dans la guerre que dans les négociations.
- La multiplicité des acteurs concernés par les négociations freinent, voire bloquent les processus de paix, car il est difficile de consulter l'ensemble des acteurs et encore plus de tenir compte de leurs revendications. Les négociations menées par Pastrana se sont soldées par un échec entre autres parce qu'il n'a pas consulté les paramilitaires et les

militaires durant les négociations. Ainsi, ces deux groupes ont favorisé la mise en échec du processus de paix. Il ne s'agit pas uniquement d'une affaire entre l'Etat et les guérillas, mais la mise en place d'une situation de paix concernant aussi les paramilitaires, l'armée colombienne, et les Etats-Unis qui soutiennent une action armée. Etant donné la multiplicité d'acteurs concernés, les négociations semblent difficiles à mener à terme.

- Enfin, on peut s'interroger sur les réelles motivations des guérillas, car elles sont largement responsables des complications et des contre-temps survenus au cours des négociations. On peut donc légitimement se demander s'ils ne sont pas davantage attirés par la volonté de contrôler les zones économiquement dynamiques du pays (activités minières et production de drogues) et d'obtenir la reconnaissance politique, plutôt que par la mise en place de profondes réformes sociales qui serviraient le pays. Tout laisse à penser que la stratégie des guérillas vise à transformer leur énorme pouvoir militaire et financier en un pouvoir légitime tout aussi important.

L'ensemble de ces facteurs expliquent en grande partie l'échec des négociations, menées aussi bien par Pastrana entre 1998 et début 2002, que par les autres présidents auparavant. L'intervention de la communauté internationale dans le processus de paix, a conduit à l'abandon des négociations en mars 2002.

Avec l'abandon des négociations de paix début 2002, le gouvernement s'est réorienté vers une logique de répression pour résoudre le problème des groupes armés. Cette évolution illustre bien le recours ambivalent à une volonté de négociations pacifique, doublée d'une intervention armée contre les guérillas.

2. Vers une politique de répression

Lors des négociations menées par Pastrana, les FARC déclaraient eux-mêmes ne pas souhaiter déposer les armes durant les négociations. Au demeurant, il semblerait difficile d'imposer à tous les partis belligérants un cessez-le-feu sans garanties. Il est intéressant de voir que dans le processus de paix développé par le gouvernement Pastrana, la solution négociée au conflit et la lutte contre le narcotrafic représentaient deux volets bien distincts d'action. Or, il est prouvé que les guérillas sont largement impliquées dans la production, la transformation et la commercialisation de drogues dans le pays. Par conséquent, toute la politique de lutte contre le narcotrafic s'adresse en grande partie aux guérillas ; d'une part le gouvernement cherche une solution négociée et pacifique au conflit, et d'autre part il réprime violemment le trafic de stupéfiants (fumigation des cultures, destruction de laboratoires et de pistes d'aviation clandestins).

La double action de négociations et de répression à l'encontre des guérillas est un trait caractéristique des conflits et de leurs alternatives possibles. Après avoir tenté en vain pendant quatre ans de trouver une solution négociée au conflit, le président Pastrana a cédé sa place à Alvaro Uribe en juin 2002, connu pour sa volonté de recourir à une action armée. En effet, depuis sa prise de fonction, ce dernier a déjà mis en place toute une logistique pour lutter militairement contre les guérillas : création d'une milice civile de 1.000.000 d'hommes dans les campagnes et les villes pour se défendre face aux raids guerilleros, renforcement des effectifs militaires ...

D'une volonté de solution négociée, légitimée par le peuple, l'action pour résoudre les conflits est passée à une politique de pure répression par le biais d'une lutte armée, votée par

les Colombiens. Il est important de stipuler que le président Uribe a été élu avec une forte avance sur les autres candidats (élu dès le premier tour des élections avec plus de 50 % des voix). Par conséquent, le peuple colombien a voté successivement pour une solution pacifique et négociée, puis quatre ans plus tard, pour une solution armée radicale. Cette évolution traduit le découragement général de la population, qui n'a pu que constater l'échec des dernières négociations malgré tous les efforts fournis par le gouvernement, et qui ne voit comme solution que le recours à une intervention armée contre les guérillas. Les méthodes radicales d'Uribe semblent inquiéter les guérillas puisque depuis le début de l'année 2002, il a déjà été victime de 14 tentatives d'attentat très probablement perpétrés par les guerilleros.

Un autre problème de taille apparaît dans la résolution des conflits. En effet, si le gouvernement s'attache à affaiblir les guérillas, afin de se trouver en position de force pour négocier, ce qui serait la situation inverse de celles connues jusqu'à présent. Il n'en reste pas moins la question du devenir des groupes paramilitaires. Nous avons vu précédemment que les paramilitaires ou A.U.C. (Autodéfenses Unies de Colombie), constituaient une force d'environ 8.000 hommes, disséminés en plusieurs fronts locaux à travers le pays. Les paramilitaires luttent contre l'expansion des groupes guérilleros, et financent leurs activités par les mêmes moyens que les guérillas (taxes illégales aux entreprises, production et commerce de drogues...). Dans le contexte d'absence de représentation militaire de l'Etat dans les zones contrôlées par les guérillas, les paramilitaires ont joué un rôle essentiel pour limiter leurs poids. Les paramilitaires ont notamment considérablement affaibli l'ELN.

Si les groupes guérillas acceptaient de négocier et de se dissoudre, on peut se demander ce qu'il adviendrait des paramilitaires. Selon ces derniers, ils assurent qu'ils se sépareraient à leur tour et n'auraient plus de raisons d'exister. Néanmoins, cette éventualité semble peu probable en raison des activités économiques qu'entretiennent les paramilitaires, aucune reconversion dans des activités licites ne pourrait assurer de tels revenus financiers. Par conséquent, la question reste en suspens, mais il est probable que dans l'éventualité d'une dissolution des groupes de guérillas, le statut et la reconversion des paramilitaires risquent d'être très problématiques.

Dans un contexte d'aggravement des conflits dans le pays, les solutions imaginées semblent de plus en plus orientées vers une répression radicale à l'encontre des guérillas. Quelles sont donc les perspectives d'évolution aussi bien à l'échelle locale qu'internationale et quels sont les enjeux stratégiques liés à l'évolution de la situation ?

C. Les perspectives d'évolution à différentes échelles et enjeux stratégiques

Bien que les difficultés de la Colombie se soient de plus en plus focalisées sur les conflits entre groupes armés et gouvernement, les questions des cultures illicites et du développement alternatif restent essentielles et présentent une multitude d'enjeux.

1. Quelles évolutions à l'échelle locale : le développement économique des zones de conflits... ou un développement des régions "saines" à l'échelle régionale

Le développement alternatif à la production de coca et de pavot dans les campagnes colombiennes est un élément essentiel dans l'évolution de l'agriculture colombienne. Il existe deux stratégies de développement des cultures licites qui ont chacune un impact géographique différent.

La première alternative consiste à apporter un développement social, économique et politique des zones actuelles de conflits. Concrètement, ceci se traduit par la construction d'infrastructures de transport, la sécurisation des zones de conflits et la mise en place de militaires pour surveiller, ce qui devrait permettre de créer un cadre favorable au développement des cultures licites. Enfin, dans ce cadre, la substitution de l'agriculture illicite par des cultures vivrières rentables pourrait être possible en intervenant sur divers lieux ponctuels de développement. Du reste, cette alternative de développement demande un investissement financier, matériel et humain considérable ; les premiers essais de ce type d'intervention menés dans le département du Putumayo en ont révélé les difficultés de mise en place.

La seconde alternative, qui apparaît la plus probable et la plus réaliste, serait la création de bassins d'emploi attractifs à l'échelle régionale. En effet, il apparaît plus simple d'appuyer le développement d'une zone agricole déjà dynamique et située en retrait des zones de conflits, que de subventionner des projets dans les zones en crise où l'intervention des techniciens est aléatoire et risquée. Cette stratégie serait plus facile à mettre en place que la première évoquée. Par ailleurs, le développement des cultures de la palme africaine dans le département du Putumayo, à partir d'exploitations déjà existantes et dynamiques, relève de cette alternative et apparaît satisfaisante.

En somme, il s'agit de trancher entre un développement ponctuel et localisé dans les zones en proie aux conflits, en tenant compte des nombreuses difficultés et du fort investissement que cela implique, ou de concentrer les efforts sur les zones moins touchées par les conflits et potentiellement dynamiques. L'appui à ces zones devraient permettre de créer des bassins d'emplois dynamiques et attractifs pour les paysans.

La même problématique se pose pour le développement des cultures de substitution dans le pays. L'étude réalisée sur ce sujet (Pouzoulic, 2002) a mis à jour cette interrogation : faut-il appuyer les cultures de substitution déjà dynamiques et sécurisées au détriment des autres, pour en faire des exemples moteurs, ou est-il préférable d'assurer un développement homogène ? Il est apparu que les deux stratégies étaient appliquées, d'une part le gouvernement appuie le développement des cultures de subsistance pour assurer la sécurité alimentaire dans les zones de conflits, d'autre part, les cultures de substitution les plus dynamiques sont situées dans les régions en périphérie des conflits.

Le même schéma est appliqué pour le développement et le renforcement des infrastructures étatiques dans les zones de conflits, à savoir, une aide d'urgence et basique accordée aux zones les plus critiques, et un développement plus conséquent sur le long terme mis en oeuvre dans les régions périphériques de conflits.

Actuellement cette double stratégie, est accompagnée d'une lutte répressive contre les guérillas afin d'éradiquer à terme les problèmes de violence dans les campagnes, ce qui permettrait d'apporter une aide géographiquement homogène.

Les efforts pour lutter contre le trafic de drogues et contre la violence sont assez limités par la capacité d'action et les moyens matériels dont dispose le pays, face aux puissants groupes de guérillas. Par conséquent, la Colombie est largement tributaire de l'aide internationale et doit compter avec la diversité d'enjeux des différents acteurs.

2. La politique Nationale et l'emprise internationale

Face à l'ampleur du conflit qui touche le pays, l'Etat Colombien affiche une politique relativement forte pour sortir des conflits. Etant donné la nature et la puissance des groupes belligérants (puissance militaire et financière très importante des guérillas), le pays doit nécessairement recourir à une aide internationale. En outre, le conflit touche plusieurs aspects : politiques, économiques et sociaux, qu'il convient de traiter dans leur globalité. C'est la finalité du Plan Colombia, qui vise à intervenir dans ces différents domaines par le biais de quatre pôles (voir schéma récapitulatif, page 59) :

- Négociations avec les groupes armés
- Intervention armée contre le narcotrafic
- Appui économique et social aux zones critiques
- Renforcement des institutions étatiques et développement social

L'intervention dans ces quatre domaines nécessite un budget important de financement, que le pays ne peut assurer à lui tout seul. Par conséquent, le gouvernement de Pastrana a fait appel aux Etats-Unis pour mettre en place le Plan Colombia.

Venu demander de l'aide à M. Clinton en 1998, pour le développement humanitaire, ce dernier retourna à Pastrana : "je ne peux pas vous aider sur ce point. Tout ce que je peux obtenir du congrès pour vous, ce sont des armes et des équipements militaires"(source : Rolling Stone, New York, août 2002). C'est précisément une aide de cette nature, que les américains ont proposé à la Colombie, puisque sur les 860 millions de dollars d'aide américaine, plus des trois-quarts ont été affectés à des moyens répressifs (équipement et entraînement des militaires et des policiers). De fait, la participation financière et matérielle des Etats-Unis implique un droit de regard et de décision sur les dépenses du processus de paix. De même, en tant que principal pays étranger à participer au Plan Colombia, les Etats-Unis ont un poids très important dans les décisions stratégiques. Ainsi, le recours à la fumigation aérienne pour lutter contre les petites exploitations illicites va très probablement avoir lieu sous la pression des Américains. Il est à noter que le matériel de fumigation est fourni par ces derniers (hélicoptères, avions et herbicides).

Le recours nécessaire à la participation internationale, pour assumer financièrement un projet exigeant dans ses objectifs, réduit donc la marge de manoeuvre de la Colombie dans l'application du plan de paix, dont elle est à l'origine. La répression croissante envers les guérillas ainsi que la production et le trafic de drogues témoignent de cet aspect. Néanmoins, le nouveau président colombien entend renforcer la politique de répression envers les guérillas et le trafic de stupéfiants, ce qui le rapproche davantage des moyens d'actions proposés par les Etats-Unis.

Au cours de ces dernières années, le problème de la production de drogues en Colombie s'est fortement orienté, sur les conflits générés par les groupes armés. Bien que ces phénomènes soient liés, ils ne permettent pas de résumer le problème. Dans cette perspective d'analyse, le rôle décisionnel des paysans producteurs semble être mineur, aux yeux des acteurs internationaux.

D. Et les petits paysans ?

Le petit paysan producteur de coca ou de pavot ne joue qu'un rôle très limité dans les réseaux de la drogue et dans l'existence des conflits, ainsi, il apparaît davantage comme un bouc émissaire que comme un acteur indispensable dans l'évolution de la situation.

1. Le paysan producteur : un bouc émissaire ?

Les petits producteurs représentent une part non négligeable dans les quantités de drogues produites en Colombie. De surcroît, leurs rôles dans la transformation des feuilles de coca en pâte base tendent à s'accroître, car les narcotraficants encouragent à réaliser cette première transformation. Alors que la production de coca est un trait culturel dans les autres pays andins producteurs (Pérou et Bolivie), la Colombie produit pour la transformation et la vente sous forme de drogue dure, à l'exception de quelques groupes d'indigènes de la région amazonienne.

Par conséquent, les producteurs sont montrés du doigt et accusés de produire à des fins purement commerciales. De plus, sachant qu'il est difficile de distinguer les petits producteurs des grands, ils sont généralement associés les uns aux autres. Jusqu'à présent, la distinction était faite par le gouvernement colombien, concernant le recours à l'éradication des cultures illicites. Mais, avec la logique de répression, on peut penser que la fumigation aérienne va bientôt toucher l'ensemble des cultures de coca et de pavot, du moins c'est ce que laissent entendre certains techniciens du Plante aux vues des derniers échecs des éradications volontaires. Le recours à l'éradication manuelle semble fortement compromis, ce qui impliquerait, selon les modèles présentés à ce jour, le recours à une fumigation massive de l'ensemble des cultures illicites dans le pays. Une fois les cultures éradiquées, une aide devrait être apportée aux petits paysans souhaitant reconstruire leur agriculture. Néanmoins, il est difficile de relancer une économie de subsistance après avoir tout perdu et subi un si grand traumatisme. Une telle action achèverait de faire perdre tout crédit de l'Etat auprès des populations locales.

Les grandes décisions sur les moyens de répression pour éradiquer les cultures illicites sont lourdes de conséquences pour les petits producteurs, car c'est l'ensemble de leur système productif dont il s'agit. Or, ces enjeux décisionnels dépassent complètement le cadre local, et les paysans sont rarement consultés pour imaginer des solutions alternatives intégrées à la production de drogues. Ce sont donc les principaux acteurs du Plan Colombia (gouvernement colombien, Nations Unies, Etats-Unis...) qui décident des orientations politiques à prendre, en vue d'améliorer les situations. Ces mêmes instances internationales conçoivent le problème de la violence et des cultures illicites avec des considérations, davantage économique et stratégique.

Généralement, le trafic de stupéfiants est perçu comme un problème que l'on doit traiter par la base, c'est à dire en interdisant et en éradiquant toute production, sans intervenir sur l'autre côté de la filière : la consommation. Or, les Etats-Unis représentent le plus gros marché de consommation de cocaïne au monde, avec 46 % de la consommation mondiale (source DNP, 2002), et l'on a pu voir que tant qu'il existe un marché de consommation, la production s'adapte à ce marché. Ainsi, malgré les efforts d'éradication en Bolivie et Pérou, les cultures illicites existent encore, car il existe toujours une demande des consommateurs. Selon cette idée, il apparaît vain de s'attaquer à la production de drogues si la consommation n'est pas contrôlée. Tout au mieux, une politique répressive très importante permettrait l'éradication des cultures du pays, et conduirait au déplacement des cultures vers un pays proche connaissant un certain laxisme étatique.

Cette divergence de point de vue et d'enjeux permet de comprendre les mesures décidées par les différents acteurs, qui ont une influence sur les décisions politiques du pays. L'ensemble des petits paysans ne semble pas être un acteur de poids dans l'évolution de la production de drogue et des conflits. Pourtant, il semble que se soient eux les plus concernés et à même d'apporter des solutions participatives et efficaces.

2. Un acteur pourtant essentiel pour l'évolution de la situation

Depuis de nombreuses années, les paysans producteurs de coca et de pavot réclament que le gouvernement prenne des mesures pour apporter une solution à leurs problèmes de production de drogues. Ces problèmes et besoins sont identifiés à l'échelle locale par les populations et revendiqués auprès du gouvernement. Ce dernier reste généralement sourd à leurs appels, préférant traiter le problème de la production de drogues à une échelle globale et nationale.

Un recours massif à la répression, comme le prône certains acteurs institutionnels, ne résoudrait que partiellement les problèmes économiques et sociaux qui conduisent les paysans à cultiver la coca et le pavot. Cependant, les problèmes ne sont pas tous identiques sur l'ensemble du territoire, ce qui nécessite des solutions locales adaptées à des zones géographiques restreintes.

D'après les diverses expériences menées au Pérou et en Bolivie, les cultures de coca ont pu être éradiquées au prix de gros efforts de la part du gouvernement et des populations. Au Pérou, le gouvernement de Fujimori est même parvenu à faire tomber le sentier lumineux (principal groupe de guérillas d'extrême gauche dont les méthodes de financements par la drogue et d'imposition par la terreur étaient très proches des guérillas colombiennes). Aujourd'hui les surfaces de coca cultivées dans le pays sont relativement faibles.

De même, la Bolivie est souvent citée comme exemple d'éradication réussie. En 1970, la Bolivie était le second producteur de coca au monde, tandis qu'elle n'est maintenant qu'un producteur marginal avec 6.000 Ha cultivés, auxquels s'ajoutent 12.000 Ha destinés à la consommation personnelle des indiens et qui sont autorisés par la loi. L'éradication des champs de coca a été réalisée manuellement par l'armée. Cependant, ce succès reste précaire car si les cultures illicites ont disparues, les 30.000 familles qui vivaient de la coca peinent à survivre dans une économie en récession. Les révoltes de cocalers (producteurs de coca) se multiplient, notamment dans la région du Chapare, où elles sont souvent violemment réprimées par l'armée. Ainsi, même les exemples d'éradication, telle que la Bolivie, considérés comme un succès par les Etats-Unis et les Nations-Unis, connaissent de nombreuses difficultés à mettre en place un système de culture de substitution viable et durable.

On peut espérer que la Colombie connaîtra la mise en place d'un système de culture de substitution à la coca et au pavot plus efficace que ceux mis en place en Bolivie et au Pérou. Cependant, pour être viables, les cultures de substitution doivent être soutenues, au moins dans un premier temps, par : une politique de soutien à la filière, le développement des réseaux de commercialisation fiables, un soutien aux prix d'achat pour stabiliser les productions... autant de points qui sont sujets à discussion et discordes entre les différents décideurs nationaux et internationaux.

Une alternative intéressante apparaît donc dans les projets menés ex-nihilo par les petits producteurs eux-mêmes. Ainsi, un groupe d'indiens producteurs de coca a présenté un projet de commercialisation de coca sous diverses formes (tisanes, granulés, lotions ...) dans le but d'obtenir une autorisation légale et limitée de la part du gouvernement pour produire la coca.

Ce projet, présenté par une association d'indiens du Putumayo, s'est mis en place suite aux échecs successifs de l'éradication dans cette zone. Selon eux, la commercialisation de coca sous sa forme primaire (avant transformation en pâte base) et la transformation en tisanes (voir annexe 2 : projet de boîte d'emballage pour le conditionnement des tisanes) est une opération peu coûteuse et qui peut s'avérer rapidement rentable dans la perspective d'une commercialisation sur les marchés régionaux, nationaux et à terme internationaux. Le produit pourrait séduire les marchés occidentaux pour ses propriétés thérapeutiques (calme la douleur, atténue la sensation de fatigue et de faim), et pour son « authenticité », c'est à dire le fait qu'il soit produit par des indiens traditionnels de la forêt amazonienne comme alternative à la production de drogue dure.

Il existe relativement peu de projets de cette nature, initiés par les producteurs de coca eux-mêmes en tant qu'alternative à la production de drogues. Le biostevia est un produit qui s'inscrit également dans cette catégorie (voir annexe 4). Néanmoins, un des problèmes majeurs réside dans la recherche de partenaires commerciaux pour assurer une distribution sûre et régulière des produits. Les difficultés rencontrées dans ce domaine représentent un obstacle important au développement de tels projets. La plupart du temps, les partenaires commerciaux sont difficiles à trouver, car ces derniers ne veulent pas trop s'engager dans des productions à risque (proximité des conflits, irrégularité des transports ...).

Malgré le peu de projets développés à ce jour, on peut considérer que ce sont tout de même les plus porteurs pour amorcer une amélioration des conditions de conflits et éradiquer les cultures illicites, ceci pour diverses raisons :

- La volonté et l'implication des paysans pour éradiquer les cultures illicites et les remplacer par des cultures rentables conduit à l'éradication rapide et volontaire de la coca et du pavot dans les campagnes et la mise en place de cultures vivrières et commerciales économiquement rentables. La mise en place de telles cultures devraient éloigner les guérillas qui sont davantage intéressées par les revenus de la drogue que par ceux des productions agricoles vivrières moins rentables et mieux intégrés aux marchés économiques.
- La recherche de partenaires commerciaux, en faisant appel à l'Etat et aux entreprises privées, favorise l'introduction de la présence de l'Etat et de ses institutions dans les zones de conflits, et contribue ainsi au recul des guérillas.
- La constitution de projets de développement alternatifs clairs dans ses différents aspects (définition de statuts fonciers, structures de production, approvisionnement d'intrants, réseaux de commercialisation ...) permettant une réappropriation par la communauté paysanne des terres agricoles jusqu'alors destinées à la production de coca et de pavot. En outre, la définition de statuts fonciers juridiquement clairs permettrait un assainissement des conditions de production et un sentiment de propriété et de responsabilité des paysans, par rapport à leurs terres et de fait, à leurs productions.

Les perspectives de développement, déjà observées à une micro-échelle peuvent évoluer rapidement. Ceci appuie l'idée d'une solution possible au problème complexe des conflits et de la production de drogues, par les projets initiés et conduits par les producteurs eux-mêmes. En effet, dans la complexité de la situation politique et les divergences d'enjeux qui freinent les négociations, on peut se demander si les populations locales ne sont pas les plus aptes à initier des changements profonds dans l'activité agricole et les zones rurales.

CONCLUSION

Le développement spectaculaire de la production de stupéfiants en Colombie durant ces vingt dernières années semble à la fois tenir du mythe et de la réalité. En effet, il existe le mythe d'un phénomène de production de drogues, contrôlé par quelques groupes financièrement et militairement puissants, qui s'imposent par la terreur. Dans cette optique, le problème des productions illicites en Colombie relève d'une série de phénomènes logiques qui agissent de cause à effet :

- à la base, la production de drogues est impulsée et contrôlée par les narco-trafiquants
- ces derniers s'imposent dans la vie politique et économique par leurs pouvoirs militaire et financier
- l'ensemble des conflits que connaît le pays découle de ses deux aspects et de leurs conséquences sociales.

Si cette vision part de constats réels, elle est cependant très approximative et restreinte, puisque les cultures illicites s'inscrivent dans un cadre véritablement complexe, dans le sens où plusieurs éléments essentiels interagissent les uns sur les autres. A partir de ce constat, le problème apparaît dans toute son ampleur. L'extension spectaculaire des productions de drogues en Colombie, depuis vingt ans, repose sur un ensemble de phénomènes de natures structurelle et conjoncturelle.

En premier lieu, la fragilité structurelle réside dans la tendance conflictuelle inhérente à la vie politique du pays. La Colombie semble accoutumée aux conflits qui minent sa vie civile depuis plusieurs siècles. La période de la violencia a particulièrement exacerbé la violence entre partis politiques, et aggravé progressivement la situation sociale des petits paysans (notamment par l'exclusion d'une réforme foncière, pourtant indispensable, en raison des clivages politiques incessants qui ne permettent pas de mener une politique durable, et les migrations forcées des petits paysans pour fuir la violence des conflits). Les populations chassées par la violencia se sont réfugiées dans des zones isolées et relativement pauvres en ressources naturelles. Ainsi, ce contexte social permet de comprendre les raisons pour lesquelles les migrants sont prêts à tout pour monter rapidement leur propre exploitation, et trouver des repères économiques et sociaux.

Les cultures de coca et de pavot existent depuis fort longtemps en Colombie, puisque les premières civilisations précolombiennes les cultivaient déjà. L'introduction dans les années 1960, de nouvelles variétés de coca plus concentrées en alcaloïde, appuyée par la démarche dynamique des narcotrafiquants, engendre le développement rapide de la coca dans les campagnes colombiennes.

Parallèlement, les grands marchés de consommation de drogues dures commencent à s'affirmer dans les pays occidentaux, notamment par la révolution culturelle de la fin des années 1960 et suite à la guerre du Vietnam qui a engendré la dépendance aux drogues (principalement l'opium, dérivé du pavot), chez de nombreux militaires Américains. La forte demande des marchés de consommation dans les pays développés dynamise le marché de production dans les pays andins. De surcroît, l'absence de contrôle de l'Etat dans les zones de production et de transformation de la drogue laisse le champ libre à l'extension rapide des cultures.

Au début des années 1960, les premiers groupes de guérillas apparaissent dans les campagnes, constitués par des paysans armés en réaction à la répression et à l'exclusion des petits paysans sans terres. Leurs premières revendications touchent la réforme foncière, l'aide

financière aux petites exploitations agricoles... A l'instar d'autres guérillas marxistes d'Amérique du Sud à cette époque, les guérillas espèrent accéder au pouvoir par les armes et concrétiser ainsi leurs idéaux politiques.

Les années 1980 marquent un tournant dans la situation politique du pays, car le gouvernement qui a, jusqu'à présent, mené une politique laxiste envers les groupes rebelles et le développement des cultures illicites, commence à intervenir par une action de répression militaire. Ce revirement politique engendre un durcissement des positions de la part des deux partis, ce qui conforte les guérillas dans leur mission protectrice envers les paysans opprimés.

Pour faire face aux répressions croissantes de l'Etat, les guérillas multiplient leurs fronts d'action et cherchent à diversifier leurs sources de financements. Les années 1980 sont ainsi marquées par la participation active des guérillas dans la production et le trafic de drogues. Cette manne financière permet l'enrichissement et le développement rapide des groupes armés, ce qui engendre une véritable lutte pour le contrôle des territoires stratégiques dans le pays.

Dans le même temps, la création des groupes d'autodéfense ou paramilitaires s'ajoute comme un nouvel acteur au jeu déjà complexe du conflit colombien. La situation est alors la suivante : les guérillas luttent entre elles pour le contrôle des territoires stratégiques, alors que les paramilitaires cherchent à les éliminer et enfin les forces militaires de l'Etat tentent de supprimer les guérillas, tout en appréciant implicitement l'aide des paramilitaires. Cette diversité de parties belligérantes se traduit par une recrudescence des conflits armés, qui se matérialise par une véritable stratégie de développement territorial, pour le contrôle des zones d'intérêt économique. Cette évolution marque la dérive de l'idéologie des conflits, qui passe de la revendication d'une réforme sociale à la recherche du contrôle des zones offrant un intérêt financier aux guérillas.

A l'origine, la recherche de financements de la part des guérillas était effectuée dans le but de réaliser la concrétisation d'idéaux politiques et sociaux. Néanmoins, il semble qu'aujourd'hui, les dernières guérillas marxistes encore vraiment actives en Amérique Latine, aient évolué du point de vue de leurs finalités idéologiques. Si la base des revendications des guérillas est de nature sociale, leurs intérêts réels sont aujourd'hui davantage de nature économique par la recherche de profits. L'échec de la politique de négociation, menée par le président Pastrana, a révélé aux yeux de la population le peu de volonté des guérillas pour parvenir à une situation de paix. On peut penser que cet échec est en partie dû au décalage existant entre les revendications publiques des guérillas et leurs intérêts réels. Sur la base de ce décalage, les guérillas ont tout intérêt à maintenir une situation de statu-quo dans leurs relations conflictuelles avec le gouvernement, qui leur permet de se développer. Face à ce développement, le renforcement de la répression conduit au recours à la guérilla, dans le sens originel du terme (guerre de harcèlement menée par des groupes clandestins).

L'intervention récente de puissants acteurs internationaux dans la résolution des conflits (principalement Etats-Unis et Nations-Unies), marque, dans une certaine mesure, une internationalisation des conflits. Le regard international contribue à condamner les guérillas, ainsi que leurs pratiques d'actions et de financements, et tend à exclure ces dernières de la participation politique dans le pays. Cette idée corrobore le fait que les guérillas dérivent vers une situation conflictuelle irréversible, ce qui les éloigne de leurs idéaux et les renforcent dans leur isolement. En retour, les guérillas répliquent par le recours à une politique de violence (attentats, enlèvements...). A ce stade du conflit et aux yeux de la communauté internationale, le problème de la production de drogues est largement assimilé à un problème de conflits politiques.

L'Etat colombien, appuyé par les groupes de pression internationaux, joue alors entre négociations et répressions pour trouver une solution aux conflits. Les dernières négociations avec le président Pastrana ont prouvé la supériorité stratégique des guérillas (principalement des FARC), qui ont joué du temps contre l'Etat, sachant que ce dernier avait des délais précis à tenir envers ses partenaires, sur l'avancée des négociations. L'échec des négociations, permet de justifier politiquement le recours à la force et la militarisation du conflit amorcée par le nouveau président colombien.

En début d'année 2002, le bilan de la situation des cultures illicites et des conflits était le suivant :

- La situation de conflit est à son paroxysme, et la rupture du processus de paix en mars 2002 a exacerbé les violences. En outre, la reprise des négociations semble fortement compromise et difficile en raison de la divergence d'enjeux entre acteurs décisionnels.
- Malgré le recours à une fumigation massive à l'encontre des grands producteurs, et qui touche de plus en plus les petites productions de subsistance, les cultures illicites progressent. Ainsi, les fumigations n'ont qu'une efficacité très relative en comparaison des traumatismes économiques et sociaux que ces méthodes engendrent sur l'économie licite. L'éradication manuelle semble être une bonne solution pour éradiquer les cultures illicites, néanmoins la pression internationale est tellement forte que cette méthode risque d'être condamnée avant même d'avoir pu faire ses preuves faute de pouvoir justifier de résultats rapides.

Sur ce postulat, tout porte à croire que la Colombie se dirige vers une militarisation des conflits et le recours à une fumigation massive concernant toutes les productions illicites. Le problème de la production des cultures illicites est de plus en plus traité avec les mêmes moyens que la lutte contre les groupes rebelles. La proximité des deux phénomènes tend à les associer. Or, le problème est plus complexe qu'il n'y paraît et il ne peut être résolu dans son ensemble par un recours massif à la répression. D'une part, les guérillas sont profondément enracinées dans le monde rural, et d'autre part, le problème des cultures illicites doit être analysé en tant que production précaire pour beaucoup de paysans, et qui font que répondre à une forte demande des marchés de consommation. Dans ce contexte, le gouvernement colombien propose des alternatives intéressantes dans le domaine d'intervention de l'éradication et du développement alternatif, à l'instar des pactes d'éradication manuelle menés dans le Putumayo, mais son manque de capacité d'intervention le rend dépendant du veto des pays soutiens.

Une solution idéale aux problèmes complexes de la Colombie ne semble pas exister, plusieurs moyens d'intervention ont déjà été essayés en vain : solution négociée au conflit, répression radicale à l'encontre des guérillas et de leurs principaux moyens de subventions que représentent la production et le trafic de drogues, développement alternatif... Les solutions à un problème complexe, vieux de plus de 30 ans, ne peuvent être que progressives et au prix de concessions. Cette vision ne semble pourtant pas admise par les partenaires institutionnels de la Colombie. En outre, il existe un réel problème de mise en place de programmes locaux, adaptés aux besoins très divers des petits producteurs, et dont le développement nécessite un travail long et contraignant, en raison des conflits qui caractérisent ces zones.

Les solutions aux conflits politiques et au trafic de drogues ne semblent pas être apportées par la classe politique dirigeante, notamment en raison des difficultés liées aux négociations entre les partis belligérants. Selon ce constat, comment la Colombie peut-elle mettre en œuvre un processus d'évolution dynamique et volontaire pour réduire la production de drogue et développer une économie alternative ?

D'après les expériences du Pérou et de la Bolivie, mais également des velléités d'amélioration émanant de la Colombie, il semblerait qu'une évolution soit facilitée, lorsqu'elle est appuyée, voire impulsée par les populations locales. Au Pérou, l'éradication de la coca et la lutte contre les guérilleros du sentier lumineux ont été possibles grâce à la participation de la population et l'action répressive du gouvernement. Néanmoins, si l'étape de l'éradication a été réussie, celle de la reconversion de l'agriculture illicite est beaucoup plus problématique. Les exemples du Pérou et de la Bolivie, en matière d'éradication des problèmes de drogues et de violence, témoignent de plusieurs aspects :

- L'éradication des cultures illicites et des problèmes de violence sont des processus lents et difficiles, ... mais réalisables.
- Pour être efficaces, les programmes d'éradication et de développement alternatif doivent être appuyés par les populations locales.
- Les aspects sociaux du développement et la mise en place d'une agriculture de substitution sont des aspects qui doivent être prioritaires et non secondaires, voire négligés, comme au Pérou et en Bolivie.

Ces considérations incitent à se pencher sur les projets productifs et sociaux développés à l'initiative des populations locales car ces projets apparaissent comme les plus prometteurs d'une évolution et les plus proches des attentes des petits producteurs. En effet, quelques micro-projets observés à l'échelle locale des campagnes colombiennes, se traduisent par une certaine dynamique sociale d'évolution et un investissement particulier de la part des producteurs.

La mise en place de projets productifs par les paysans et la définition selon des termes clairs, des aspects fonciers et les réseaux de production et de commercialisation, se traduisent par une logique d'appropriation sociale et agricole des terres, jusqu'à présent exploitées uniquement à des fins commerciales pour la production de coca et de pavot.

Ces premières observations, concernant les quelques projets étudiés, ouvrent des pistes de recherche qui tentent d'évaluer dans quelles mesures les projets productifs, présentés par les populations locales, permettent une appropriation ou une réappropriation des territoires de la coca et du pavot en territoires d'agriculture et de vie sociale.

PRESENTATION DU PROJET DE THESE

Définition du sujet de thèse :

Les interrogations précédemment évoquées dans la conclusion de ce travail peuvent se résumer à la problématique suivante :

« dans quelles mesures les projets locaux de production agricole développés par les population paysannes contribuent-ils à la construction et/ou la reconstruction des zones de production de coca et de pavot en territoires agricoles et de vie sociale ? »

Ce sujet : construction et/ou reconstruction des zones de production illicites en territoires agricoles, offre un vaste terrain de recherche sur les thèmes du territoire, des comportements sociaux et de la relation des populations à l'espace, particulièrement agricole. Trois grands axes de recherche se dégagent d'ores et déjà de ce thème :

- D'un point de vue méthodologique, comment initier et gérer la transition des cultures illicites vers une agriculture vivrière et commerciale ?
- Ensuite, par l'analyse des facteurs sociaux, comment les populations à l'origine des projets s'approprient les territoires agricoles ? Comment se les représentent-ils et quels facteurs expliquent leur volonté de s'approprier et de (re)construire ces territoires ?
- Enfin, quelle est la nature des territoires en construction dans les campagnes colombiennes ? Ce dernier aspect doit être étudié au regard de la spécificité revendicative des paysans colombiens. En effet, les revendications sociales des paysans armés dans les années 1960 ont donné naissance aux guérillas et à l'isolement politique de ces groupes ; néanmoins n'est-il pas possible que ces revendications actives se transforment en dynamisme social, plutôt qu'en isolement ?

Dans la perspective d'un travail de thèse centré sur ces thèmes de recherche, il convient de définir un certain nombre d'aspects précisant les modalités de cette recherche.

Justification du sujet et réseaux de personnes ressources :

Tout d'abord, ce thème de recherche de thèse justifie pleinement mon travail de DEA présenté ici et permet de comprendre l'atout que représente le stage réalisé à l'Ambassade de France entre mars et mai 2002.

Ce mémoire de DEA tente de couvrir, selon une échelle relativement globale, le problème des cultures illicites et les enjeux du développement alternatif dans une société en situation de crise politique et sociale. Ce thème recouvre de nombreux aspects, à la fois d'ordre historique, économique, social, géopolitique, qu'il est indispensable de bien définir et de bien connaître pour traiter de la question des cultures illicites.

Mon travail de DEA a effectivement permis d'appréhender dans toute sa complexité ce vaste sujet. Une particularité de ce thème de recherche est qu'il est quasiment impossible d'avoir recours aux informations récentes sans un certain statut diplomatique. C'est

précisément ce que m'a permis le stage à l'Ambassade, réalisé début 2002 : obtenir un statut officiel et reconnu par les nombreuses institutions concernées, afin d'accéder aux informations essentielles sur les cultures illicites. La recherche d'informations s'est d'ailleurs majoritairement effectuée par le biais d'entrevues avec les personnalités diplomatiques des instances colombiennes (nombreux RDV avec le Plante, DNE, DNP, SIMCI, SINCHI) et internationales (Nations-Unies, USAID), voir la liste des contacts établis en annexe 1 (page 101). La recherche bibliographique s'est considérablement enrichie lors de mon stage de terrain, à en juger par la variété des sources bibliographiques, notamment en langue espagnole, trouvées sur place.

La nature du travail réalisé pour le service économique de l'Ambassade m'a été d'une aide précieuse, puisqu'il s'agissait de réaliser une étude sur : « les programmes de substitution aux cultures illicites en Colombie, bilans et perspectives économiques et commerciales ». En somme, cette étude propose un rescensement critique de l'ensemble des programmes de développement alternatif et une identification de l'ensemble des cultures de substitution afin d'évaluer celles offrant des perspectives de commercialisation pour les entreprises françaises. Cet angle d'approche dans la réalisation du rapport a contribué à la définition du projet de thèse, car cette étude m'a conduit à travailler directement sur quelques projets agricoles et à en rencontrer les représentants. Ainsi, il m'est apparu que certains projets présentaient une certaine dynamique de reconstruction des territoires.

La diffusion du rapport par le biais de l'Ambassade et des contacts établis en Colombie, mais également par la réalisation d'un site internet sur ce thème (voir <http://jpouzoullic.free.fr/>) et la diffusion prochaine du rapport sur divers sites (www.mamacoca.org et www.paxchristi.org), permet une reconnaissance de mon travail et la mise en place de contacts utiles pour mon travail de thèse.

Le stage à l'ambassade, la réalisation du rapport et sa diffusion sur internet, ont permis de créer un vaste réseau de personnes ressources pour accéder à des informations fiables, tant au niveau diplomatique, que dans les milieux de la recherche (nombreux contacts avec les universités colombiennes).

Cadre institutionnel de recherche :

D'après l'expérience de recherche durant le stage à l'Ambassade de France à Bogota, il est apparu que pour travailler sur de tels thèmes, il est indispensable d'appartenir à un organisme jouissant d'un certain poids politique et décisionnel. En effet, l'accès aux informations sur ce thème est quasiment impossible pour un chercheur qui ne bénéficie pas d'un solide appui institutionnel. Au demeurant, il est à noter que plusieurs documents obtenus en Colombie pour la rédaction de mon mémoire de DEA, portaient la mention diffusion restreinte, documents qu'il est donc impossible de consulter sans l'appui de grandes institutions.

Ainsi, mon projet est de réaliser ce travail de thèse dans le cadre d'une équipe de recherche travaillant sur ce thème, et qui serait financé par cette activité salariée. Selon ces modalités, plusieurs possibilités se sont donc présentées :

- Intégrer les programmes colombiens de recherche universitaire, mais ceux-ci n'offrent pas de bourses de recherche
- Travailler pour le Plante, mais malgré les tentatives, cette possibilité n'a pu se concrétiser, notamment en raison du statut juridique de ce programme présidentiel

- Enfin, la représentation des Nations-Unies à Bogota constitue la meilleure opportunité, puisque suite à un entretien, il a été convenu de libérer un poste de stagiaire à long terme (entre 12 et 18 mois), en tant que technicien SIG pour l'observation de l'évolution des cultures illicites à l'échelle locale. Néanmoins, la procédure d'intégration est relativement longue, par conséquent je continue à rechercher des opportunités au sein d'autres organismes.

Methodes de travail de terrain :

La Colombie n'est pas le pays le plus aisé à étudier, particulièrement lorsqu'il s'agit de réaliser un travail de terrain. Pourtant, on est rapidement saisi par les enjeux d'évolution, les perspectives de développement et par la mobilité des situations qui caractérisent ce pays.

Il est clair qu'un travail de terrain sur les zones de cultures illicites dans la situation actuelle de conflits, est à exclure pour des raisons évidentes de sécurité. Néanmoins, l'étude sélective de quelques anciennes zones de cultures illicites reconverties dans une agriculture licite est envisageable. Les missions de terrain sont possibles en partenariat avec divers organismes : le Plante, les techniciens des Nations-Unies et les associations paysannes. J'ai déjà étudié la possibilité d'intervenir avec ces différents groupes sur certaines zones non conflictuelles. Cet encadrement permet la réalisation d'un travail d'observation précis et sur une période assez longue (18 mois) de quelques zones non encore définies.

Aspects matériels :

L'ensemble du travail de recherche me paraît nécessairement être réalisé dans le cadre d'une activité salariée (stage, volontariat international à l'expatriation, ou emploi). La recherche d'un emploi compatible avec mes recherches est actuellement ma priorité, je continue donc à appuyer mes demandes en cours auprès des organismes institutionnels sur place (principalement les Nations-Unies) et diversifie les recherches dans le but d'intégrer une organisation intervenant sur place.

Ainsi, seul l'aspect financier est un obstacle à ce jour, car concernant les réseaux de contacts, je dispose de solides pieds à terre. En outre, les contacts de travail et de recherche me permettent dès à présent d'avancer sur ce thème de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

- ALVOREZ, J.** (1994), *Economie paysanne, structure agraire et système alimentaire dans les régions andines de Colombie*, thèse de doctorat, Paris, IHEAL.
- BAGES MORA, F.** (2002), *Evolución de los cultivos ilícitos en Colombia y en los países andinos*, document multigraphié, 39 p.
- BYE, P.** (1980), *Agriculture commerciale et dynamique du secteur agro-industriel en Colombie, 1965-1978*, in *Problèmes d'Amérique Latine* 56, n°4567-4568, Paris, 139 p.
- CEPEDA, E. et Manuel J.** (1995), *Colombie : le bilan de la constitution, l'évolution du bipartisme, la politique de paix, l'économie de la violence*, in *problèmes d'Amérique Latine* n°16, 1995, pp. 3-80.
- CGR** (2001), *El Plan Colombia y los cultivos ilícitos*, in *Gestion Fiscal*, n°10, 10/1997, pp.68-77.
- DELPIROU, A** (1988), *La Colombie, pays laboratoire en grandeur nature, de cocaïne*, Paris, IHEAL, 49p.
- DIEZ, E et ANA, I.** (1988), *Les fronts pionniers du Meta (Colombie) : de la colonisation à l'intensification de la production agricole*, Paris, IHEAL, 49 p.
- DNE** (2002a), *Existencias historicas de los cultivos ilícitos y su erradicacion*, 16 p., article paru sur :
- DNE** (2002b), *La lucha de Colombia contra las drogas ilícitas, acciones y resultados 2001*, Bogota, 212 p.
- DNP** (2002), *Avances del Plan Colombia*, Bogota, 31/01/2002, 65 p., document paru sur : http://www.dnp.gov.co/01_CONT/PLACOLOM/PLAN.HTM
- DOCUMENTATION FRANCAISE** (1980), *Complexe agro-industriel et agriculture familiale en Colombie, dynamique du secteur agro-industriel, une politique de soutien à la petite agriculture, le DRI*, Paris, la Documentation française, 152 p.
- ECHANDIA CASTILLA, C.** (1999), *La guérilla colombienne : conditions objectives et stratégiques d'une expansion*, in *problèmes d'Amérique Latine*, n°34, 07-09/1999.
- EDELMIRA PEREZ, C. et al** (2000), *Reconstruir la confianza en colombia : nueva institucionalidad en el sector rural*, coll° redcapa, Bogotá, 184 p.
- GILHODES, P.** (1974), *Politique et violence : la question agraire en Colombie 1958-71*, Paris, Colin, 537 p.
- GOMEZ MASERI, S.** (2002), "Estados Unidos denuncia fracaso de sustitución", *El tiempo*, Bogota, 02/04/02.
- JARRY, I.** (2001), Les Etats-Unis inquiets de l'échec du plan antidrogue, *Le figaro*, 11/09/01.
- JIMENO SANTOYO, M.** (1985), Los procesos de colonización, siglo XX, in *Nueva Historia de Colombia, vol. III*, pp. 371-396.
- JOXE, A** (1999), *Behemoth contre Leviathan : petites guerres cruelles et paix en panne*, Venice, CIRPES.
- KOUTOUZIS, M.** (1996), *Atlas mondial des drogues*, Paris, PUF, 250 p.
- LABROUSSE, A, KOUTOUZIS, M** (1996), *Géopolitique et géostratégies des drogues*, coll. economica, Paris 110 p.
- LUZ MARINA MANTILLA CARDENAS et al** (1999), *Guaviare, población y territorio*, SINCHI, Ministerio de Medio Ambiente, TM editores, 194 p.
- LUZ MARINA MANTILLA CARDENAS et al** (2000), *Caquetá, construcción de un territorio amazónico en el siglo XX*, SINCHI, Ministerio de Medio Ambiente, 217 p.
- MINAGRICULTURO** (1994), *80 anos, transformaciones en la estructura agraria*, Bogota, TM editores-Banco ganadero, 380 p.

- OFFICE NACIONAL DES FORETS ET CORPORACION AUTONOMA DEL ALTO MAGDALENA** (2001), *Resumen ejecutivo del proyecto de corredor biológico entre los parques nacionales puracé y cueva de los Guácharos*, document multigraphié, 10 p.
- OGD** (95), *Géopolitique des drogues : rapport annuel de l'OGD*, Paris, La découverte, 250 p.
- PECAULT, D.** (1999), *Colombie : une paix insaisissable*, in problèmes d'Amérique Latine, n°34, 07-09/1999, pp 5-31.
- PEREZ, C., EDELMIRA** (1991), *El campesinado en Colombia hoy : diagnóstico y perspectivas*, Bogotá, ECOE ed., 351 p.
- PLANTE** (2002a), *Evaluación de la gestión del plan nacional de desarrollo alternativo 1998-2001*, Document multigraphié, 21 p.
- PLANTE** (2002b), *Logros y perspectivas del desarrollo alternativo*, Document multigraphié, 21 p.
- PLANTE** (2002c), *Presentación del Plan Nacional de desarrollo Alternativo*, 25 p., Document paru sur : <http://www.desarrolloalternativo.gov.co/>
- PLANTE et DNP** (2001), *Fiches techniques des principaux projets de cultures de substitution*, (linea de accion procesos productivos), 128 p., dossier paru sur : http://www.dnp.gov.co/01_CONT/PLACOLOM/PLAN.HTM - 11
- POUZOUILLIC, J.** (2002), *Les programmes de substitution aux cultures illicites en Colombie : bilan et perspectives économiques et commerciales*, D.R.E.E., Ambassade de France en Colombie, mai 2002, 55 p (voir également <http://jpouzoullic.free.fr>).
- RAYMOND, P. et al** (1997), *Hacienda tradicional y aparceria*, Bucaramaya, ediciones UIS, 360 p.
- Relatoria del primer taller internacional** (1995), *Culivos ilicitos*, in análisis politico, n°25, 1995, pp. 80-88.
- RENSELAER, W., CLAWSON, P.** (1993), *Crop substitution in the Andes*, Washington, office of national drug policy control, 12/93.
- REYES POSADA, A.** (1995), *La erradicación de cultivos : un laberinto*, in análisis politico, n°24, 01-04/1995, pp. 66-72.
- RICHARD, D.** (1994), *la coca et la cocaïne*, Paris, PUF, coll. que sais-je, 127 p.
- SALGADO, H.** (1999), *De l'expropriation des terres à la narcoagriculture, problématique des paysans de l'Amazonie colombienne*, article paru sur : <http://www.mamacoca.org/>
- SAULOY, M.** (1988), *Colombie : drogue, mafia et pouvoir, 1970-1985*, thèse d'état études Latino-am., Lille, 586 p.
- THUAL, F.** (1996), *Géopolitique de l'Amérique Latine*, economica, 108 p.
- UNDCP** (2002a), *An international drug control programme, annual project progress report 2001*, Document multigraphié, 6 p.
- UNDCP** (2002b), *Annual project progress report 2001*, Document multigraphié, 13 p.
- URIBE, S.** (1995), *Los cultivos ilícitos en Colombia : evaluación, extensión, técnicas, tecnologías para la producción, rendimiento y magnitud de la industria*, Bogota, NDP, Mimeo.
- URIBE, S.** (2000), *Costos de producción y medianos cultivadores de coca en Putumayo, Caquetá y Guaviare*, 10 p.
- URRUTIA, M.** (1990), *Análisis costo-beneficio del trafico de drogas para la economía colombiana*, in coyuntura económica, 20,3, oct 90, pp. 115-126.
- VARGAS, F-R.** (1989), *Colombie : de l'économie parallèle à la classe émergente*, thèse de sociologie, Paris, 354 p.
- ZULMA, A.** (2002), "Disminuyeron áreas sembradas de coca", *El colombiano*, Medellin, 14/03/02.

BIBLIOGRAPHIE INTERNET :

WILSON, J. (2002), Colombia : Plan Colombia Fails To Cut Supply Of Drugs

<http://www.mapinc.org/>

THOR HAGEN, J., Alternative developement won't end Colombia's war

<http://www.foreignpolicy-infocus.org/>

International delegation of pax christi Peace in Colombia, a matter of civil initiatives
Paz en Colombia; Una conquista por medio de iniciativas civiles

<http://www.paxchristi.org/>

LEMOINE, M. (2001), cultures illicites, narcotrafic et guerre en colombie

<http://www.monde-diplomatique.fr/>

PANETTA, L., Plan colombia...plan of death

<http://www.soaw-ne.org/>

The Online Sourcebook on Decentralization and Local Development

<http://www.ciesin.org/>

SOMOCURCIO, M.(2000), FARC shows how to stop coca production

MORALES GRISALES, F. (2001), Coca commercialisation in Colombia

OTA (1993), Alternative Coca Reduction Strategies in the Andean Region

<http://www.usfumigation.org/>

Ministère de l'agriculture colombien :

Colombia a concretar inversión en palma: Minagricultura (2001)

<http://www.minagricultura.gov.co/>

Corporación Colombia Internacional, serie de publicaciones sobre estratégicos para el sector agroalimentario nacional

<http://www.cci.org.co/>

ANNEXE 1 : CONTACTS ET LIENS UTILES

1. Les institutions nationales :

* **PLANTE** : <http://www.desarrolloalternativo.gov.co/>

- *Sandra Alzate*, sous-directrice de la coopération internationale
- *Fanck Rivano*, expert du CIRAD pour le plante (programme hévéa)

* **Dirección nacional de estupefacientes (DNE)** :

- *Martha Paredes Rosero*, direction stratégies et recherches

* **DNP** : <http://dnp.gov.co/>

- *Carlos Eduardo Vargas*,
- *German de la Hoz*,

* **SIMCI** (organisme de contrôle des cultures illicites par télédétection satellite) :

* **SINCHI** (Institut de recherche pour la région Amazonie) :

- *Carlos Ariel Salazar*,

2. Les programmes internationaux :

* **UNDCP** (Nations Unies) : http://www.odccp.org/colombia/projects_es.html

- *Thierry Rostan*, chargé de la commercialisation des produits de substitution
- *Simonetta Grassi*, responsable de programme

* **USAID** :

- *Camilio Sanchez*, responsable environnement des programmes de substitution

* **Office national des forêts** (représentation française en Colombie)

- *Caroline Merle*, ingénieur forestier et développement rural,

3. Universités :

* **Université la Javeriana**

- *Pierre Raymond*, enseignant-chercheur en développement social
- *Cesar Ortiz*, ex-fonctionnaire du plante et professeur à la Javeriana
- *Juan Guillermo Ferro*, professeur à la fac de la Javeriana,

4. Associations et autres organisations :

- <http://www.mamacoca.org/> : zone d'échanges académiques sur l'actualité des drogues
- <http://www.corpoica.org.co/> : association nationale de recherche en produits alimentaires et agro-alimentaires.

ANNEXE 4 : LA BIOSTEVIA, CULTURE DE SUBSTITUTION

1 . Descriptif du produit :

- La stevia est une plante originaire du Paraguay, où elle est utilisée par les indigènes pour ces propriétés médicinales et gustatives.
- Le produit est 100% naturel, sans calories et sucre 300 fois plus que le sucre.
- Pousse en milieu tropical humide.
- Durée de vie de la plante : 5 ans (Coca = 2 ans).

2 . Caractéristiques de production :

- Localisation :**
 - Antioquia** : Bajira, Támesis
 - Sud du département de Córdoba : Cerete, Tierra alta, Valencia
- Superficies cultivées : 4 Hectares**
- Production :** 200 000 plants par hectare, chaque plant donne 3 grammes de stevia pure pour la première récolte, puis 5 grammes pour la seconde et 7 grammes par plant pour la troisième. Pour 4 Ha, 2 400 Kg pour chaque récolte.
6 récoltes par an.
- Organisation de production :**
Actuellement, six familles s'occupent des 4 hectares de plantation et se relaient de manière rotative dans le travail des champs, ce qui s'apparente à un système de travail communautaire de type coopérative.
- Transformation du produit :** La feuille de stevia est transformée en poudre fine (sensiblement similaire au sucre mais de couleur marron) par une petite usine de transformation basée à Medellin.
- Rendements :** **600 Kg** de stevia pure par hectare et par récolte.
- Emploi et main d'oeuvre :**
24 personnes pour la production et la transformation, et **4** pour la commercialisation. Il faut 6 personnes par hectare pour semer, gérer la plantation et récolter.
- Revenus moyens :**
Le coût initial pour mettre en place la production d'un hectare de stevia est de 22,22 millions de pesos par hectare (un peu plus de 11 000 euros). La feuille de stevia raffinée rapporte 90 000 pesos par kilo. A raison de 600 Kg par hectare, cela revient à près de 54 millions de pesos à la vente par hectare (26 784 euros), charges de travail non comprises.

3 . Commercialisation du produit :

- Subventions et aides particulières au produit :** Aucunes
- Structures de commercialisation du produit :**
Pas de structures de commercialisation, ce qui représente le principal obstacle à son développement.
L'entreprise Morita Compañy achète les feuilles de biostevia et les vend au Japon où le produit est transformé, mais le marché est actuellement très limité.

4 . Evolution de la production et potentialités de développement :

- Tendance évolutive de la production :**

V. ANNEES	1995	2002
SURFACE DE CULTURE	50 hectares	4 hectares

- Potentialités de commercialisation pour les entreprises :**
La commercialisation pourrait concerner trois types d'entreprises :
 - Les industries agro-industrielles spécialisées dans les produits light.
 - Les grands groupes de supermarché.
 - Les supermarchés de type biologique.

INDEX DES CARTES, GRAPHIQUES, TABLEAUX ET PHOTOS

CARTES :

<i>Carte 1</i> : Les départements colombiens	p 6
<i>Carte 2</i> : La production de pavot et de coca en Colombie	p 16
<i>Carte 3</i> : Carte physique de Colombie	p 19
<i>Carte 4</i> : La situation géostratégique de la Colombie dans les réseaux de drogues	p 32
<i>Carte 5</i> : Répartition des fronts de guérillas, dans le contexte de production de drogues, en Colombie	p 44
<i>Carte 6</i> : Zones d'intervention du Plan Colombia	p 57

GRAPHIQUES :

<i>Graphique 1</i> : Le poids croissant de la Colombie dans la production de coca	p 30
<i>Graphique 2</i> : Les Farc et le trafic de drogues	p 47
<i>Graphique 3</i> : La présence des paramilitaires dans l'économie de la drogue	p 48

TABLEAUX :

<i>Tableau 1</i> : Evolution de la production des cultures illicites en Colombie	p 15
<i>Tableau 2</i> : Evolution de la superficie de coca cultivée en Colombie 1991-2001	p 17
<i>Tableau 3</i> : La production de coca par département en 2000	p 18
<i>Tableau 4</i> : La production de pavot par département en Ha (1999-2001)	p 20
<i>Tableau 5</i> : Caractéristiques des zones de production des cultures illicites	p 20
<i>Tableau 6</i> : Evolution des superficies de cultures de coca pour 3 départements (en Ha)	p 22
<i>Tableau 7</i> : Rendements de la coca dans trois départements du Sud de la Colombie	p 27
<i>Tableau 8</i> : Evolution des surfaces de culture de coca dans la zone andine (en HA)	p 30
<i>Tableau 9</i> : Présentation des principaux groupes subversifs et forces militaires en Colombie	p 45
<i>Tableau 10</i> : Conflits d'influence entre Guérillas et Paramilitaires dans 3 départements	p 49
<i>Tableau 11</i> : Les principaux acteurs de la lutte contre la drogue en Colombie	p 53
<i>Tableau 12</i> : Financements du Plante en dollars américains (USD)	p 56
<i>Tableau 13</i> : Financements du Plan Colombia 1998-2002 (en millions USD)	p 60
<i>Tableau 14</i> : Eradication des cultures illicites en Colombie 1992-2001 (en hectares)	p 61
<i>Tableau 15</i> : Descriptif des principaux produits de substitution à vocation alimentaire	p 66
<i>Tableau 16</i> : Comparaison des revenus cultures illicites / cultures de substitutions	p 73

PHOTOS :

<i>Photo 1</i> :	p 14
<i>Photo 2</i> :	p 21
<i>Photo 3</i> :	p 25
<i>Photo 4</i> :	p 29
<i>Photo 5</i> :	p 41
<i>Photo 6</i> :	p 62
<i>Photo 7 et 8</i> :	p 62
<i>Photo 9</i> :	p 68